

صباحنا الامثل

**L'INDE RENONCE
« POUR LE MOMENT »
A LA STÉRILISATION
OBLIGATOIRE**

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 300 L. ; Japon, 120 y. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75127 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 4297-33 Paris
Tél. Paris 10 650672
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Congrès sans histoire à Prague

Le quinzième congrès du parti communiste de Tchécoslovaquie, qui s'est achevé vendredi 16 avril, aura été celui de la continuité. Sept ans presque jour pour jour après avoir succédé à M. Dubcek, M. Husak a été « grosso modo » reconduit dans ses fonctions avec la même équipe dirigeante que celle qui avait été mise en place en 1971, lors du quatorzième congrès.

Cette équipe est-elle plus unie qu'elle ne l'était à l'époque ? Il est difficile d'en juger, les « témoins » du précédent, MM. Bilek, Indra, Kempny, ayant préféré garder le silence. Un équilibre paraît en tout cas avoir été trouvé entre les « ultras » du pro-soviétisme et les éléments « centristes », plus portés au pragmatisme. Ni les uns ni les autres ne souhaitent pour le moment remettre en question l'équilibre, qui implique un rôle prééminent du secrétaire général : celui-ci n'a pas pris la parole moins de trois fois au cours du congrès. En l'absence de résolution finale, les délégués ont admis que M. Husak exprime la « ligne politique obligatoire » pour le travail des communistes « dans tous les domaines ». Même l'élection du président du conseil Svoboda, vieux et malade, apparaît sous un certain angle à l'avantage du secrétaire général. Celui-ci pourra désormais espérer voir se reporter sur lui-même l'image patriarcale attachée à l'ancien président de la République.

La promesse d'amnistie individuelle sous condition « faite » par M. Husak aux « droitiers » répétés du printemps de Prague prend donc plus de valeur. Les obstacles qui en freinent éventuellement la mise en pratique permettront de se faire une idée de la maîtrise qu'il a sur son appareil. Pour le moment, force est de constater que nul orateur après lui n'a repris cette idée. Au contraire, M. Jakes, président ultra-conservateur de la commission de contrôle et de révision, a affirmé haut et fort que le parti ne permettrait à personne d'émettre des doutes sur les résultats positifs de la réparation entreprise après 1969.

La présence de M. Brejnev aurait sans doute donné plus de poids au satisfecit décerné par les Soviétiques à l'équipe en place à Prague, mais leur appel n'en est pas moins acquis. Le congrès aura été l'occasion de célébrer sur tous les tons et à tout moment l'amitié « éternelle » avec l'U.R.S.S. et son vingt-cinquième congrès, qualifié d'« historique ». Un orateur très solé a même salué l'« aide précieuse » que les agriculteurs d'U.R.S.S. ont nous fournie avec leur riche expérience.

Les partis « contestataires » n'ont guère eu la possibilité de s'exprimer. L'appel à une « unité de type nouveau » lancé par le représentant roumain a été censuré dans le compte rendu de l'agence officielle de Prague. Sans prétendre qu'il n'était qu'observateur, le délégué italien n'a pas pris la parole, même en dehors du congrès, dans un meeting d'usine comme il était prévu à l'origine. C'est ce qu'a fait précédemment M. Vlasquez au nom du P.C. français, mais son discours sur le socialisme « aux couleurs de la France » n'a même pas été évoqué dans la presse de Prague. Dans ces conditions, on peut se demander si le parti « nouvelle manière » de M. Marchais n'aurait pas été bien inspiré de suivre l'exemple des communistes d'Italie, voire d'Espagne, qui, eux, avaient choisi de n'envoyer aucune délégation à Prague.

Ce congrès sans histoire illustre en tout cas la volonté d'immobilisme des dirigeants de Moscou, un immobilisme qui, quel qu'en dise M. Sonnenfeldt, l'adjoint de M. Kissinger, semble bien avoir également les faveurs de l'autre Grand. Compensant par un niveau de vie remarquablement prospère pour la région une « normalisation » qui les ramène à 1968 plus encore qu'à 1967, les Tchèques et les Slovaques ne seront très vraisemblablement pas les premiers à donner le signal du changement en Europe de l'Est.

L'IMBROGLIO ITALIEN

Ultimes tentatives pour éviter les élections

La trêve pascale en Italie sera sans doute prolongée de quelques jours, le secrétariat du parti communiste ayant en effet accepté l'offre démocratique de reprendre le dialogue sur un programme économique d'urgence. Cette offre a été catégoriquement rejetée par les socialistes.

Ainsi se dessine une ultime tentative pour éviter des élections anticipées. Il faudrait cependant, pour qu'elle aboutisse, que la démocratie chrétienne mette au point en quelques jours des mesures précises, capables de rallier ses partisans et de satisfaire les communistes. De son côté, le président de la République a signé, le 16 avril, le décret fixant au 13 juin la réélection sur l'avortement.

En mars, les prix à la consommation ont augmenté en Italie de 2,1 %, ce qui constitue la plus forte hausse mensuelle depuis octobre 1974.

Une nouvelle fois, le secrétariat du parti communiste italien a montré, sans y mettre de formes, que les socialistes ne jouaient qu'un rôle de figurant dans la crise scottée. Le P.C.I. a, en effet, accepté la proposition démocratique de reprendre le dialogue pour éviter des élections anticipées ; offre que le P.S.I. a, pour sa part, catégoriquement rejetée.

Cette rélance s'inscrit, il est vrai, dans une perspective électorale, ni les communistes ni les démocrates-chrétiens ne voulant endosser la responsabilité d'une dissolution des Chambres, à laquelle ils se préparent cependant. Le P.C.I. comme le D.C. entendent se présenter, en partis de gouvernement, garants de l'ordre.

Pourtant, lorsque M. Berlinguer rencontra, dans le courant de la semaine précédente, M. Zaccagnini — aucun rendez-vous formel n'a encore été fixé — l'accord sera sans doute difficile. Aucune base n'existe, pour que le Parlement vote un nouveau texte sur l'avortement, qui rendrait caduque l'ancienne loi soumise à référendum — le 13 juin prochain. Quant aux mesures économiques d'urgence, elles devraient être radicales pour que le P.C.I. puisse les approuver.

Illustrée par l'élection de M. Fanfani à la présidence de son parti, la division profonde de la D.C. ne permet à son secrétaire général que des compromis destinés à repêcher la façade, sans résoudre la situation. La tactique du P.C.I. a, jusqu'à présent, été fort habile : jamais il n'a mis la démocratie chrétienne en état de perdre la face, ce qui contraste avec sa désinvolture à l'égard des socialistes. D'autre part, il a constamment manifesté son souci d'éviter tout ce qui pourrait favoriser une polarisation. Jour après jour, le P.C.I. a tout fait pour rendre aussi inévitable que possible l'image d'un « salut commun » dépendant d'une coopération des « noirs » et des « rouges ».

Un an après la victoire des révolutionnaires au Cambodge

(Lire page 2 le témoignage de M. Yen Savannary et la tribune internationale de M. Tien Chin Leng.)

DÉTENTE AU LIBAN ?

L'accord syro-palestinien est bien accueilli

La France suggère de participer à un « système de surveillance »

L'accord syro-palestinien en sept points conclu vendredi 16 avril à Damas entre le président Assad et le leader de l'O.L.P., M. Yasser Arafat (« le Monde » du 17 avril), est accompagné d'une détente au Liban, où les combats avaient pratiquement cessé dans la soirée de vendredi sur l'ensemble du territoire au terme, il est vrai, d'une journée de violents affrontements. Un cessez-le-feu entre les adversaires qui ne respectent pas la « trêve » pourrait être conclu au cours du week-end.

A Paris, M. Georges Corne, ambassadeur du président Giscard d'Estaing, a assuré, au terme de sa mission à Beyrouth, que la France était disposée à participer à un éventuel « système de surveillance de la sécurité au Liban ».

Selon des milieux proches du gouvernement libanais, cités par l'A.F.P., M. Georges Corne aurait sondé ses interlocuteurs de Damas quant à l'envoi éventuel au Liban de forces françaises, qui se chargeraient, avec des troupes syriennes, du maintien de l'ordre jusqu'au recouvrement par l'État de toute son autorité. Une telle intervention de la France, ferait-on valoir dans ces milieux, aurait notamment pour objet de lever les réticences de certains pays arabes, dont l'Égypte, devant une action militaire exclusivement syrienne au Liban. Mais il semble qu'il s'agisse plutôt, dans l'esprit du gouvernement français, d'observer.

M. Kamal Jomblatt, chef de file de la gauche, qui semble avoir assumé sa position vis-à-vis de la Syrie, a indiqué que certains accords conclus à Damas n'avaient pas été rendus publics. Il porterait sur les conditions militaires pour assurer un minimum d'ordre et de sécurité à Beyrouth, afin de créer une atmosphère favorable à un règlement politique. Le dirigeant progressiste, s'est déclaré, par ailleurs, « assez sceptique » des tentatives de Damas. « Il semble que la position des nationalistes libanais ait été comprise », a-t-il dit.

(Lire nos informations p. 4.)

Un responsable communiste

prend une position nuancée sur la force de dissuasion

Devant le comité scientifique consultatif de la Fondation pour les études de défense générale, qui préside le général de corps d'armée (cadre de réserve) Georges Buis, M. Louis Baillet, député communiste de Paris et responsable des questions de défense au comité central du P.C.F., a récemment indiqué, en substance, que la présence en France d'un outil nucléaire était un fait qui se développait chaque jour et qui devait être pris en considération.

M. Baillet, qui est actuellement en déplacement en province et que nous n'avons pas réussi à joindre ce samedi 17 avril en fin de matinée, était l'invité, le jour 8 avril à Paris, de la Fondation au titre de président du Comité scientifique consultatif réunit des scientifiques non spécialistes des problèmes de défense pour étudier, selon le général Buis, « à travers les différents discours sur la défense, une épistémologie du discours de la violence ». Plusieurs personnalités militaires, religieuses ou politiques ont par le passé déjà été invitées par le comité.

Selon deux des assistants à la réunion du jeudi 8 avril, les propos de M. Baillet ont été prudents et nuancés et leur auteur a expressément indiqué qu'il entendait partir d'un examen objectif de la situation.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 5.)

COLOMBIE : le réformisme au ralenti...

Des élections législatives et municipales ont lieu le dimanche 18 avril en Colombie, où le président Lopez Michelsen (libéral) a effectué la moitié de son mandat. Neuf millions et demi d'électeurs doivent désigner neuf mille conseillers municipaux et quatre cent six députés aux assemblées provinciales. Le taux des abstentions est traditionnellement très élevé, les Colombiens manifestant peu d'intérêt pour un jeu politique étroitement contrôlé par les deux grandes formations, les libéraux et les conservateurs.

I. — LES FRÈRES SIAMOIS

Bogota. — Le général Matallana sourit en raccrochant le téléphone : « Encore un colon pris à l'ennemi », a-t-il dit. « C'est la fin », a-t-il ajouté, triomphant de drogue, marijuana et surtout cocaïne. En l'espace de cinq ans, ceux-ci ont organisé à grande échelle la filière colombienne. Armée de l'Équateur, du Pérou ou de la Bolivie, la coca, raffinée en Colombie, est réexportée vers les États-Unis. « Trois millions par jour », prétend le général. Deux, trois, quatre cents millions de dollars par an ? Personne ne connaît la valeur exacte de ces « exportations ». Si elles n'atteignent pas les chiffres de celles du café, elles figurent, en tout cas, en seconde position.

Nommé en 1974 à la tête du DAS (Département de sécurité), le général Matallana annonce 662 détenus dont 206 étrangers, presque tous Américains, 451 kilos de cocaïne, 800.000 plants et 88.000 sacs de marijuana détruits, sept laboratoires démontés : le bilan de la lutte contre la drogue en 1975. « Les neuf dixièmes du trafic nous échappent », admet-il.

En revanche, les auteurs d'enlèvements sont en échec. A Medellin, deuxième ville du pays, en proie à la panique, le général a lancé des raids de « nettoyage ». Après des mois de séries américaines ou d'adversaires, et 300 arrestations.

(Lire la suite page 3.)

De notre envoyé spécial PHILIPPE LABREVEUX

« exportations ». Si elles n'atteignent pas les chiffres de celles du café, elles figurent, en tout cas, en seconde position.

Nommé en 1974 à la tête du DAS (Département de sécurité), le général Matallana annonce 662 détenus dont 206 étrangers, presque tous Américains, 451 kilos de cocaïne, 800.000 plants et 88.000 sacs de marijuana détruits, sept laboratoires démontés : le bilan de la lutte contre la drogue en 1975. « Les neuf dixièmes du trafic nous échappent », admet-il.

En revanche, les auteurs d'enlèvements sont en échec. A Medellin, deuxième ville du pays, en proie à la panique, le général a lancé des raids de « nettoyage ». Après des mois de séries américaines ou d'adversaires, et 300 arrestations.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

L'as-tu vue ?...

Il paraît que, dans le cadre d'une rénovation de l'uniforme français, il serait question de supprimer la képi et de le remplacer par la casquette. Craignons les conséquences d'une pareille audace. Le gendarme ne s'est jamais vraiment remis d'avoir été privé du bicorne que porte encore celui que nous guignons.

Le gendarme rigide du képi d'aujourd'hui, porteur du symbole de l'ordre républicain à la française, il a le mérite de la forme fixe et sans surprise. La casquette, au contraire, s'accommode de tous les styles, mais aussi de toutes les idéologies : on ne sait jamais quelles folies elle peut faire éclore dans les crânes qu'elle couvre.

KOERT ESCARPIT.

CONCURRENCE TÉLÉVISÉE

Une création sur chaque chaîne

On a beaucoup parlé de concurrence sauvage à la télévision ces dernières semaines, sans penser que le samedi de Pâques pourrait offrir un avatar singulier... Après des mois de séries américaines ou de retransmissions sans originalité, trois créations dramatiques sortent de l'ordinaire sur les trois chaînes : TF 1 propose « Owen Wingrave », de Paul Seban, d'après une nouvelle d'Henry James, un film dont la mise en scène dévoile la dimension fantastique d'une idéologie ; A 2, « Première Neige », de Claude Santelli, d'après un conte de Maupassant, un conte sur le chaud et le froid que l'auteur du Théâtre de la jeunesse a traité avec des accents bergmaniens ; FR 3, « Les Personnages », un essai sur le réel et l'imaginaire, signé par Maurice Cozanneur, devenu, entre-temps, directeur du troisième programme.

Il se serait agi de football que les responsables auraient manifesté de l'inquiétude devant pareille concordance, devant une telle non-coordination. Mais les enjeux de la création paraissent sans doute moins évidents.

Qui songerait d'ailleurs à se plaindre d'une apparente pléthore de productions originales, sinon ceux qui s'accommodent de la pénurie qui a accompagné la disparition de l'O.R.T.F. ? Une meilleure harmonie des programmes pourrait, en certaines occasions, n'être que l'art de mieux accommoder des restes. Les restes d'une télévision de création, à laquelle un large public demeure attaché et qui ne ressuscitera si de tels dilemmes se reproduisent souvent. De façon moins caricaturale toutefois, espérons-le.

(Lire page 9 notre entretien avec CLAUDE SANTELLI.)

ROBERT LAFFONT

Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché

HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE EN FRANCE

Vient de paraître : Tome IV
octobre 1943 - mai 1944,
l'année décisive

LE NOUVEAU LONGCHAMP

Tribunes panoramiques
Télévision couleur

RESTAURANT AERIEN
LON. 55-77

Location de places : tél. 266-82-82 et les
jours de courses jusqu'à 12 h : 506-21-51

**LUNDI DE PAQUES :
PRIX DARU**

ASIE

Un an après la victoire des révolutionnaires au Cambodge

Le 17 avril, date anniversaire de l'entrée des révolutionnaires, est désormais fête nationale au Cambodge. A cette occasion, M. Khieu Samphan, nouveau chef de l'Etat, a, selon la radio, présidé un meeting réunissant dix mille personnes. Après avoir exalté la lutte contre les Américains et affirmé que « toute oppression avait été liquidée » dans son pays, il a ajouté : « Le Cambodge nouveau doit étendre ses relations d'amitié avec les pays des cinq continents, sur la base du respect réciproque, en suivant une politique fondée sur la souveraineté, l'indépendance, la paix, la neutralité, le non-alignement et l'intégrité territoriale. »

Les deux précédentes journées avaient, elles aussi, été consacrées à des commémorations.

Le 15 avril, un hommage était rendu aux cadres et combattants tués, « notamment pendant les cinq années de la guerre révolutionnaire ». La formule laissait entendre que l'hommage concernait aussi ceux des cadres qui furent tués avant l'intervention américaine, lorsque Norodom Sihanouk était encore au pouvoir. Le 17 avril, « tous les ouvriers, tous les paysans, toute l'armée révolutionnaire, prennent la résolution de lancer des offensives pour édifier le pays par bonds prodigieux, pour élever le niveau de vie du peuple et défendre mieux encore le pays », écrit M. Hu Nim, ministre de l'Information. La nouvelle classification de la population (ouvriers d'abord, paysans ensuite, armée enfin), qui se reflète dans la composition de l'Assemblée est ainsi soulignée.

de même que le souci constant du pouvoir de protéger militairement le pays.

● A PEKIN, le président Mao Tse-toung, M. Chu Teh, président du bureau permanent du Congrès national du peuple, et M. Hua Kuofeng, premier ministre, ont adressé un message de « chaleureuses » félicitations à M. Khieu Samphan, a annoncé vendredi Chine nouvelle. « Le peuple chinois continuera, comme par le passé, à soutenir fermement la cause révolutionnaire du peuple cambodgien ; à rester fraternellement uni à lui, ainsi qu'à marcher de l'avant et à combattre côte à côte avec lui », indique le message.

Le nouveau régime s'étant entouré aussitôt après son installation d'une infranchissable

barrière de mystère, les seules informations concrètes sur ce qui se passe au Cambodge proviennent des réfugiés qui, par milliers, ont gagné la Thaïlande ces derniers mois (un certain nombre, dit-on aussi, cherchent asile au Vietnam communiste). Nous publions ci-dessous le témoignage particulièrement accablant d'un de ces réfugiés. Face à ces graves accusations, qu'on a dit les avocats du régime ?

M. Tiev Chin Leng — qui vit lui aussi en France — ne cache pas le caractère ultra radical de la révolution cambodgienne. Il reste aux autorités de Phnom-Penh à expliquer pourquoi, si les résultats obtenus étaient aussi brillants qu'elles le soutiennent, elles ne laissent pas les informateurs de la presse internationale venir s'en convaincre sur place ?

Témoignage

M. Yen Savannary, réfugié cambodgien vivant en France, nous a fait parvenir le témoignage suivant des deux cents jours qu'il a vécus — avant de s'enfuir — sous le régime des Khmers rouges.

Du 17 avril au 5 mai 1975, j'ai séjourné à Phnom-Penh. Du 5 au 30 mai, je me suis rendu à Phnom-Penh à Maung-Russey, à 280 kilomètres de la capitale. Du 1er juin au 5 octobre, je me trouvais à Battambang. Du 5 au 18 octobre, j'ai fui vers la Thaïlande. Voici ce que je peux dire après avoir vécu pendant deux cents jours sous le nouveau régime.

Le 17 avril, lorsque arrivèrent les Khmers rouges, tous les Phnompenhois sortirent de chez eux pour les accueillir avec joie. L'émotion était grande, car la paix revenait. Mais bientôt, le signal d'évacuation de la ville fut donné. Devant le palais de Chancay Mon, de nombreux habitants se précipitèrent vers un magasin de riz pour acheter de quoi se nourrir sur la route. Constatant ce désordre, les Khmers rouges lâchèrent plusieurs rafales de mitrailleuse. La chaleur était horrible, les enfants pleuraient, les membres d'une même famille s'égarèrent, séparés pour toujours. L'immense foule traversait péniblement le pont Monivong en direction de Chroy-Ampli, Koki et Nèak-Loeung.

Du 17 avril au 5 mai, le problème de la nourriture fut crucial (personnes en déficit de nourriture). Aucune alimentation n'était distribuée aux personnes évacuées qui couchaient à terre. Dans cette masse en détresse, j'ai remarqué la présence de plusieurs malades qui avaient été hospitalisés et furent évacués sur des lits roulants. Ce fut notamment le cas d'un ami, le lieutenant Yen, et d'un autre militaire, blessé lors de la bataille de Kôp-Sov ; ils venaient de l'hôpital Calmette sur des lits poussés par leur femme. Les malades qui ne purent marcher furent jetés dans le fleuve. Il y eut aussi une épidémie de choléra qui fit plusieurs morts par jour, particulièrement à Chroi-Ampli.

« La guerre n'a pas pris fin »

En août 1975, à la pagode Ampil Chhoung, à environ 15 kilomètres du Maung-Russey, la réunion politique était organisée tous les soirs par Kung (vingt-deux ans) et Ean (vingt-trois ans), deux Khmers rouges qui dirigeaient le chantier de réparations de la RN 5. A tout moment, ils disaient : « Le pouvoir est maintenant entre nos mains, mais la guerre n'a pas encore pris fin, car nombre d'ennemis demeurent cachés sur notre territoire et dans le pays. » Selon Ean, ces ennemis sont ceux qui ont travaillé péniblement le travail proposé, le travail sous la pluie ou en plein soleil, ceux qui trouvent la nourriture insuffisante, etc.

A Okrent, Ean a évincé un ancien militaire, dont il a ensuite fait cuire le foie, qu'il a mangé. Les exemples de ce genre ne manquent pas. Phnot, qui a gouverné le canton de Maung-Russey, a fait de même. Cet ancien chef de bande de la forêt avant les événements du 18 mars 1970 est un analphabète. On a pu le constater le 30 septembre 1975 à Battambang, lors d'un meeting tenu en présence de mille ouvriers, où

il ne put lire un discours. Le 10 septembre 1975, il a fusillé sans jugement sa femme. Un autre chef khmer rouge, Kung, a exécuté une ouvrière de notre chantier. Moa, âgée de vingt-cinq ans et originaire de Mongkolborei, a été fusillée le 17 juin, par son adjoint, un ingénieur des travaux publics, Mon, et deux femmes dont il a jeté les corps dans la rivière. L'une des femmes était mariée à Kung-Neng ; ce dernier m'a dit qu'elle avait été tuée parce qu'elle avait servi dans l'armée de l'ancien régime. Puth, a aussi fait fusiller un autre homme, un ingénieur, en notre présence, à Kone-Kaek deux soldats khmers rouges sous prétexte qu'ils avaient rendu visite à leurs parents sans lui demander l'autorisation.

Ce sont aussi Puth et Phnot qui ont organisé le massacre de trois cents soldats dans les conditions suivantes : le 1er septembre, nous étions vingt personnes (dix ouvriers et dix soldats khmers rouges) dans un camion roulant sur la route provinciale n° 64 et nous nous dirigeons vers Phnom-Thippadey. Dans les fossés de part et d'autre de la route et dans les rizières, nous avons vu des tas d'ossements, de vêtements de soldats et de chaussures.

Selon un Khmer rouge, ancien garde du corps de Phnot, trois cent douze soldats de l'ancien régime, à partir du grade de sous-lieutenant furent transportés du lycée

de Battambang à l'endroit où nous nous trouvions et furent exécutés à 13 heures le 23 avril. Il leur avait été dit qu'ils devaient accueillir le prince Sihanouk qui allait rentrer de Pékin ; mais lorsque ils atteignirent le retour de la RN 5 et de la route n° 64, ils furent massacrés. Il y eut aussi des massacres au Centre d'épuration agricole de Thul-Samrong. Huit camions y furent dirigés, remplis de fonctionnaires, de notables et de soldats de l'ancien régime. D'autres part, les prisonniers de la ville de Battambang furent tués et jetés dans un puits proche du marché de Maung-Russey.

« Il n'y a plus de classes sociales... »

Pendant que je travaillais à Phnom-Thippadey, j'ai vu quatre fois par jour des camions remplis de prisonniers de Phnom-Penh à Pursat en camion. On déportait les Phnompenhois vers ces régions. Cela se passait devant moi, lors des travaux de réparation de la RN 5. Des gens ont dû marcher sur 30 ou 40 km pour se rendre là où il leur fallait travailler.

Il s'agit de très maigres, beaucoup de douleurs, mais plus qu'une douleur, monale, la peur de la route. Chaque jour, au moment des repas sur le chantier, j'ai vu une dizaine d'enfants qui venaient demander du riz mais les Khmers rouges les repoussaient à coups

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

LE FIGARO : le silence des témoins.

« Le pire est dans la fascination collective d'un Occident hébété. Pourquoi les bourgeois se donnent-ils donc tant de mal pour acheter leurs forfaits ? Facile. Sans doute, l'Occident ne peut-il plus entendre si ne peut-il plus voir. Mais l'essentiel est ailleurs : l'Occident ne veut pas voir. Il ne veut pas entendre. Apeuple volontaire et sourd déshérité, il va, les yeux fermés et les oreilles bouchées en tout cas, vers le déshonneur. C'est la première fois, notent les témoins, que des bourgeois ont été chassés. »

« Oh, sont les protestations, les meetings, les discours enflammés, les campagnes de presse et de signatures, les foules indignées sur le parvis de l'Assemblée nationale. Mais rien. Ou presque rien. Le silence est peut-être plus révoltant encore du côté des témoins qui se taisent que des bourgeois qui se cachent. »

(JEAN DORMESSEY.)

L'AUREORE : le plus sauvage des martyrs.

« En Occident, on s'agitote volontiers sur le sort des prisonniers politiques, surtout lorsqu'ils appartiennent aux pays qui prétendent avoir des droits sur le monde. Au Cambodge, on ne s'agitote pas. On ne s'agitote pas sur le sort des prisonniers politiques. C'est sans doute pour cette raison que la situation d'un pays qui, depuis un an, vit le plus long et le plus sauvage des martyrs. »

(DENISE DUMOUTIER.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la fin et les moyens.

« La révolution cambodgienne a probablement été la plus radicale

de tous les temps et un homme nouveau est peut-être né là-bas dans la douleur. Mais plus qu'un homme, cette révolution nous est difficile à comprendre, à saisir. Il est toujours délicat d'admettre que dans une certaine logique révolutionnaire, comme le retard des luttes sociales : c'est la guerre d'Indochine qui a précipité la révolution. »

« Mais l'orientation adoptée par les Khmers rouges s'agitote aussi ces folles idées. Un autre choix de développement était possible à l'échelle indochinoise. En acceptant aussi dans ce cadre, une aide plus immédiate d'Etats ouvriers. L'affirmation d'un communisme national, teinté de nationalisme, a rendu ces choix extrêmement difficiles. »

« L'orientation adoptée par les Khmers rouges s'agitote aussi ces folles idées. Un autre choix de développement était possible à l'échelle indochinoise. En acceptant aussi dans ce cadre, une aide plus immédiate d'Etats ouvriers. L'affirmation d'un communisme national, teinté de nationalisme, a rendu ces choix extrêmement difficiles. »

(PIERRE ROUSSET.)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE : victoire du peuple.

« La victoire du peuple cambodgien affirme que les peuples du monde ont une destinée commune, qu'ils cherchent à remplacer les Etats-Unis. C'est le peuple des ouvriers, les paysans — qui a remporté la victoire, c'est lui qui a le pouvoir aujourd'hui. »

« Il applique les mêmes principes qu'il a guidés dans la lutte de libération pour édifier son pays. Il montre à tous les peuples qu'il est possible d'édifier son pays en répondant aux besoins du peuple, en utilisant toutes les ressources du pays. Les soldats montent la garde devant Angkor. Le peuple cambodgien qui finit avec ces édifices temples. »

ROUGE : un communisme teinté de nationalisme.

« L'école de population, notamment de Phnom-Penh, a certes un lien. Il ne peut le comprendre sans revenir à l'histoire du Vietnam. L'histoire est prête à regarder l'avenir, écrit encore le journal. Il est prêt à normaliser ses relations avec les Etats-Unis. Mais nous n'acceptons pas une normalisation « normale » qui se base sur la primauté de la partie américaine. »

Vietnam du Nord

Selon le quotidien « Nhandan »

L'ANCIEN PRÉSIDENT NIXON AVAIT PROMIS UNE AIDE DE 3,25 MILLIARDS DE DOLLARS A HANOI

Hanoi (A.F.P.). — Le journal du parti des travailleurs nord-vietnamiens, le Nhandan, a publié, vendredi 16 avril, des extraits d'une lettre officielle adressée le 1er février 1973 par le président Nixon au premier ministre, M. Pham Van Dong, concernant les rapports américano-vietnamiens après la guerre.

Dans cette lettre, le chef de l'exécutif américain écrivait notamment : « Le gouvernement américain apportera sa contribution à la reconstruction après la guerre du Nord-Vietnam sans aucune condition politique. Les pro-

grammes études des Etats-Unis révoquent les programmes convenus des contributions américaines à la reconstruction portées sur une somme de 3,25 milliards de dollars en aide non remboursable, et pendant cinq ans. Les autres formes de l'aide seront convenues entre les deux parties. » C'est la première fois, notent les observateurs, qu'un journal de Hanoi fait état de cette correspondance échangée un mois pour pour après le dernier raid américain sur le Nord-Vietnam et sa capitale. S'adressant sans le nommer à

M. Kissinger, qui avait à la même époque effectué une visite à Hanoi pour discuter notamment d'une aide éventuelle, le Nhandan écrit : « Est-ce que ce sont pas là des engagements officiels de la part du gouvernement américain et de son président écrit dans le Nhandan ? » « Le peuple vietnamien est prêt à regarder l'avenir, écrit encore le journal. Il est prêt à normaliser ses relations avec les Etats-Unis. Mais nous n'acceptons pas une normalisation « normale » qui se base sur la primauté de la partie américaine. »

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

DIX-SEPT PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES à Damour (à 10 kilomètres au sud-est d'Alexandrie) pour avoir mis le feu au poste de la police militaire installée près de la gare de chemin de fer de cette ville.

Selon le quotidien Al Gomhouria, qui rapporte, samedi 17 avril, l'information, ces incidents ont eu lieu à la suite d'une bagarre sur le quai de la gare entre un soldat et deux membres de la police militaire, au cours de laquelle le soldat est tombé du quai et a été censé par une locomotive. A la suite de cet incident, la population a assiégré le poste militaire. — (A.F.P.)

Niger

NEUF PRISONNIERS POLITIQUES, détenus depuis le coup d'Etat du 15 avril 1974, ont été libérés jeudi, à l'occasion du dixième anniversaire de la prise du pouvoir par le lieutenant-colonel Kountché. Parmi les personnes libérées figure M. Maïdha Maïdha, ancien ministre de l'Information. — (Reuter.)

Tchécoslovaquie

LA DIRECTION DU P.C. TCHÉCOSLOVAQUE a été reconduite par le quinzième congrès, qui s'est tenu du 12 au 18 avril à Prague. Seul l'ancien président Svoboda quitte le

présidium. Le secrétariat s'accroît de trois personnes chargées de coordonner leurs secteurs : Mme Kahrhelova (femmes), MM. Polodnik (jeunesse) et Lovinsky (dirigeant jusqu'à présent la section d'organisation du comité central). — (A.F.P.)

Union soviétique

M. DMITRI POLIANSKI, qui fut membre du bureau politique du parti communiste soviétique et ministre de l'Agriculture jusqu'en février dernier, a été nommé ambassadeur à Tokyo. Il remplace M. Oleg Troysnovski, appelé à d'autres fonctions. — (A.F.P.)

150 000 000

ASIE

Inde

DÉFINISSANT SA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE Le gouvernement renonce « pour le moment » à la stérilisation obligatoire mais relève l'âge du mariage

De notre correspondant

New-Delhi, 16 avril. — M. Karan Singh, ministre de la santé et du plan familial, a exposé, vendredi 16 avril, la politique de l'Inde en matière de prévention des naissances. Les États de l'Union qui veulent recourir à la stérilisation obligatoire après le troisième enfant pourront le faire, mais il n'y aura pas, « au moins pour le moment », de législation fédérale pour généraliser ces mesures. Le ministre estime en effet que « dans plusieurs régions il n'existe pas encore l'infrastructure médicale et administrative nécessaire pour résoudre les nombreux problèmes que pose la stérilisation obligatoire à l'échelle nationale » (1).

En revanche, « compter du 1^{er} mai, une « compensation », la même dans tout le pays, sera accordée aux volontaires (hommes ou femmes) pour la stérilisation. Elle sera de 150 roupies (75 francs) pour les parents de deux enfants, de 100 roupies pour ceux de trois enfants et de 70 roupies pour ceux qui ont déjà une famille nombreuse. 100 roupies, cela représente ce que gagne en quinze jours à New-Delhi un travailleur au bas de l'échelle sociale, celui justement qu'il faut convaincre. Cette somme peut inciter à se soumettre à une opération que le peuple assimile à tort à une castration mais qui passe pour avoir des effets secondaires sur la santé, allant jusqu'à provoquer des troubles sérieux chez certains sujets.

L'âge légal du mariage est porté de quinze à dix-huit ans pour les filles et de dix-huit à vingt et un ans pour les garçons. Des mesures seront prises pour tenir un état civil. Un effort sera fait dans le domaine de la santé pour réduire la mortalité infantile, une des raisons qui poussent les parents à avoir beaucoup d'enfants étant la crainte d'en perdre un ou plusieurs en bas âge.

Le problème de « l'explosion » démographique sera expliqué dès l'école. Des reclutages pour entreprises dans le domaine de

(1) Plusieurs États, notamment le Pendjab, le Maharashtra, le Bengale occidental et l'Andhra Pradesh, ont élaboré des projets de loi tendant à rendre obligatoire la stérilisation après deux ou trois enfants, mais aucun de ces textes n'est encore entré en application.

Portugal

Deux mille personnes ont assisté aux obsèques de l'ouvrier tué par la police à Beja

De notre correspondant

Lisbonne. — L'Alentejo a son deuxième « héros » : l'ouvrier du bâtiment Manuel Palminho, tué par la police le mardi 13 avril. Il habitait un petit village de la banlieue de Beja, appelé « Village de l'Espoir », à 10 kilomètres de la colline de Beja, où dort Catarina Eufemia, tuée en 1954.

Plus de deux mille personnes ont suivi ses obsèques. Hommes et femmes de la campagne se recueillaient au passage du convoi. « Le peuple ne se laisse pas vaincre », s'est écrié un membre de l'association du quartier au moment du passage du convoi. Un dirigeant du syndicat du bâtiment a parlé au nom des compagnons de travail de la victime : « C'est un moment de deuil pour nous. Notre camarade a été tué dans la rue, en lutte contre le fascisme. C'est là que le fascisme doit être combattu ».

Les vitres étaient brisées. Deux hélicoptères transportant une solennelle escorte de police, en renfort, ne parvenaient pas à calmer les manifestants, dont le nombre augmentait sans cesse. Des incidents encore plus graves survinrent au soir, lorsque des soldats du régiment d'artillerie local, armés, affirmant vouloir « lutter aux côtés du peuple », ils en furent dissuadés par d'autres militaires du même régiment, conscients des conséquences d'un éventuel affrontement.

La nuit tombée, les rues de Beja étaient le théâtre de heurts extrêmement violents. Des rafales de fusil mitrailleur étaient tirées. C'est alors que Manuel Palminho a été tué.

La passivité de la police

Une motion a été adressée au président de la République et au Conseil de la révolution exigeant la suppression de la police de choc et l'ouverture d'une enquête sur les événements du 13 avril. Tout a commencé le samedi 10 à l'occasion d'un meeting du parti populaire démocratique aux arènes de la ville. Convoqués par les organisations d'extrême gauche, quelques centaines de militants, en majorité très jeunes, voulaient empêcher la réunion des « réactionnaires ». La police, au lieu de disperser les manifestants, a été passive. Les fonctionnaires ont été entendus par le secrétaire général du P.P.D., M. Sa Carneiro, attaquer le parti communiste et le régime agnais. Des haut-parleurs retransmettaient ses discours à la foule massée à l'extérieur, ce qui a contribué à augmenter la tension. Devant la passivité de la police, trop peu nombreux pour contenir les manifestants, des pierres furent lancées contre des sympathisants du P.P.D. et quatre personnes furent blessées, dont une gravement. Le 13 avril, on annonçait quatre arrestations. En début d'après-

Irlande du Nord NOUVEAUX ATTENTATS À BELFAST

Belfast (A.P.P.). — Quatre attentats à la bombe ont eu lieu à Belfast dans la journée du vendredi 16 avril. Les trois premières, dans des centres commerciaux, ont fait plusieurs blessés. Le dernier, trois morts retrouvés dans les débris d'un magasin du centre-ville. Les autres attentats ont été provoqués par un violent incendie.

D'autre part, dans la banlieue de Londonderry, la brigade antiterroriste de Scotland Yard a découvert plus de 100 kilos d'explosifs dans le garage d'un immeuble. Ce qui laisse supposer que les « pro » de l'I.R.A. étaient sur le point de lancer une nouvelle série d'attentats à la bombe.

EUROPE

Belgique

Tintin, les Picaros et les gauchistes...

De notre correspondant

Bruxelles. — « Tintin fasciste ! » Ce verdict frappe son « père », Hergé, accusé, il y a trente ans déjà, d'avoir eu des sympathies pour les nazis, essentiellement parce qu'il avait eu des liens d'amitié avec Léon Degrelle, le « Führer » wallon, au point que celui-ci aurait même, dans les années 30, servi de modèle à Tintin.

Les nouvelles accusations contre Hergé sont lancées par les gauchistes belges à l'occasion de la parution d'un nouvel album, « Tintin et les Picaros », le premier depuis huit ans, lancé pour les fêtes de Pâques. Ce sont les nouvelles aventures de Tintin dans un pays à peine imaginaire d'Amérique latine. Hergé 76, la tribune des gauchistes bruxellois, résume ainsi assez justement l'ouvrage : « Le général Alcazar, c'est Castro soutenu par l'I.T.T. ; Tapioca, c'est Pinochet allié au K.G.B. ; le premier renverse le second, mais les bidonvilles sont toujours là. Rien ne changera jamais. C.Q.F.D. ».

Hergé 76 explique encore : « Un Castro imbécile-heureux-profitier, allié des multinationales, qui veut renverser un

Pinochet cruel et vaniteux, mais soutenu par les pays de l'Est. Bref, vous renversez quelques alliances, un jeune Européen plein d'humanité. Vous secouez le tout et vous avez Tintin et les Picaros. »

Hergé 76 estime que les Picaros ne sont pas un Tintin comme les autres. Depuis 1929, en Tintin au pays des sauvages, Hergé fabrique des histoires qui représentent bien le climat de l'époque, émaillées de références qui combinent de jolies la majorité silencieuse de son temps et qui « permettent aux parents d'offrir en cadeau à leurs enfants une « saine » lecture ». Tintin du Congo ou Tintin en Amérique, ou encore plus tard Coke en stock, ce n'était souvent « ni plus ni moins réactionnaire que ce qu'on pouvait lire dans la grande presse de l'époque sur l'œuvre bienfaisante de la colonisation, sur les mythes américains ou les propos des Arabes ». Pour les Picaros, estime Hergé 76, c'est autre chose : « C'est bien pire ».

Depuis 1929, Hergé a vendu plus de quarante millions d'albums à travers le monde.

PIERRE DE VOS.

Espagne

La préparation du référendum divise le gouvernement

Madrid (A.P.P.). — Le roi Juan Carlos passe les fêtes de Pâques aux Baléares, où il doit retrouver le chef du gouvernement, M. Arias Navarro, qui est soutenu par la droite, puissante aux Cortes et dans l'armée. Les premiers souhaits de l'organisation du référendum au plus tôt, peut-être en juin, tandis que les seconds se font attendre jusqu'à l'automne.

De son côté, le ministre des finances, M. Villar Mir, a refusé ce qu'il a appelé les « rumeurs de remplacement de M. Arias Na-

varro ». On indique cependant de bonne source que deux des principaux ministres de la tendance réformatrice, le ministre de l'Intérieur, M. Manuel Fraga Iribarne, et M. de Arellano, ministre des affaires étrangères, sont en désaccord sur la tactique à adopter quant aux réformes, et ce peut-être même sur le fond des réformes. M. de Arellano a déclaré au début de la semaine qu'un référendum serait organisé dès cet été. Certains responsables gouvernementaux estiment que cette déclaration est « prématurée ».

Juan Carlos, cependant, à la latitude de convoquer les électeurs en vertu de ses pouvoirs constitutionnels, et il a publiquement averti ses conseillers qu'il agirait ainsi si nécessaire. Aux Baléares, le roi devrait donc tenter de convaincre M. Arias d'annoncer le référendum lorsqu'il s'adressera au pays, soit le 30 avril, soit le 29 avril, deux jours avant la fête du travail, date à laquelle l'opposition de gauche ne devrait pas rester inactive.

Italie

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DIMENSIONNÉ DE SON POSTE

Rome. — Nouveau rebondissement dans les affaires de corruption : M. Francesco Cossiga, secrétaire général de la Chambre des députés, a donné sa démission après s'être reconnu dans un article de « l'Espresso » coauteur du scandale Lockheed. Selon l'hebdomadaire, qui ne cite pas de nom, un chèque de 50 millions de lire avait été remis, par l'intermédiaire de M. Camillo Crocchi, ex-président de la Finmeccanica, en fait, à un haut fonctionnaire de la Chambre, le quotidien d'extrême gauche « Il Manifesto » n'allait pas tarder à révéler à ses lecteurs le nom du bénéficiaire.

Dans une lettre de démission au président de la Chambre, M. Cossiga dénonce des accusations ignobles et affirme « sur son honneur » avoir dit « l'absolue vérité » lorsqu'il fut interrogé par la commission d'enquête parlementaire. M. Cossiga ne nie pas avoir reçu un chèque de 30 millions de lire, mais, a-t-il précisé à la commission d'enquête, était la contrepartie d'un travail qu'il avait effectué à la Finmeccanica par l'intermédiaire d'un agent de change.

M. Cossiga est un personnage très connu de la vie italienne. Avocat siennois, âgé de cinquante-quatre ans, il était secrétaire général de la Chambre — poste occupé jadis par son père — depuis une douzaine d'années. Cet expert de droit constitutionnel, auteur de nombreux ouvrages, a aussi une passion de luxe, les courses nautiques : il a été deux fois champion du monde « off shore ». — R. S.

Un nouvel incendie, le troisième en dix jours, a éclaté, le 16 avril, dans la soirée, aux usines Fiat de Turin. Il s'agit vraisemblablement d'un attentat, que les « brigades ouvrières antiterroristes », mises en place dans les derniers jours, n'ont pas pu empêcher. Le ministre de l'Intérieur, M. Francesco Cossiga, a demandé à la Confédération du patronat et aux centrales syndicales d'examiner avec lui l'application d'un plan contre le terrorisme.

Danemark

LE PARLEMENT A APPRUVÉ LA CRÉATION DE LA BANQUE NORDIQUE D'INVESTISSEMENTS

Copenhague. — Le Parlement danois a voté par cent voix contre trente et une l'accord, en novembre, à Stockholm, par les premiers ministres des cinq États d'Europe septentrionale en vue de la création d'une Banque nordique d'investissements dont le siège social sera installé à Helsinki. Avant ce scrutin, les députés avaient adopté, à l'unanimité, une déclaration, quelque peu nébuleuse, au sujet de la banque, précisant que cette banque ne devait pas concurrencer les banques d'affaires privées.

Le Parlement danois, qui a ratifié le même accord dans le courant de l'hiver, a, quant à lui, mis comme condition à son acceptation que la banque ne soit utilisée que pour des intérêts purement nationaux. En fait, personne ne sait très bien encore comment cette nouvelle banque va fonctionner. Parmi les parts qui, au Danemark, ont été approuvées par le Parlement, comme les libéraux, ont en conflit exprimé la crainte qu'elle ne se politise et serve de secrets objectifs socialistes ou socialistes. — C. O.

M. Hamilton Whyte, directeur général des services d'information britanniques à New-York, a été nommé chef des services de presse au Foreign Office. M. Whyte, quarante-huit ans, succède à M. Tom McCaffrey, devenu conseiller de presse du nouveau premier ministre, M. James Callaghan. — (A.F.P.)

Le chef de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktaş, a informé, jeudi 15 avril, M. Feriz de Cuellar, représentant du secrétaire général des Nations unies à Nicosie, que M. Soleyman Onan, vice-président de la Chambre des députés chypriote turque, le remplacera en tant que négociateur aux pourparlers intercommunautaires sur Chypre. La semaine dernière, le vice-président de la Chambre des députés chypriotes grecs, M. Tassos Papatheofanis, avait remplacé M. Glafkos Cléridas aux entretiens. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : le réformisme au ralenti

(Suite de la première page.)

« C'est la première fois que la D.A.S. fonctionne », affirme le général Alvaro Valencia Tovar, ancien commandant en chef de l'armée, préposé aux affaires de la morale collective et la corruption générale. Drogue, contrebande, enlèvements, hold-up, homicides en tous genres : la police a du pain sur la planche dans les villes, à Bogotá, l'indice de criminalité, plus élevé qu'à Washington ou à New-York, serait le plus haut du monde.

« L'insécurité est notre problème numéro un », reconnaît un ancien ministre du président Alfonso Lopez Michelsen. Les touristes s'en aperçoivent vite : les pickpockets de Bogotá sont devenus professionnels. Les Colombiens eux-mêmes se méfient. Avant d'entreprendre dans la 7^e avenue, ils mettent leur main à la ceinture. Les femmes serrent leurs sacs contre la poitrine. Les vendeurs d'éméraldes qui offrent leurs pierres sur les trottoirs de la avenue Jiménez, conservent les plus précieuses entre dents et joues. A la moindre alerte, ils les avalent. Une armée de gardiens veille à la porte des hôtels, des immeubles et des maisons particulières. Dix à douze mille personnes trouvent ainsi à s'employer dans la capitale.

« Je ne prends jamais le même chemin pour regagner mon domicile », dit M. Willys Bronkie, l'un des plus riches négociants en émeraudes du pays. Grièvement blessé en 1962 par des mineurs mécontents, il a été enlevé en 1972 par des guérilleros de l'E.L.N. (Armée de libération nationale) et relâché contre rançon. « La bourse ou la vie », la formule prend, en Colombie, toute sa signification. On tue pour voler. A son tour, aux yeux statistiques de la police, il y a eu, en 1975, 466 homicides à Bogotá, et 5.537 dans tout le pays : deux fois plus qu'en France pour une nation deux fois moins peuplée.

quance, grande ou petite. Tous s'accordent, en outre, à reconnaître que le système juridique est dépassé : « Des lois promulguées par les patriarches aux temps de l'anthropologie », dit le général Valencia Tovar.

On ne saurait, toutefois, expliquer cette situation sans évoquer la violence — cette guerre civile qui, de 1948 à 1958, a opposé libéraux et conservateurs. Déclenchée par l'assassinat à Bogotá, de Jorge Gaitan, un leader socialiste très populaire, ce fut un affrontement cruel, nourri par les haines entre les deux grands partis traditionnels. Deux cents milliers de personnes ne connait pas fin le bilan.

Pour tenter de mettre fin à cette vendetta à l'échelle nationale, les dirigeants politiques ont signé, en 1958, une sorte de pacte de non-agression. Il s'agissait de sauvegarder l'ordre politique menacé par les forces armées, qui avaient pris le pouvoir en 1953 et porté le général Gustavo Rojas Pinilla à la présidence. Il s'agissait aussi de préserver un ordre social gravement compromis par les spoliations et les rapines auxquelles la « violence » avait donné lieu.

Conservateurs et libéraux ont donc gouverné ensemble pendant seize années. L'amendement constitutionnel approuvé en 1958, avait prévu l'élection à la présidence de la République, pour quatre mandats successifs, d'un candidat alternativement libéral et conservateur, ainsi que le partage entre les deux grands partis, sous une bannière rigoureusement égale, de toutes les charges politiques et administratives. Ainsi se sont succédés au pouvoir MM. Alberto Lleras Camargo (libéral), Guillermo Leon Valencia (conservateur), Carlos Lleras Restrepo (libéral), et Misael Pastrana Borrero (conservateur). Dans l'exercice du pouvoir, les divergences entre conservateurs et libéraux se sont progressivement estompées. L'exemple de la classe politique a été suivi en milieu rural, où la violence avait fait rage.

Rétabli, en 1974, « le libre jeu des partis » ne comportait donc sans de risques. Les élections générales ont offert aux électeurs un choix plus réel. Libéraux et conservateurs ont, cette fois, chacun présenté leur propre candidat : MM. Alfonso Lopez Michelsen (libéral) et Misael Pastrana Borrero (conservateur). Trois autres candidats étaient en lice, dont Mme Maria Eugenia Rojas, également fille du général ancien président et fondateur de l'ANAPO (Alliance nationaliste populaire).

La situation est inchangée depuis dix ans, dit le ministre de l'Intérieur : les insurrections ne cessent pas pour autant de nous préoccuper. Attentes surprises de patrouilles militaires, villages investis pour haranguer les habitants, propriétés terriennes enlevées et rançonnées, banques mises à sac, paysans fusillés pour trahison : communistes des FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes), castristes du F.E.L.N. (Armée de libération nationale), maoïstes de l'E.P.I. (Armée populaire de libération), quittent périodiquement leurs

Une lutte inégale

La guérilla ? « La situation est inchangée depuis dix ans, dit le ministre de l'Intérieur : les insurrections ne cessent pas pour autant de nous préoccuper. Attentes surprises de patrouilles militaires, villages investis pour haranguer les habitants, propriétés terriennes enlevées et rançonnées, banques mises à sac, paysans fusillés pour trahison : communistes des FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes), castristes du F.E.L.N. (Armée de libération nationale), maoïstes de l'E.P.I. (Armée populaire de libération), quittent périodiquement leurs

PHILIPPE LABREVEUX.
Prochain article :
AU RYTHME DU CAFÉ

PROCHE-ORIENT

Tribune internationale

En Cisjordanie, des élections libres malgré l'occupation

par A. ROZENKIER (*)

Au Proche-Orient, la fonction de prophète n'a pas toujours été assumée avec bonheur : la prudence s'imposait donc à l'analyste qui cherchait à décrire le sens des élections qui venaient de se dérouler en Cisjordanie.

La percée des nationalistes, des communistes et des sympathisants du P.O.L.P. constitue-t-elle un revers pour les autorités israéliennes ? Fait-elle écho à la violence des incidents qui ont agité la Galilée lors de la « Journée de la Terre » ? Aura-t-elle une incidence sur la violence de la lutte contre Israël et sur la lutte pour le pouvoir en Cisjordanie et au sein du P.O.L.P. ?

Nous nous contenterons de quelques remarques qui n'auront pas l'honneur de plaire à ceux qui accommodent les faits à la sauce hollywoodienne : les bons-palestiniens d'un côté, les méchants-sionistes de l'autre.

1) La Cisjordanie a connu un « boom économique » sans précédent. Le développement du tertiaire et la profusion de candidats nationalistes et communistes, membres de professions libérales et impatients de « déboulonner » les notables en place, laissent augurer du succès électoral de la gauche et des sympathisants du P.O.L.P.

Malgré cela, les autorités israéliennes ont joué le jeu de la démocratie puisque les élections municipales se sont déroulées en toute liberté, dans une atmosphère de « karnesse » (1). Qui plus est, elles ont libéré des militants « internés administrativement », afin qu'ils puissent faire acte de candidature, sachant pourtant qu'ils s'exposent à être « traduits en justice » qui complicité avec elles. Quant aux femmes, elles votaient pour la première fois ! Les autorités militaires d'occupation n'ont pas profité des manifestations en Cisjordanie (contre l'installation de Kadoum et de Sébastien de nationalistes religieux) pour annuler ces élections, alors que, contrairement à ce qui s'était passé en 1972, les candidats étaient soutenus par les organisations palestiniennes (2).

Que des élections libres puissent se dérouler en Cisjordanie, malgré l'occupation, est tout à l'honneur de la démocratie israélienne.

Rappelons que l'ensemble de la gauche israélienne et de nombreux autres secteurs de l'opinion publique ont condamné l'expulsion au Liban du Dr. Hanzi Natanson, candidat à Hébron, ce qui n'a servi à rien, puisque le maire sortant, le cheikh Ali Jabari, a préféré ne pas se présenter aux élections, évitant ainsi une défaite probable, — et d'A. Aziz Haj Ahmed, qui se présentait à El-Bireh.

2) Les élections en Cisjordanie éclaircissent d'un jour nouveau les incidents qui se sont déroulés en Galilée. En effet, la réquisition de 630 hectares non cultivés ne peut suffire à expliquer l'ampleur des manifestations.

L'indemnisation envisagée par le gouvernement israélien — fourniture de terres situées en dehors de la zone d'expropriation, dédommagement financier tenant compte de la valeur réelle des terres, création de nouveaux emplois dans le secteur arabe — ne pouvait calmer les appréhensions des villageois. L'attachement des paysans à leurs terres, l'accroissement démographique important des Arabes israéliens, le manque de logements destinés aux jeunes couples et la sous-industrialisation de leurs villages, ne pouvaient que faire obstacle aux mesures d'expropriation.

Il est vrai que l'absence de plan global de développement de la Galilée et les réquisitions antérieures n'étaient guère propres à désamorcer la méfiance et l'hostilité des Arabes d'Israël. Certes, les massacres de Maalot, de Kiryat-Chmonah, avaient mis en évidence le sous-développement de la Galilée et la nécessité d'adopter un plan de développement de l'ensemble de la région. Cependant, le Mapam, parti socialiste de gauche, avait démontré que l'on suspendait l'application de ce projet tant qu'il ne s'intégrait pas dans un plan d'ensemble garantissant le développement économique des villages concernés. Il exigeait que le Comité national des noires arabes soit associé à sa préparation et à sa mise en œuvre. Le Mapam demandait également que le gouvernement fasse preuve de bonne volonté en réintégrant les habitants d'Ikrit et de Biram. Mais les autorités israéliennes n'ont pas tenu compte de ces recommandations.

Citoyens fidèles (leur attitude en 1967 et en 1973 l'atteste) d'un pays en guerre contre leur peuple, les Arabes d'Israël se sentaient pris entre l'enclume et le marteau : la révolution arabe, les victoires diplomatiques du P.O.L.P., la puissance des pétrodollars et la victoire en question du mythe de l'innocence d'Israël, ont agité de façon sensible leur prise de conscience nationale. C'est cette situation explosive qu'a su exploiter le Rakah, P.C. israélien pro-soviétique, en déclenchant à l'issue d'une surenchère nationaliste la grève du 30 mars. L'impact du Rakah en milieu arabe et sa liberté de manœuvre allaient profiter au P.C. cisjordanien, qui entretenait d'étroites relations avec le P.C. israélien. Si les graves incidents qui se sont déroulés en Galilée prouvent que les sentiments nationaux d'une minorité (que des mesures de répression ne sauraient éteindre) peuvent être exacerbés par l'attitude de la majorité, ils n'annoncent cependant pas un soulèvement général ! Le Rakah et la population arabe d'Israël ont même le P.C. cisjordanien clandestin, affilié à l'O.L.P., reconnaissent le droit à l'autonomie d'Israël et condamnent le slogan de « l'État démocratique et laïque » prôné par la Charte palestinienne. Occulter ces positions ne servirait ni la vérité ni la réflexion politique.

3) La présence de communistes ou de sympathisants du P.O.L.P. au sein des municipalités ne faciliterait probablement pas les relations avec l'administration militaire. A long terme, la radicalisation du leadership palestinien de Cisjordanie (la lutte pour la prédominance politique ne manquera pas d'opposer les divers courants) et la perte de villages des partisans du mouvement hachémite peuvent renforcer l'hostilité à la prolongation de l'occupation israélienne et dissiper l'illusion de « l'option jordanienne ».

Il est donc urgent de créer les conditions politiques qui permettront de mettre fin à l'occupation israélienne en Cisjordanie.

En Israël, nombreux sont les forces qui ont reconnu explicitement le droit des Palestiniens à l'autodétermination nationale.

Dans le camp palestinien, le refus de l'autre, c'est-à-dire d'Israël, reste total. C'est donc la mutation politique des organisations palestiniennes, et non le succès électoral des partisans du P.O.L.P., qui sera à même de modifier l'orientation politique de l'opinion publique et du gouvernement d'Israël.

(*) Représentant du parti ouvrier unifié d'Israël (MAPAM) en Europe.

(1) Le Monde, 14 avril 1976.

(2) Idem.

● RECTIFICATIF. — Ce n'était pas le quotidien israélien Haaretz, comme nous l'avons écrit, mais Ma'ariv, qui, avant le dépouillement, avait formulé l'opinion citée dans le bulletin de l'étranger « Une victoire prévisible ».

GABRIEL D'ARBOUSSIER
« LE FORUM DU MAWDO »
dans le No. 79 d'Afrique, maintenant mensuel. Seul organe économique, politique et social indépendant d'Afrique, c'est entièrement réalisé en Afrique. (C'est mieux pour en bien parler). Rens. écrire BP 1826 Dakar.

(Le Monde du 14 avril) consacra aux élections en Cisjordanie : « Quels que soient les vainqueurs, Israël devra traiter avec eux. Nous avons décidé de jouer le jeu démocratique et il faut aller jusqu'au bout. »

● Contrairement à ce que nous nous étions permis d'écrire le 16 avril, ce n'est pas M. Ad-dillah Ahmed God qui a eu une altercation jeudi 15 avril, lors de la première session de la chambre des députés du T.F.A.I., avec le ministre de la Santé publique, M. Chehem Daoud Chehem, mais M. Ahmed Hassan Liban, ancien vice-président de l'U.N.I. qui a rejoint récemment les rangs de l'opposition. — (Corresp.)

LA SITUATION AU LIBAN

Au terme de sa mission à Beyrouth

La France est prête à participer à un système de surveillance de la sécurité

DÉCLARE M. GEORGES GORSE

« Je peux vous dire que les perspectives ne sont pas toujours très claires, mais le processus politique a été engagé au Liban qui doit nécessairement arriver à son terme, c'est-à-dire à l'élection du nouveau président de la République », a déclaré vendredi 16 avril M. Georges Gorse, ambassadeur à Beyrouth du président Giscard d'Estaing, à son retour à Paris. Il a ajouté : « Il faut pour cela que la trêve ne soit pas simplement une clause de style. Mais enfin, de manière à mon départ de Beyrouth, les choses avaient l'air d'aller un peu mieux. »

« Les esprits sont préparés à un compromis »

« En fait, a-t-il poursuivi, on peut espérer, on espère toujours, c'est le dernier sursaut de violence et que la raison finira par l'emporter. En tout cas, je crois que maintenant aucune des parties en cause ne pense en termes de victoire et que, par conséquent, les esprits sont préparés à un compromis si on peut en préparer les voies. »

Avant de quitter Beyrouth, M. Gorse avait déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le gouvernement français « était ouvert à l'idée d'une participation française à un système de surveillance de la sécurité, si un tel système pouvait éventuellement être établi ». Il avait également ajouté que les propositions d'intervention française, jusqu'à présent n'étaient pas très sérieuses. « Mon gouvernement serait prêt à étudier la

question et elle était posée d'une certaine façon », a-t-il indiqué, sans préciser sa pensée.

M. Gorse a par ailleurs évoqué l'éventualité d'une nouvelle mission française au Liban, « mais sans l'élection d'un nouveau chef de l'État libanais ». « Cette élection, a-t-il souligné, est vraiment ce que les Libanais doivent faire avant, entre-temps, et avec le moins possible d'intervention extérieure. » « Je crois cependant que lorsque le nouveau président aura été élu, une nouvelle prise de contact sera nécessaire pour examiner avec lui quels concours positifs la France peut apporter à la reconstruction du pays et à la restauration de l'État. »

Faisant état de l'amendement constitutionnel qui doit permettre l'élection prochaine d'un nouveau président, l'ambassadeur français a souligné qu'il était « très important d'attendre ce processus ». « Il poursuit, porterait une lourde responsabilité ». Il a souligné à ce sujet qu'il avait tenu à ne pas se prononcer sur les candidats à la présidence de la République.

Interrogé sur les informations faisant état de l'éventuelle création d'une force internationale à laquelle la France participerait, et qui serait chargée de rétablir la sécurité, M. Gorse a répondu : « Éventuellement, si cela est demandé et accepté, mon gouvernement est prêt à étudier la question. »

Il a enfin indiqué que sa mission était « sans liens » avec celle de M. Giscard d'Estaing, envoyé du président Ford, qui se trouve actuellement à Beyrouth. — (A.F.P., Reuter.)

DIPLOMATIE

La fin de la visite à Paris du premier ministre néo-zélandais

M. Muldoon se dit « satisfait » des assurances de M. Giscard d'Estaing sur les essais nucléaires français

M. Robert David Muldoon, premier ministre néo-zélandais, devait quitter Paris, samedi 17 avril en début d'après-midi pour Séoul, puis Tokyo et Pékin. Reçu à l'Élysée vendredi, au terme de sa visite en France, il a reçu l'assurance de M. Giscard d'Estaing que la France ne procéderait plus à des essais nucléaires autres que souterrains dans le Pacifique. « C'est une déclaration satisfaisante », a dit M. Muldoon, qui s'est dit opposé « aux essais nucléaires de tous pays, à tous moments ». Le chef du gouvernement néo-zélandais a démenti à ce sujet les déclarations qui lui avaient été prêtées, selon lesquelles il aurait regretté que les États-Unis n'aient pas recouru à des armes nucléaires pendant la guerre du Vietnam : « C'est exactement le contraire, a-t-il dit. La Nouvelle-Zélande ne préconiserait jamais l'utilisation des armes atomiques. »

Interrogé au cours d'une conférence de presse, vendredi, sur la situation dans le Pacifique du sud, M. Muldoon a déclaré que certains néo-zélandais de colonies britanniques s'acheminent vers l'indépendance, notamment les îles Gilbert et les îles Ellice (rebaptisées les Tuvalu). Il a aussi noté qu'il existe certaines tendances favorables à l'indépendance dans le condominium des Nouvelles-Hébrides. Selon lui, ces petites îles indépendantes, ou en voie de l'être, ne sont pas viables économiquement. La Nouvelle-Zélande est favorable à la mise sur pied d'une organisation régionale, et notamment à la création d'une compagnie aérienne et d'une compagnie de navigation communes. Le premier ministre ne cache pas que l'existence de territoires français fait problème à ce sujet. Il ne « propose pas de solution » mais il a abordé la question de cette coopération régionale avec M. Giscard d'Estaing.

A propos de son prochain voyage en Chine, M. Muldoon a déclaré que le précédent gouvernement néo-zélandais a recouru à la Chine populaire et rompu avec Taiwan. Il a regretté cette dernière mesure, mais il n'est pas question pour la Nouvelle-Zélande d'entrer en rupture avec le gouvernement de la Chine populaire. En se rendant à Pékin, M. Muldoon répond à une invitation adressée à son prédécesseur.

AFRIQUE

M. KISSINGER SE RENDRA EN AFRIQUE NOIRE DU 24 AVRIL AU 6 MAI

Le département d'État a officiellement confirmé, vendredi 16 avril, que M. Henry Kissinger effectuera du 24 avril au 6 mai un voyage de quinze jours en Afrique noire. Le secrétaire d'État sera au Kenya du 24 au 26 avril, en Tanzanie le 26, en Zambie du 26 au 27, au Zaïre du 27 au 29, au Ghana le 29 et le 30 avril, au Liberia le 1^{er} mai, au Sénégal le 2 mai, avant de retourner pour quatre jours au Kenya. Lors de ce second séjour à Nairobi, M. Kissinger s'adressera à la quarantième conférence de la CNUCED, où il pourrait proposer la création d'une banque des ressources internationales. Le département d'État a tenu à préciser qu'il prononcerait un « discours majeur » en Zambie. Ce discours portera sur l'avenir de l'Afrique australe.

Angola

LA ZAMBIE RECONNAÎT LUANDA

Le ministre zambien des affaires étrangères, M. Rupiah Banda, a annoncé vendredi 16 avril que la Zambie avait décidé de reconnaître le gouvernement de Luanda. Le ministre n'a donné aucune indication sur les raisons qui ont amené Luanda à prendre cette décision. La Zambie était un des derniers pays africains, avec le Kenya, à n'avoir pas reconnu le gouvernement de la République populaire d'Angola. Favorable à un gouvernement d'union nationale en Angola, le président Kaunda avait accepté l'ouverture de bureaux de l'UNITA sur son territoire.

D'autre part, le Brésil a annoncé qu'il allait accorder à l'Angola un crédit de 6 millions de dollars pour l'aider à payer la R.P.A. d'autocars brésiliens. De plus, le Brésil va envoyer à Luanda 5 000 tonnes de riz, importées d'Angola du café et est en train de négocier un accord pétrolier. — (U.P.I., Reuter.)

Médecins dans la tourmente

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Borj-Hamoud, un quartier dont les pauvres maisons s'élevaient à l'est de la rivière de Beyrouth. Une enclave chrétienne isolée en territoire chrétien, à 2 km 500 des lignes qui coupent la ville en deux. Là, vivaient avant la guerre plus de trois cent cinquante mille personnes. Depuis un an, deux cent mille d'entre elles ont préféré retourner dans le Sud-Liban, d'où la misère les avait pourtant chassées. Depuis neuf mois, ceux qui sont restés ici vivent assiégés dans le dénuement le plus complet. Les vivres manquent souvent et la guerre a fait des ravages dans la population, qui ne dispose plus d'aucun hôpital et qui a vu les rares médecins du quartier s'enfuir dans les premières semaines du conflit.

En novembre dernier, une fillette se coupe la main. Blessure sans gravité. Elle mourra pourtant en quelques heures, vidée de son sang. Son cas émeut l'imam Moussa Badr, chef spirituel de la communauté chrétienne. Le mouvement des déshérités (inspiré par les chérites) et le Croissant-Rouge font appel, à Paris, à l'organisation Médecins sans frontières. Une équipe chirurgicale de six membres arrive en janvier. Depuis cette date, les quinze médecins, chirurgiens, anesthésistes et infirmiers qui se sont succédés à Borj-Hamoud, ont effectué plus de deux cents interventions majeures et traité plus de deux mille consultants, sans compter la pathologie quotidienne. Certains jours, plus de trente grands blessés étaient hospitalisés, et les chirurgiens ont parfois dû réaliser jusqu'à quinze grosses interventions dans la journée. Réussite d'autant plus méritoire que les obstacles n'ont jamais manqué.

Il a d'abord fallu trouver une maison capable de tenir lieu de centre hospitalier. Le choix se porta sur le siège du comité des déshérités, qui fut d'abord profondément réaménagé et agrandi par l'adjonction d'un étage construit entre les « rounds » de la guerre. Malgré tout, le centre ne compte que vingt lits, obligeant à un « roulement » rapide des malades. Plus délicat encore fut le passage des équipements médicaux à travers les lignes. Les Katsab et leurs alliés, maîtres du terrain, n'accordant aucune tolérance à ces transports. Médecins sans frontières s'adjoint le concours d'Arméniens du quartier à qui leur neutralité vaut une certaine immunité.

Par la suite, le travail devait se dérouler au milieu d'un climat d'incertitude permanente. Les approvisionnements ont toujours été très irréguliers. Pendant les trêves, le personnel médical a ratissé la ville, à la recherche de médicaments et d'équipements. Aujourd'hui, encore, l'hôpital manque de valium et d'alguilles rondes pour les sutures intestinales. Le travail se déroule dans le risque permanent d'un bombardement — l'établissement a connu trois alertes aériennes au cours des dernières semaines — voire du geste d'un franc-tireur dans une guerre où la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ne sont même plus des emblèmes respectés par les combattants.

« Nous sommes la seule organisation médicale au monde à avoir travaillé à Beyrouth dans ces conditions », dit avec une fierté justifiée le docteur Bernard Kouchner, responsable de Médecins sans frontières. Il a fallu beaucoup de courage aux animateurs de cette entreprise, au premier rang desquels le docteur Pierre Brachard, soixante ans, chef d'un service chirurgical à Marmande, qui est le directeur du centre de Borj-Hamoud ; le docteur Mario Duran, un Argentin, qui avait déjà passé quatre mois en Angola, l'an dernier, avant d'aller au Guatemala après le récent tremblement de terre ; Mme Marie-Noëlle Arnaud, une infirmière présente à Beyrouth depuis trois mois ; M. Henri Michel, infirmier brésilien qui s'est dépensé sans compter au cours des semaines terribles que vient de connaître la capitale. Tous volontaires parmi les sept cent quatre-vingt médecins et infirmiers, hommes et femmes, que compte l'organisation.

« Trouver et soigner longtemps encore assez de suicidés pour faire fonctionner cet hôpital », se demande le docteur Kouchner, qui ne cache pas que Médecins sans frontières s'interroge quant à la poursuite éventuelle de l'expérience. La vocation de cet organisme n'est pas de gérer à demeure des établissements hospitaliers, mais seulement de faire face momentanément à des drames ou à des catastrophes. On soulèverait donc que les chérites prennent en main eux-mêmes le centre. C'est cependant le climat dans lequel se déroule l'opération de Borj-Hamoud qui inquiète les médecins. Tous reconnaissent n'avoir jamais travaillé — sur des théâtres d'opérations qui, de Saigon au Biafra, étaient pourtant dangereux — dans des conditions psychologiques aussi éprouvantes. « C'est l'incertitude de voir au niveau de l'installation, déclare l'un d'eux. Nous travaillons dans un milieu que nous n'arrivons pas à appréhender, à comprendre. La violence, la cruauté, des autochtones nous échappent. On est déjà venu tirer jusque dans l'hôpital, y avait deux fillettes. Lorsque nous travaillons, nous oublions totalement la guerre et ses dangers ; mais cette insécurité psychologique permanente, en revanche, nous pèse. »

JAMES SARAZIN.

CORRESPONDANCE

L'intervention syrienne

M. Ammar, professeur au collège Saint-Jean-de-Béthune à Versailles nous écrit : « Ce serait un crime d'empêcher la Syrie d'intervenir, et rapidement, au Liban. Toutes les nations, y compris Israël, savent ce qui se passe dans ce malheureux pays. Comment, on tue, on massacre, on brûle et on rase tout sur son passage, ce qui peut-être n'aurait pas fait les hordes du Moyen Âge. Et ce sont des gens venus de partout qui font toutes ces choses. Des gens prêts à commettre le crime. Beaucoup de Libanais ne font que se défendre ; et, malheureusement, il y a encore bien des hommes qui ne veulent pas l'admettre. Il est faux que cette guerre soit essentiellement une lutte de la misère contre l'opulence, des pauvres contre les riches, comme on a toujours voulu nous le faire croire. A la longue, et avec du recul, l'on s'aperçoit que c'est une lutte pour la destruction totale du pays, avec ses riches et ses pauvres. Et les pauvres, hélas, ont souffert beaucoup plus que les riches. »

De plus, c'est un combat entre David et Goliath, avec des moyens de destruction effrayants. On a beau avoir le cœur dur, des intérêts supérieurs : l'unité libanaise qui doit primer d'abord, c'est celui des innocents qui se font massacrer. Il faut, contre ça, arrêter le massacre et la destruction. Il faut laisser le main du justicier frapper ; et le justicier lui, c'est la Syrie, c'est son président Hafez el-Assad.

Le peuple syrien est un peuple noble et généreux, qui a éprouvé la défense, tout au long de son histoire, les causes malheureuses. Comme il porte secours aujourd'hui à ses voisins éprouvés, il est capable de porter secours, demain, à ses ennemis. C'est là le propre de la vraie noblesse.

Un jour, les disciples d'Aristote lui demandèrent, étonnés, comment il se faisait qu'il considérait certains enseignements de Platon, son maître et ami ; et Aristote de répondre : « Amicus Plato, sed magis amicus veritas ». Platon est mon ami, mais la vérité est une amie plus grande encore. »

Il faut beaucoup de courage pour regarder la vérité en face et pour la faire passer, avec la justice, en même temps, que l'amitié. Et c'est ce qu'est en train de faire la Syrie. Le Liban et les Libanais ont lancé des appels dans toutes les directions ; malheureusement, personne ne les a écoutés.

L'intervention des Syriens devrait nous ouvrir les yeux et nous montrer de quel côté se trouve le droit, et d'où vient le mal. Peut-on imaginer une seule seconde que la Syrie puisse aller contre la gauche libanaise et les « progressistes » si ces derniers étaient réellement ? Peut-on imaginer que la Syrie vienne au secours des chrétiens « fils » de la gauche libanaise et des « progressistes » et de la gauche, que de porter la mort et la destruction dans des régions païennes où s'étaient réfugiés les incapables des villes sinistrées : les enfants, les femmes et les vieillards ?

La Syrie socialiste a compris tout cela, et c'est pourquoi elle essaie de porter secours aux « opprimés ». Ce faisant, elle perpétue une certaine tradition de l'Islam libéral, de l'Islam véritable et éclairé, dont des califes, des rois et des émirats nous ont donné plusieurs fois l'exemple à travers l'histoire.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

POUR SOUTENIR L'ACTION DE M. GISCARD D'ESTAING

Les républicains indépendants envisagent d'organiser une grande manifestation à Paris

Au cours d'une interview diffusée vendredi soir 16 avril par Antenne 2, M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, a indiqué que les R.I. envisagent d'organiser à Paris, dans quelques semaines, une grande manifestation de soutien à M. Giscard d'Estaing. M. Dominati a ajouté : « Peut-être pour-

mation, qui s'efforcera, à cette occasion, de « mieux définir l'action des républicains indépendants ». Il a précisé qu'il pourrait s'agir d'un « bouleversement profond, pouvant comporter un changement de sigle ».

Evoquant le rôle de coordonnateur de la majorité confié à M. Chirac par le président de la République, M. Dominati a ajou-



(Dessin de KONE.)

rons-nous créer une véritable surprise si, demain, le peuple de Paris descendait dans la rue pour dire qu'il ne veut pas entendre parler d'une société bureaucratique de type socialo-communiste, s'il venait dire qu'il est avec Giscard. Les républicains indépendants peuvent bien démontrer qu'ils constituent une force puissante dans le pays. (...) Je suis persuadé que les autres formations de la majorité se laisseront séduire par cette démonstration.

Le député de Paris a d'autre part indiqué que la convention nationale des R.I. qui se tiendra dans la capitale le 22 avril prochain, rassemblera un millier de cadres et de militants de sa for-

● M. Giscard d'Estaing « a tenu à remercier M. André Bord pour le dévouement et la loyauté qu'il a manifestés dans l'exercice de son activité de secrétaire général de l'U.D.R. ». A précisé vendredi 16 avril le porte-parole de l'U.D.R. à l'issue de l'entretien que le président de la République a eu en fin de matinée avec le secrétaire d'Etat (le Monde daté du 17 avril).

● Le président de la République déjeunera le 22 mai prochain à la Guadeloupe, au cours de la brève escale qu'il fera à Pointe-à-Pitre lors de son retour du voyage aux Etats-Unis qu'il doit effectuer à l'occasion du bicentenaire de ce pays.

● Mme Giscard d'Estaing se rendra mardi 20 avril dans les Hautes-Pyrénées, au cours duquel le président de la République visitera notamment Lourdes et une école d'infirmières à Tarbes.

● Le Centre républicain dont la commission exécutive s'est réunie jeudi 15 avril sous la présidence de M. André Morice, constate que « l'évolution récente de la situation politique rend plus que jamais nécessaire le regroupement des éléments républicains afin d'assurer la constitution d'une force de centre gauche et de progrès social dont les récentes élections cantonales ont montré une nouvelle fois la nécessité ».

● Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier, membre du comité central du P.C.F., ancien député, a protesté vendredi 16 avril contre les déclarations du chancelier d'Allemagne fédérale souhaitant que les communistes n'entrent pas dans les gouvernements occidentaux (le Monde du 17 avril). Elle a noté que « Une fois déjà ont retenti en Allemagne les appels à la croisade contre les communistes. Le chancelier allemand s'appelle alors Hitler. Il s'est opposé à ceux qui voulaient faire faire exterminer quinze mille communistes et des dizaines de millions d'autres patriotes en France, des dizaines de milliers d'antifascistes en Allemagne même, et en plongeant l'Europe dans une guerre qui a fait (...) cinquante millions de morts dans l'ensemble du monde. Le chancelier Schmidt considère-t-il que ce n'est pas assez ? »

● M. Paul Cernolacce, député communiste des Bouches-du-Rhône, relève dans une question écrite au ministre de l'Intérieur les difficultés rencontrées par les marins, lors des récentes élections cantonales, pour pouvoir exercer leur droit de vote par procuration. Il demande notamment que soient rétablies les dispositions du code électoral qui habilitaient les administrateurs des affaires maritimes et les capitaines de navire à établir les procurations de vote pour les marins du commerce.

La préparation du 1^{er} mai

LA L.C.R. (trotskiste) SOUHAITE PARTICIPER AU DÉFILÉ DES SYNDICATS

Dans le numéro du quotidien Rouge daté du 16 avril, la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) lance un appel au 1^{er} mai dans lequel on lit notamment :

« Séguin et Maire ont l'intention de réduire le 1^{er} mai aux dimensions d'une journée de « bonne journée » marquée par des actions inter-syndicales. (...) »

« Quant aux grands partis ouvriers, ils s'abstiennent, veulent respecter le caractère strictement syndical de la journée ! Piteux argument qui cache mal un sentiment de frayeur face à la montée des revendications et des luttes ouvrières. (...) »

« En coordonnant leurs efforts, les organisations révolutionnaires peuvent par leur participation aux délégations syndicales, et la présence massive de leurs organisations, donner une crédibilité décisive à leurs perspectives par la démonstration de leur force. (...) »

« Le P.S.U. a décidé de se plier aux consignes de l'union de la gauche et de ne pas opposer de manière autonome. Lutte ouvrière, Révolution et le P.C.R. ne sont réfugiés derrière l'argument d'une manifestation autonome des révolutionnaires. (...) »

« Nous combattons, fraternellement, une telle orientation devant les travailleurs et militants. Et nous ferons tout pour affirmer, dans les manifestations appelées par la C.G.T. et le P.C.F., les perspectives révolutionnaires. (...) »

[N.D.L.R. — A l'occasion de la célébration de la fête du travail en 1975, la L.C.R. avait déjà préfacé sa brochure au cortège des syndicats, rapatrié le 1^{er} mai, à Paris, plusieurs milliers de militants aux manifestations organisées dans la matinée par l'extrême gauche.]

FORMATION CONTINUE GESTION MARKETING

Deux domaines où vous devez D'ABORD consulter l'escp
Durant le deuxième trimestre 1976, l'escp présente 16 sessions

- Des sessions qui, depuis plusieurs années, remportent un vif succès auprès des participants :
 - introduction à la gestion (du 3 au 7 mai 1976) ;
 - introduction au marketing (du 17 au 21 mai 1976) ;
 - contrôle de gestion (du 26 au 29 avril 1976).
- Des sessions classiques :
 - informatique et gestion (du 10 au 14 mai 1976) ;
 - l'informatique et les P.M.E. (21-22 avril 1976) ;
 - systèmes informatiques d'aide à la décision (31 mai et 1^{er}-2 juin 1976) ;
 - les financements des ventes à l'exportation (3-4 mai 1976) ;
 - la gestion des opérations en devises (7-8 juin 1976) ;
 - vendre par la publicité (du 14 au 17 juin 1976) ;
 - simulation de gestion (du 16 au 18 juin 1976).
- Des sessions nouvelles créées par l'escp pour répondre aux besoins actuels des entreprises :
 - l'entreprise et ses banquiers (du 26 au 29 avril 1976) ;
 - les relations sociales dans l'entreprise (du 27 au 29 avril 1976) ;
 - marketing à l'exportation (du 27 au 30 avril 1976) ;
 - planification financière (du 17 au 20 mai 1976) ;
 - politiques et pratiques de la gestion du personnel (du 1^{er} au 3 juin 1976) ;
 - modèles financiers informatisés (du 14 au 17 juin 1976).

POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES, APPELEZ LE SERVICE FORMATION PERMANENTE de l'escp
Tél. : 355-39-08

✂

M. Mlle, Mlle Fonction
Entreprise
Adresse
Je désire recevoir le catalogue des stages organisés par l'escp
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Centre Parisien de Management
Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, avenue de la République, 75011 PARIS

Déjà condamné

UN INSOUMIS EST A NOUVEAU INCULPÉ

Condamné le 3 février à un an de prison pour insoumission (le Monde du 5 février), M. Jean-Louis Soulié a été à nouveau inculpé, le vendredi 16 avril, et réincarcéré à la prison de Metz. A la veille de sa sortie, ille au 10 avril, il avait été transféré au camp d'entraînement de commandos de Givet (Ardennes), où, refusant de porter l'uniforme, il avait été mis aux arrêts de rigueur. Il entamait alors une grève de la faim pour, disait-il, soutenir les magistrats civils du tribunal permanent des forces armées de Metz, qui, à ses yeux, ne pouvait faire autrement que de démissionner (1).

(1) C'est en vertu de la circulaire ministérielle du 21 février 1975, prescrivant que les militaires de conscience n'auraient pas à être plus de deux ans de prison, que sont intentées les nouvelles poursuites (le Monde du 11 février).

● Condamnation d'un objet-témoin de conscience. Le tribunal de grande instance d'Avignon-sur-Bois (Nord) a condamné à un an de prison avec sursis, pour défection à l'intérieur en temps de paix, M. Yves Besson, vingt-trois ans, objet-témoin de conscience. Cet animateur de la maison des jeunes et de la culture de Seynod (Haute-Savoie) n'avait pas regagné le lieu de son affectation civile à la maison forestière d'Anor (Nord). Il estime que ses fonctions d'animateur ne lui permettent pas de servir le service civil plus utile à la société.

CORRESPONDANCE

A propos d'El Alamein

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Pierre Frémont, un article de M. Jean Planchais (le Monde du 25 mars) : « Mort du maréchal Montgomery », résume la bataille d'El-Alamein, mais domine l'impression que seule l'armée britannique a gagné cette bataille, en passant sous silence l'importante contribution des Forces françaises libres.

En effet, la diversion au Sud, dont parle votre collaborateur, a été l'œuvre des 1^{re} et 2^{es} divisions légères françaises libres du Western Desert (F.F.W.D.), groupement commandé par le général de Lamoignon, la 1^{re} D.F.L. étant commandée par le général Koenig et la 2^e par le général Casau. Puis par le général Garbay. La bataille livrée par les Free French Forces rattachées à la 8^e armée anglaise au sud du dispositif et face à la falaise de l'El-Hamein n'était pas une simple escarmouche, mais un violent et sanglant engagement au cours duquel le célèbre colonel Amilakvari de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère a été tué. Cette diversion a obligé les Allemands à déplacer une division du Nord au Sud.

La poursuite des troupes de Rommel a également donné lieu à une participation des Forces françaises libres : une Free French Flying Column, comprenant notamment le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique, a contribué efficacement au « Good Hunting » (bonne chasse) ordonné par Montgomery à ses troupes. Il est évident qu'une simple biographie résumée de la vie du maréchal Montgomery ne pouvait donner tous ces détails, mais un simple rappel de l'effort de l'armée des Français libres dans cette bataille s'impose.

Une prise de position communiste

(Suite de la première page.)

« Dans les conditions actuelles, a expliqué le responsable communiste, selon les notes sténographées de l'un des participants, l'arme atomique peut être considérée comme un élément d'indépendance politique. Le développement des sous-marins nucléaires lance-engins, arme sous-marine, est un élément nouveau, important. Le problème est celui des missions de la force nucléaire stratégique, plus que celui de son existence matérielle. Il faut savoir quelles doivent être les missions d'une dissuasion atomique. Nous refusons en tout cas d'être entraînés dans un conflit qui ne concernerait pas le territoire national ». Tousjours de même source, M. Baillot a ajouté : « Nous prenons en compte le fait de développement matériel et de l'évolution internationale. »

Le président de la commission de la défense nationale du P.C.F. a précisé, selon les notes prises : « Mais il reste à faire une défense nationale. Il ne suffit pas d'avoir l'arme atomique pour avoir une défense nationale. Le point essentiel est qu'une défense ne peut être conçue sans soutien populaire. »

Interrogé ce samedi matin par le Monde, le général Buis, qui préside la Fondation et qui ne se prononce pas sur le contenu exact de la déclaration de M. Baillot, a tenu à préciser que « les propos de M. Louis Baillot, s'ils ne sont pas en contradiction avec ceux rapportés par la presse, n'en constituent pas moins une approche beaucoup plus prudente et strictement objective de la possession par la France d'un armement nucléaire. »

Une lente évolution

En octobre 1971, le comité central du P.C.F. avait adopté un programme « pour un gouvernement démocratique d'union populaire », dans lequel il était précisé que « la renonciation de la France à la stratégie nucléaire (...) est un impératif de défense nationale authentique » et qu'un gouvernement démocratique renoncera à la force de frappe nucléaire et à ses armes stratégiques. »

A la lecture du programme commun de gouvernement, conclu en juin 1972 entre le P.C.F. et le parti socialiste, les spécialistes avancent toutefois qu'il faut noter une évolution sensible de la doctrine de la gauche par rapport au projet communiste d'octobre 1971. En réclamaient « l'arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française et des expériences nucléaires », le programme commun de la gauche annonçait « la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit », mais restait silencieux sur l'arme tactique.

Des experts socialistes, qui ont participé à la rédaction du très court chapitre du programme commun sur la défense et le désarmement, ont souvent, dès lors, tiré argument de ce silence pour constater que l'arme atomique tactique n'était pas formellement à exclure d'une panoplie de défense lorsqu'un gouvernement de la gauche unie aurait à diriger la politique française.

Le 22 février 1973, lors d'une conférence de presse à Paris sur l'attitude de la France envers l'O.T.A.N. M. Paul Laurent, membre du bureau exécutif du P.C.F. et dont, depuis, l'influence n'a cessé de s'affirmer au sein de la direction du parti communiste, avait indiqué que celui-ci était partisan de la fermeture des bases

de Mirage-IV et de missiles en Haute-Provence mais laisserait à quoi, à Brest, les sous-marins nucléaires. Ce dernier propos avait, à l'époque, été interprété comme la preuve à contrario que le P.C.F. s'il arrivait au pouvoir, ne prendrait pas immédiatement la décision de détruire la force océanique stratégique.

Plus d'un an après, les Cahiers du communisme d'avril 1974 ont publié une étude de M. Robert Bouvier sur « l'antiquitarisme et la menace militaire » dans laquelle l'auteur établissant une distinction de fait entre « deux stratégies nucléaires » possibles : la dissuasion à l'Occidentale, conçue pour opprimer « le mouvement des peuples vers le progrès démocratique », et la dissuasion soviétique, qui a pour effet « de neutraliser le chantage nucléaire impérialiste ». « Il est facile de situer à laquelle appartient nécessairement la force de frappe française, écrit M. Bouvier, celle-ci n'ayant de sens qu'en liaison avec la force nucléaire américaine, contre la menace soviétique » et pour maintenir le statu quo social en Europe occidentale. »

Pour la première fois, les Cahiers du communisme admettaient qu'il pouvait être vrai, « comme le proclament les stratèges occidentaux, que l'arme nucléaire tire efficace non de son emploi, mais de sa possibilité d'emploi ». Et, en novembre 1975, M. Louis Baillot, dans un entretien avec France nouvelle, reconnaissait qu'« une véritable politique de défense nationale suppose qu'elle ne soit pas uniquement orientée contre un ennemi préalablement désigné, mais adopter une stratégie tous azimuts ». Par le choix de ces termes, le P.C.F. rejoignait une analyse de défense du général de Gaulle et de son chef d'état-major des armées de l'époque, le général Ailleret, qui considéraient le sous-marin nucléaire comme l'outil essentiel d'une défense tous azimuts et de l'indépendance nationale.

Il semble donc qu'on assiste à une évolution dans les réflexions sur la défense au sein de l'opposition politique, du côté de la commission de la défense du P.S. admet, dans ses études préparatoires, l'existence, voire le développement d'un arsenal nucléaire national, et en particulier les sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire. M. Mitterrand avait, notamment, indiqué en 1974 que « depuis quinze ans cette force de frappe est devenue réelle » et qu'il n'y aurait pas de liquidation des stocks nucléaires de la France avant l'engagement, avec des chances de succès, d'une conversation internationale.

La convergence aujourd'hui, des propos de M. Baillot avec les déclarations de nombreux responsables socialistes sur la défense tient au fait que le P.C.F. et le P.S. prennent acte d'une situation de fait, à savoir le développement continu et irréversible depuis vingt ans de la panoplie nucléaire diversifiée de la France. En mars dernier, à l'occasion d'un rapport de M. Jean Kanapa au comité central, le P.C.F. a donné l'impression de reculer, de plus en plus, la diplomatie du Kremlin qui viserait à geler la situation internationale et ne prendrait en compte que les seuls intérêts de l'U.R.S.S. Les dirigeants communistes français, tant dans le domaine international qu'en matière militaire, semblent apparemment vouloir s'aligner sur des orientations nationales, voire gaullistes, comme en témoigne la récente déclaration de M. Georges Marchais selon laquelle « tout ce qui est national est nôtre ».

JACQUES ISNARD.

message à tous les démocrates.

PARTICIPEZ AUX CARREFOURS POUR GISCARD

Le samedi 24 avril, de 18 à 19 heures, des milliers de jeunes Giscardiens organiseront chez eux des réunions d'une dizaine de personnes venues débattre de la Société Libérale Avancée. Les cahiers du changement, cahier synthétique de chaque carrefour, rassembleront vos idées de réformes, vos propositions de progrès. Ces cahiers seront transmis au Président. Déjà, plus de 3000 carrefours sont organisés. Il y en a un tout près de chez vous. Renseignez-vous auprès du Comité départemental de Génération Sociale et Libérale, le mouvement des jeunes Giscardiens.

* Siège national : 41, rue de la Biélandaise, 75008 Paris - Tél. 522.72.20

LE DIALOGUE: UN PRINCIPE DU GISCARDISME

Le Monde aujourd'hui

SAN-FRANCISCO

LE MONDE DE PATTY HEARST

San-Francisco. — Un cahot, et la suspension usée entrechoque des morceaux de métal. Le jeune chauffeur de taxi a les cheveux longs et broussailloux, le teint gris de quelqu'un qui dort mal et se lave peu. Ses yeux brillent d'un regard incertain et trop vite, il parle par à-coups et trop. En train d'écrire un livre, dit-il, qui sera la synthèse des découvertes scientifiques, des applications techniques des recherches les plus avancées.

« Ce truc pourrait bien révolutionner l'Amérique comme ça ne s'est pas produit depuis l'âge du rock. D'ailleurs, il faut que ça arrive. C'est pas possible que les riches continuent toujours comme ça de l'avoir facile. Ils vont payer un jour ! »

Les rues passent comme un défilé de jambes noires, les collines de bitume se succèdent. Ecrasement de la suspension aux changements de pentes. L'éclairage des rues diminue à mesure que l'on pénètre dans le quartier des multimillionnaires.

Une femme de chambre nous conduit jusqu'à l'entrée du salon. La maîtresse de maison est en tenue de soirée : boléro et culotte de cow-boy portée sur un pantalon noir. « C'est amusant, n'est-ce pas ? » Les yeux noirs indiquent une vitalité surprenante. « Comme vous voyez, c'est simplement une chose de cow-boy. Mais je l'ai fait faire par Gucci, à Rome. Vous connaissez Gucci ? »

Pour le dîner « western » qui va suivre, le maître de maison a noué un foulard rouge autour de son cou,

sans toucher au smoking de rigueur. Un colosse au teint rose, qui paraît un jour ses cinquante ans, ne parle pas de ses affaires, mais du rugby, qu'il pratique en amateur.

La maison a les dimensions d'un palais considérable et quelque peu gothique. La visite du propriétaire est menée d'une main ferme et parlée. On s'attarde dans les pièces où la griffe de la maîtresse de maison est la plus visible. Mari et fils sont de taille à se défendre tout seuls. Ici, séduire est l'affirmation du « moi » et non du « nous ». Il faut absolument être le (ou la) plus beau, le plus brillant, le plus rapide et le plus cher. C'est à peine de l'égoïsme, surtout de la santé. Si vous avez une santé capricieuse, parfois languide ou morose, abstenez-vous, avant que l'on ne s'occupe de vous ranger à l'écart.

Au salon, la conversation ronronne dans la mise en train des premiers cocktails et des questions faciles. Les jeunes femmes sont très belles, parfois d'origine étrangère, simplement vêtues. Elles ne parlent pas beaucoup de ce qu'elles pensent. Pensent-elles ? Pour l'instant, d'ailleurs, il n'y a pas lieu de réfléchir. On entend dire pour la seconde fois : « Nous avons fait une croisière en Méditerranée. Nous avons vu l'île d'Ouessant, qui est vraiment très verte. Et son bateau ! Une merveille. » A ce niveau de banalité le snobisme devient presque de la modestie. Ou de l'indifférence : il ne leur viendrait pas à l'esprit de chercher à briller par la conversation

devant quelques étrangers qui sentent décidément trop leur provinciale Europe.

Départ de la maison pour se rendre au dîner, en Rolls ou Volkswagen jaune coing. La réception a lieu par petites tables à l'hôtel de ville, dans le hall. Sur les premières marches du grand escalier, un orchestre « western » en tenue folklorique. De part et d'autre de la salle, des cow-boys aux traits défilés (la Californie est depuis longtemps accueillante aux homosexuels) font griller sur un feu de braises du poulet dont la consistance et le goût sont américains.

Un personnage presque exagéré, au visage volontaire et aux sourcils vigoureux, nous donne, dans une langue européenne, quelques-unes des idées de ce cérémoniel mondain, comme tous à plusieurs niveaux, codé et contre-codé, éponanté comme on peut l'être lorsqu'on se côtoie depuis des années et que l'on puise dans un réservoir limité mais commun de déstestation et de sourires. Il les connaît, il les pratique, il admire leurs qualités et leur énergie.

Il les méprise autant qu'eux méprisent ce nouveau venu, cet « étranger », qui n'est pas encore assez riche pour être abasourdi du péché de n'être pas d'ici. Sa conclusion bien pensée : ici, l'argent seul compte.

ALAIN-MARIE CARRON.
(Lire la suite page 8.)

BRUIT

Pourquoi ? De quel droit ? Qu'est-ce qui m'arrive ?

On épaula. On vise. L'adolescent de dix-huit ans qui, tous les soirs, circule avec son deux-roues à échappement libre, s'abat. Il ne circulera plus jamais mille part. On avoue : le bruit m'a rendu fou, alors, j'ai tiré. Le fait divers vous change en assassin.

Pour vivre, enfin, libre et tranquille, mon amie Colette n'empêchera pas son fusil. Ce n'est pas une révolte. Du moins, extérieurement. Il est rare qu'on le soit à quatre-vingt-un ans.

« Il n'est pas de comar », soupire-t-elle seulement quand passent en vrillonnant les 60 ou 80 km/h trafiqués que les vitres de sa vieille tacote trahissent. C'est une femme timide, dont bien des déceptions ont dû les lèvres. Elle ajoute, de sa voix petite :

« A quarante ans, j'étais fille de salle. La vie n'a pas été très gentille avec moi. Mais elle est passée doucement, très vite. Maintenant que je suis fatiguée, je suis agressive de toutes parts. Pourquoi ne veulent-ils pas me laisser ? »

Elle me retient par le bras. Comme les vieillards et les bébés vous serrent fort quand ils sont émus ! L'unique passion de mademoiselle serait-elle la peur ?

« Si vous pleurez, n'y allez pas. Si vous pleurez encore des larmes, le soir, ils donnent des coups dans la porte pour m'effrayer. Ils sont méchants. Ils ne le savent pas. »

Mon amie Colette est absolument sans défense. Dans le monde entier, elle n'a à compter sur personne. Elle est femme. Elle est pauvre. Elle est vieille. Elle est faible comme un moineau. Elle craint les dernières mesures de la vie. Certaines sont mortelles. C'est, aussi, une personne étrange. Mais quand on est si malheureux on peut se permettre sa fureur. L'odeur s'est jetée sur moi comme un chien qu'on libère.

« On ouvre un peu ? »

— Non ! Non !

A quelques dizaines de mètres en dessous, la porte d'Orléans bout comme un chaudron d'apprentie sorcière. Quatre-vingt-quatre à cent quatre décibels. Mais au vacarme insensé des poids lourds toujours recommencés, se mêle un tintamarre cruel que je ne connais pas.

« L'été, j'en ai entendu depuis cinquante ans à travers six étages. Je n'ai jamais pu m'habituer. — Personne ne s'est plaint ? — Si. Mais ils disent que les

artisans ont droit de travailler de 7 à 19 heures. Les ateliers ne sont interdits que dans les immeubles « d'occupation bourgeoise ». Ce n'est pas très bourgeois, c'est les motos. Le pire, du reste, c'est les motos. D'où sortent-elles ? Il n'y en avait pas avant la guerre. C'est terrible. Sur tout le terrain. Ils se regroupent sur la place. Ils crient, se battent, chantent, se chamaillent. Ils se comportent comme des chiens. Ils essaient leurs moteurs à l'arrêt. D'abord des explosions fracassantes. Puis, tous ensemble, ils partent brusquement. Ils tournent pendant des heures. Ce sont des fous dépechés, capables de tout. Le bruit on dirait qu'ils ne passent pas à côté. Je n'ai plus de repos dans ma tête. Une voisine est allée au commissariat. On lui a dit qu'il fallait un constat d'huissier, qu'on ne disposait pas d'effectifs suffisants pour rendre un barrage à la demande d'un particulier. De toute façon, ici, le tapage ne cesse jamais. »

« Je ne pleure plus. Ce n'est plus la peine »

Curieusement, au même instant, un autre bruit prend en effet le relais. Une télévision répond en tonitruant aux enrages « pop ». « Toujours pareil ! Quand, à droite, ils font trop de vacarme, ils se mettent à paucifier en faisant plus de bruit. Ils se détestent tous. — Mais vous ? — Oh ! Moi ? Je ne compte pas. Je suis la vieille, comme ils disent. Au début, vous allez rire, quand on me tourmentait, je pleurais. Ensuite, je me disais : pourquoi ? De quel droit ? Qu'est-ce qui m'arrive ? Maintenant, je ne pleure plus. Ça n'est plus la peine. »

Mademoiselle remue beaucoup les mains. Le choc sonore, confinant les spécialistes, peut déclencher des phénomènes désastreux. Le cerveau s'écroule de sang. Les nerfs transmettent une agitation des stressés à tout l'organisme. Il y a intoxication générale.

Ses gestes prouvent qu'elle n'est pas seulement fatiguée. Elle souffre aussi et, visiblement, elle souffre trop. Une tristesse obéissante nait de ses yeux creux.

« Le bruit me mange par petits morceaux. Quand je dors, je rêve que je quitte ce monde de toqués, cet asile de fous que l'on nomme la Terre. Je voudrais trouver la silence pour m'y cacher. La vie est tout ce qui me reste mais, parfois, j'aimerais m'en aller de moi. Je voudrais me blottir dans un fourré pour y mourir, tranquillement, seule. »

« Il faut vous plaindre aux propriétaires. Si vous voulez, je... »

« Les propriétaires ? Ils veulent me chasser. Ils disent que je suis trop vieille et que je devrais aller à l'hospice, avec mes six étages à monter. Je préfère tous les bruits du monde. »

Certaines statistiques le révèlent : transplantés, la moitié des vieillards meurent dans les six mois qui suivent leur « hospitalisation ». Je n'insiste pas.

« Je vais mourir et ça m'ennuie »

« Des voisins pourraient vous aider ? » Elle rit. Le son le plus triste que j'aie jamais entendu. « Vous ne les connaissez pas. » Elle me décoche un regard dont l'intensité et la gravité me font mal. « Dans cet immeuble, c'est toute la méchanceté des gens qui s'est amassée sur ma tête. »

Le côté Goya du couloir ne m'a laissé aucun doute. Derrière chaque porte, la misère, la misère. Être pauvre ne serait pas seulement avoir moins d'argent ? Serait-ce avoir aussi moins de santé morale et physique, moins de sociabilité ?

« Il faut déménager. »

Trop tard ! Et où ? Ma vie est finie. Et puis, il n'est plus question d'être heureux à mon âge. On a même le souci de garder ses illusions, à quatre-vingt-un ans. D'ailleurs, vous savez ce qui va se passer ? »

Elle se penche : « Je vais mourir. Je vais mourir et ça m'ennuie », reprend-elle rêveusement. Derrière la cloison, on chante.

PIERRE LEULLIETTE

Au fil de la semaine

NOMBREUX sont ceux qui ont envisagé un jour ou l'autre de s'inscrire à un parti politique ; rares sont ceux qui l'ont fait, puisque l'effectif des militants, toutes tendances et appartenances confondues, représente en France moins d'un électeur ou d'une électrice sur trente. D'ailleurs comment procéder, à quelle porte frapper, que vous demandez-t-on, à quoi s'oblige-t-on ? La vie intérieure des partis, quels qu'ils soient, semble mystérieuse. Elle intimide. Surtout un jeune, surtout une femme. En dépit des progrès de la condition féminine, la politique reste une affaire d'hommes, le militantisme exige des épaules larges et de l'expérience.

Un jeune femme, une journaliste de vingt-quatre ans, a voulu cependant en avoir le cœur net. Elle n'y est pas allée par quatre chemins. A l'époque où les organisations de consommateurs essaient les marchandises afin de désigner les meilleures, elle a entrepris de passer les partis au banc d'essai. Elle s'est donc inscrite le même jour chez les communistes, les socialistes, les gaullistes et les giscardiens. Elle a éprouvé pendant quelques semaines les quatre produits, remplissant toutes les obligations, accomplissant toutes les tâches, recevant toute la formation des nouveaux adhérents, l'œil ouvert et l'oreille aux aguets. Seule précaution, elle ne s'est pas présentée comme journaliste, mais comme « mère de famille ». Et elle expose tout simplement dans un magazine tiré à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires les résultats de ses tests, les conclusions de son enquête (1).

Par où commencer ? Une visite plutôt décevante à la mairie de son arrondissement parisien lui a du moins appris qu'il suffisait de téléphoner au siège du parti où on lui indiquerait la section locale dont elle dépend.

Le parti communiste d'abord. Un coup de fil le jeudi, et, dès le mardi suivant, une lettre du trésorier de la cellule locale annonce que l'inscription est enregistrée, convoque à la prochaine réunion. Aucune question, pas d'enquête : on entre « comme dans un moulin ».

Première surprise et première leçon : pour la réunion de la cellule, le jeudi, une semaine après son coup de téléphone, la nouvelle adhérente s'est habillée très simplement — vieux pantalon, col roulé, noir — et ne s'est pas maquillée ; elle se retrouve au milieu « de filles ravissantes en veste mexicaine, virtuoses de l'ombre à paupière et connaissant leur credo mode jusqu'au bout des jeans ». L'arrondissement, il est vrai, est bourgeoisement habité. Huit participants dont aucun n'est ouvrier mais parmi lesquels deux étrangers. Deux heures de discussion et les militants, les déclarations de Giscard (des mensonges) et celles de Marchais (toujours déformées, c'est une honte), sur les relations avec le parti socialiste qui est décrit ainsi pour la nouvelle camarade : « Un parti de nature ambiguë puisqu'il compte peu d'ouvriers, qu'il est sensible à la pression de la bourgeoisie et qu'il collabore avec les réactionnaires à la direction de cent quatre-vingts villes. » On peut très bien objecter, ne pas être d'accord, mais en sortant il faut penser comme le reste de la cellule. Puis comme c'est le jour, on tire les rois, et avec deux couronnes.

A la fin de la réunion le secrétaire de la cellule distribue le travail. La nouvelle camarade vendra à la criée et au porte-à-porte vendredi soir « l'Humanité-Dimanche ». On lui donne aussi deux brochures, « les Statuts du parti » et « le Rôle du parti communiste français ». La cellule se réunit chaque semaine, la section tous les quinze jours, la fédération une fois par mois. Très vite, on lui proposera de suivre les cours des écoles du P.C. : école de section pendant un week-end ou à l'heure du déjeuner pour les cellules d'entreprise) où on apprend la différence entre communisme, socialisme et démocratie avancée, où on s'initie au vocabulaire. Désormais elle dira C.M.E. pour capitalisme monopoliste d'Etat et parlera du « grand capital » pour désigner la droite.

Elle n'ira pas jusqu'à l'école fédérale, qui dure trois semaines, jusqu'aux écoles centrales dont les sessions sont d'un ou quatre mois. Mais elle participera activement aux discussions préparatoires du congrès du P.C.F., sera l'un des cinq délégués de sa cellule à la conférence de section qui se prolonge du vendredi 18 h. au samedi 21 h., paiera sa cotisation (20 F plus 1 % du salaire).

A l'U.D.R., aussi, tout se passe très vite. Dès le coup de téléphone du jeudi, rendez-vous est pris avec le responsable local pour la réunion de la fédération de Paris le samedi matin à la Mutualité. Réunion décevante aux yeux de la néophyte : il ne s'agit que d'applaudir très fort et très souvent « le discours terriblement ennuyeux d'un monsieur en costume gris ». Le responsable de la section explique : « Une réunion comme celle-là ne sert qu'à une chose : faire parler de nous par le journal et la télévision. » D'où les applaudissements. La section se réunit tous les quinze jours.

LES PARTIS AU BANC D'ESSAI

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

Voici que l'U.D.R. organise deux « journées nationales » pour ses jeunes militants au Bourget. La section va coller des affiches. Nouvelle erreur vestimentaire, en sens inverse cette fois. Pour un colloque d'officiers on s'habille « comme pour faire du bateau en Bretagne par temps gris et force six : un vieux pantalon, un vieux pull marin, un vieux caban, un vieux chapeau, des bottes et des gants d'électricien ». On colle vite et en silence, par équipes de trois, dans les parcs, en long sur les barrières de tramway, en rond sur les lampadaires, sur la cafétéria Moulineux et sur Coluche à Bobino, mais de préférence évidemment sur les affiches des autres partis. Fatigant.

Les deux journées du Bourget, elles, sont épuisantes (2). Deux jours d'éloquence ininterrompue, d'applaudissements frénétiques, d'ovations debout sur sa chaise les doigts en V et pancartes brandies. On acclame au commandement certains mots — la France, de Gaulle, U.D.R., Chirac... — on en siffle d'autres — Giscard d'Estaing, Marchais, Mitterrand... — et il faut garder de l'énergie pour se faire remarquer par l'intelligence de ses interventions en commission de travail.

Notre gaulliste de rencontre prend sa carte (30 F par an), participe à une émission de télévision, pioche un cours par correspondance sur le fonctionnement des institutions (15 F), assiste à une séance de formation où on mène une discussion avec une militante communiste, un débat avec un syndicaliste, une controverse avec un commerçant ou avec Arlette Laguiller... Tous les trucs, et ça marche, comme pour la vente à domicile des encyclopédies. Elle ira même jusqu'à prendre la parole à la tribune de la réunion du Bourget.

Le parti socialiste met trois fois plus de temps que le P.C. ou l'U.D.R. à répondre : trois semaines avant de pouvoir rencontrer enfin le secrétaire de section et deux militants, en compagnie de deux nouveaux adhérents. Questions d'état civil et sur les raisons de l'inscription, deux heures de discussion et d'explications.

Les corvées à assumer ressemblent à celles qu'on distribue au P.C. : vente militante de « l'Unité » en fin de semaine, distribution de tracts, pétitions à déposer dans les boîtes aux lettres et à aller rechercher en faisant du porte-à-porte. La section est divisée en « îlots » d'environ quatre-vingts membres, mais les réunions d'îlots, toutes les trois semaines, entre deux réunions de section, sont peu prises et rassemblent ici à peine une dizaine de participants. La section qui siège toutes les trois semaines aussi, se consacre à la discussion politique et réunit une cinquantaine de militants face à un bureau d'une quinzaine de membres. On fait des gomme sur l'armée, sur le Portugal, on louvoie entre les courants pro-Mitterrand ou du CERES, on parle — enfin ceux qui parlent, une quinzaine, toujours les mêmes — « comme dans les dessins de Bretecher » et c'est là aussi qu'on présente les nouveaux adhérents.

Pourquoi s'est-on inscrit ? As-tu des enfants ? Où travailles-tu ? Es-tu syndiquée ? A main levée, on vote l'admission. Et comme au P.C. on tire les rois, mais avec des bricoles et sans couronne. Cotisation : 20 F par an et 1 % du salaire, comme au P.C. encore. Beaucoup de femmes, environ 25 %, mais 10 % seulement au secrétariat national. Des réunions de formation et des groupes de travail.

Pour aller jusqu'au bout de son « banc d'essai », l'indécise aurait bien voulu militer également chez les républicains indépendants auxquels elle avait téléphoné le même jour qu'aux trois autres partis. Elle n'y est pas arrivée.

Dès le vendredi, lendemain de son appel, elle recevait un bulletin d'inscription à retourner avec une cotisation de 50 F. L'enveloppe contenait une invitation pour une réunion de « Paris-Avenir » le samedi. D'une sorte de cocktail madois avec « des énarques très intelligents qui parlent à la tribune et beaucoup de gens très chics qui les écoutent en ayant l'air très concernés », elle tire simplement la conclusion que les R.I. vaudraient bien voir l'un des leurs s'asseoir dans le fauteuil du premier maire de Paris.

Et puis plus rien. Trois semaines plus tard, elle rappelle, obtient enfin l'adresse de sa section, s'inscrit de la prochaine réunion. « Oh, vous savez, répond une dame, on n'est pas en période d'élections. Alors il n'y a pas grand-chose à faire. » Deux mois plus tard pourtant arrive une superbe petite carte en plastique, avec le nom de l'adhérente en relief, « comme la carte bleue ou celle du Diner's Club ». Et c'est tout.

(1) Enquête de Mairie de l'Aulnois dans Cosmopolite, numéro d'avril 1976 : « Le banc d'essai des partis politiques ». (2) Le Monde a rendu compte des journées du Bourget dans son numéro du 9 décembre 1975.

ETRANGER

Reflets du monde entier

Des petits Chinois sur mesure

« Les petits Chinois de trois à sept ans sont équilibrés, bien élevés, pas agressifs à l'égard des autres enfants, courageux, autonomes, disciplinés, sages, coopératifs, concentrés. Ils chantent bien et dansent bien, sont adroits aux jeux de plein air et généralement capables de dessiner ou de reproduire des gravures. »

Ce portrait flatteur est tracé par le quotidien américain Christian Science Monitor, d'après le livre que viennent de publier des pédagogues de l'université Yale qui ont visité la Chine en 1973.

Les spécialistes américains ont été « surpris par le peu d'agitation des écoliers chinois. Les enfants leur ont paru beaucoup moins nerveux, ils pleuraient, criaient moins, suivaient moins leur pouce et se rangeaient moins les ongles que les petits Américains (...). »

Les maîtres « dirigent de très près toutes les activités. Ils enseignent par la répétition et les formules (...). Ils assurent la discipline par la persuasion et le raisonnement moral plutôt que par les punitions (...). L'emploi du temps est strictement défini. L'enfant est sans cesse exhorté à servir la société, et les séances d'autocritique tendent à dominer ses tendances narcissiques. »



Le maître est arrivé...

La visite du premier ministre de l'Afrique du Sud, M. John Vorster, en Israël, n'a pas suscité que des enthousiasmes.

L'humoriste R. Michael écrit dans Haaretz : « Vite, les enfants, en classe ! Le maître est arrivé ! Aujourd'hui, il va nous apprendre comment résoudre le problème des minorités qui sont, en fait, la majorité... nous expliquer que c'est la qualité qui compte et la quantité, nous allons apprendre comment conserver la pureté de la race, de la nation, de l'Etat et de l'environnement. »

« Le maître va expliquer tout cela avec des diapositives. Le maître a beaucoup d'expérience. C'est un véritable ami. L'un des derniers qui nous restent. Il apporte avec lui un livre des lois en afrikaans, une langue qui ressemble beaucoup au yiddish. Il va nous expliquer la différence entre Nôtre et Blancs et nous dire comment apporter le progrès aux autochtones (...). Comment assurer le plein emploi aux primitifs, comment empêcher les manifestations, briser les grèves, résoudre les problèmes des mariages mixtes, calmer les esprits, se tenir debout les dos au mur et... rester le peuple élu. »

« Tous les enfants sont prêts d'apporter en classe un bâton et une carotte. »

Hebdo 76

Une vie de chien

Le périodique belge Hebdo 76 publie cet exemple de régime alimentaire, un peu compliqué, certes, mais bien équilibré.

« Matin : pain beurré, confiture, miel ou yaourt sucré, fromage blanc. »

« Midi : potage de légumes, 250 g de viande rouge de bœuf (américain, caribéen ou bouilli) saisi dans une poêle sans beurre, pain, riz, pâtes, gruyère d'avoine cuit, légumes. »

« 16 heures : lait tiède et sucré. »

« Soir : comme le matin. »

« En plus : une fois par semaine donner du poisson blanc (rale, cabillaud, sole) ou un jaune d'œuf dur en supplément du repas de midi. »

« Eau fraîche, lait, fruits à volonté. »

« S'agit-il, demande Hebdo 76, d'un régime pour « malgrit avec plaisir » ? D'un menu reconstituant pour convalescent ? D'un « menu » pour les enfants des pays en voie de développement ? »

Vous n'y êtes pas : « Cette ordonnance est prescrite par un grand vétérinaire de la capitale comme type d'alimentation canine. »



Notre reine est la fleur de sa profession

Dans sa rubrique « Profile », le NEW STATESMAN, hebdomadaire de la gauche intellectuelle britannique, rend cet hommage à la reine Elizabeth II à la veille de son cinquantième anniversaire :

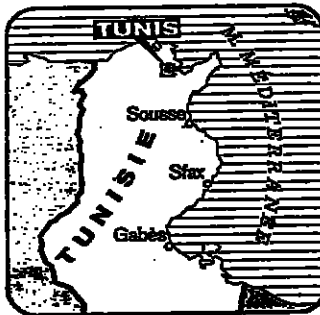
« La monarchie reste l'un des traits stables de notre vie nationale : c'est peut-être le seul. (...) Quelques critiques ont pu être faites sur les aspects marginaux de l'existence de la reine — sa façon de s'habiller, sa voix, ses petits chiens féroces — mais le témoignage unanime de la pauvreté du dossier qui a pu être rassemblé contre elle. On peut porter à son crédit sa conscience scrupuleuse, l'exemplarité de sa conduite publique et privée, son sens de l'économie — au moins au niveau royal — le bon sens et l'ouverture d'esprit dont elle fait preuve dans ses rapports avec les hommes politiques, en bref le côté profondément professionnel qu'elle montre dans tous les aspects de son métier. On assure qu'elle n'a jamais laissé le moindre mouvement d'humour, le moindre ressentiment, préjugé ou trait d'égotisme, influencer son jugement sur les affaires publiques. (...) »

« Sous le règne d'Elizabeth II, il est juste de reconnaître que l'inclination politique habituelle de Buckingham Palace (pour le parti conservateur) a été corrigée et que la reine a toujours joué franc-jeu avec les travaillistes. (...) Elle a, bien sûr, fait des erreurs de jugement. Mais la seule qui ait eu l'importance fut d'accepter que M. Harold Macmillan... désigne lui-même son successeur. (...) »

« En bref, estime le NEW STATESMAN, la reine peut être considérée comme la fleur de sa profession. (...) Il viendra peut-être un jour où elle régnera, seule survivante de son espèce. »

Lettre de Tunis

VISITE A LA MÉDINA



une bande de gasses descend la rue. De 8 à 10 heures, ils sont à l'école, de 10 à 12 heures, ils laissent le place d'attente. L'après-midi, ils se réunissent dans un local pour discuter. Le bataillon masculin croise un bataillon de jeunes filles silencieuses.

Les bruits se font plus vifs. Martèlement des chapeaux de cuir, cris d'un jeune vendeur de journaux sur le fond lointain de musique nasille. Sur les bancs de pierre, les « senedj » s'installent pour la journée. A son extrémité, le tunnel du souk, barillet de couleurs crues, s'ouvre soudain sur le blanc pur des contreforts de la Zitouna.

La grande porte de la mosquée est ouverte ce matin, comme une maison qu'on s'apprête à visiter. Hier, c'était vendredi, le jour du Coran. Et le lieu de prières est toujours très fréquenté. Depuis les temps lointains, la grande mosquée Zitouna est le pôle central de la Médina. La disposition géographique des lieux n'a pas vraiment changé depuis la troisième année, au temps d'Al-Zitouni, où les portes de la ville, telle une forteresse, étaient gardées par une double enceinte. Dès cette époque, les souks se sont concentrés autour de la Zitouna. Les métiers sacrés, les plus nobles, sont restés proches. Les plus sales — teinturiers, tanneurs — ont été rejetés au loin, près des portes, au-delà des cinquièmes.

Aujourd'hui comme hier, l'espace public reste séparé du privé, le Tunisien de l'étranger. Les deux grands axes nord-sud, et est-ouest, parcourent toujours la Zitouna. Un réseau touffu de ruelles et d'impasses s'y superpose. Un signe des temps cependant : l'enseignement a déserté la mosquée. Les usages de l'université sont plus le « latin », le diplôme de fin d'études secondaires.

Pourtant la Zitouna reste le cœur rituel de Tunis. La grande majorité des mariages tunisiens sont encore célébrés dans les mosquées de la Médina. Ces mariages, où, du plus riche au plus pauvre, on dépense une fortune pour « paraître », au risque de s'endetter à vie. La force de la tradition, dans ces cérémonies solennelles, explique sans doute pour une part l'attraction exercée par la Médina, malgré la concurrence de la ville nouvelle.

Rien n'aurait-il donc changé ? En fait, un lent mouvement s'opère en profondeur. Les usages de la Médina se renouvellent. Depuis l'indépendance, la plupart des riches propriétaires ont déserté les palais pour s'installer dans la ville

moderne. Des milliers et des milliers de pauvres venus des campagnes ont pris la place, attirés par la grande ville qui offre « du travail et du pain ». Cette sorte de transmutation humaine donne soudain à la Médina des pulsions « piédestales » qui corrodent lentement le paysage ancien.

Le souk El Attarine, en bordure de la Zitouna, est réputé pour ses nobles métiers. Au fond des échoppes, le satin brille toujours sur les corbeilles matelassées aux couleurs tendres, ourlées de dentelle ou d'argent, que le futur époux se doit d'offrir à sa promise. Plantées ça et là, les longues tentes de soie des bougies odorantes, les « senedj », s'installent çà et là depuis ce quinzième siècle reculé où un voyageur arabe (1) décrivait les délices de « ces excellents parfums comme on n'en sent nulle part ailleurs, avec leurs différentes et herbes odoriférantes ». Mais aux senteurs défilantes de jasmin, d'ambre et de fleur d'orange s'ajoute aujourd'hui l'odeur âcre du henné et du « tel » (2), ô combien plus « vulgaire ». Le souk El Attarine pourvoit toujours aux rites qui entourent les passages de l'homme d'un âge à l'autre, naissance, circoncision, mariage, mort. Les marchands sont assis devant leurs échoppes, sous les toits couverts, afin que le soleil ne puisse pénétrer et que les commerçants ne soient gênés dans leurs affaires.

Mais la poussière stagne sur les façades à demi vides. Moins de dix boutiques prospèrent. Le souk El Attarine n'est plus ce qu'il était, regrettait un vieux marchand qui ne se reconnaît pas dans l'insolence, le débraillé à l'américaine des nouveaux occupants de la Médina. Les autres métiers nobles : calligraphes, fabricants de chéchias, qui faisaient jadis « pleurer une pluie d'or sur les murs de Tunis », selliers, orfèvres, se font aussi de plus en plus rares. Les échoppes traditionnelles diminuent parce qu'elles intéressent moins les nouvelles générations.

PAS de crise du petit commerce ici ni de concurrence par les grandes surfaces. Les « sous-métiers », prolifèrent, moines plus ou moins légaux, jouant à cache-cache avec la vigilance du gendarme. Possesseurs de fers sous les chaussures, d'ours, d'ânes, de bicyclette, vendeurs de jasmin ou d'objets les plus hétéroclites, tous circulent ou posent ça et là leurs tréteaux. La grande majorité de ces gens ont des revenus insuffisants et sont des « déclassés » professionnels, en

attente de travail à l'usine ou dans un bureau.

Ainsi, Ahmed, vingt ans, rencontré dans un bar, maçon, chauffeur de camion, a pris en désespoir de cause le couffin aux amandes. Il est l'un de ces milliers de « boujad », tatillons volubiles, débrouillards, qualifiés de « blancs bœufs » par les vieux commerçants de la Médina. Ils représentent le quart de la population de cette dernière. Certains sont ouvriers dans la journée et se font petits vendeurs le soir. Ils tirent alors de leurs deux revenus une relative aisance.

Encore faut-il, pour les apprentis commerçants, passer par la purgatoire déboulonnée du « compagnon-nage » resté florissant. Tel ce chef de famille, venu seul, en éclaireur, de la région de Kairouan, lésant ses terres, en jachères, vendit trois ans. Le soir, il vend des œufs durs et des coquilles vides pour nourrir les poules dans deux seaux qu'il porte en marchant. Durant la journée, il est O.S. dans une usine de Tunis. Pour y arriver, il a dû d'abord fréquenter les cafés où se retrouvent les habitudes des petits commerçants. Il a gagné leur confiance, apporté de l'argent pour une future association, sans oublier d'apporter ses associés sur son sort et celui de sa famille. Après avoir accompagné un ancien dans sa tournée, il fut enfin autorisé à vendre seul. Il eut droit à une part fixe des bénéfices. Il fit alors venir son fils aîné, puis le reste de sa famille.

Ainsi l'histoire de cette concurrence admette, au règlement tacite. Une fois les couffins vides, les tréteaux repliés, les « sous-métiers » disparaissent dans la nuit.

DANIELLE ROUARD.

(1) Abdel ben Hach, cité par R. Brunchvic dans Deux récits de voyage en Afrique du Nord au quinzième siècle. Ed. Mouton, 1966.

(2) Terre parfumée dont les effets nuisibles sur les cheveux sont reconnus.

Le monde de Patty Hearst

(Suite de la page 7.)

Disparus, les poulets rôtis, dansées ces « square dances » faussement campagnardes, où l'on pouvait se livrer à la petite provocation d'être vu avec un tel ou une telle : la fête s'épuise. Envois de fourrures, derniers parades des dindes, étoile solitaire et mince d'un diamant, dernières claquettes de talons hauts, derniers parfums, derniers regards. Fermez le ban, rangez vos sabres. Parlez.

Pas tout à fait. La fête repart. Il fait nuit, il est trop tôt pour se déclarer vaincu, surtout quand on ne combat rien, sinon l'ennui. Il faut trouver où attendre, où se dire encore un peu plus, où se voir.

Le bal des beaux quartiers échoue dans l'appartement d'un décorateur en renom, discret et habile dans la confection des cigarettes de marijuna. Peu expansif, sinon dans l'essayage de vestons d'intérieur « si drôles ». Les pièces sont grandes et ombres, décorées — indubitablement — d'objets parfaits, dont le rachat fuera les finances d'un antiquaire bien établi. Les smoking et les robes longues se jettent sur les fauteuils et les banquettes, le lit de la chambre, la moquette. L'âge moyen a beaucoup décliné avec les heures.

Tout le monde étant à peu près ivre, chacun ressent impérieusement le besoin de boire. La conversation se fait languissante et sporadique, coupée par les verres portés aux lèvres, par le « joint » qui circule, par rien qu'un instant d'absence, un trou subit dans la matière grise. Rien ne s'achève, ni les visages mangés par la pénombre, ni les phrases, ni les confidences, ni le balser volé dans une antichambre par un belâtre à une grande dame. Débouchée retenue, avortée, languide, pleureuse. Le solide de ce ballet d'une séduction fatiguée (ce sont toujours les mêmes qui trompent toujours les mêmes) se réveille sans doute ailleurs, dans un autre temps. L'heure est à la représentation d'une représentation, ou quelque chose d'approchant. Tous ces survivants sont pourtant pleins de superprotéines, de jeunesse et de dentifrice au fluor.

A l'aube, deux mouettes prennent en enfilade le wharf du petit port de pêche. Elles trouvent la lumière bleue du crépuscule de leurs cris. Trois de ces noctambules viennent d'achever la nuit à coups de baguettes dans un restaurant du quartier chinois. Oubliés de ce crime sans conséquences, ils restent là au bord de l'eau, à ne regarder rien, que l'intérieur d'eux-mêmes. Patricia Hearst a vécu dix-huit ans parmi eux.

ALAIN-MARIE CARRON.

UNE SPÉCIALITÉ NORD-IRLANDAISE

LE RACKET DU GENOU

KNEE-CAPPING : action de tirer une balle à bout portant dans le genou. Si la définition n'est pas encore dans les dictionnaires, le mot fait déjà partie du vocabulaire quotidien des protestants.

Cette forme de punition, connue à l'origine dans les années 20 par l'IRA, est redevenue à la mode à partir de 1970. Quand, à cette date, les organisations paramilitaires protestantes se sont formées, elles ont copié les structures et les méthodes de l'armée républicaine irlandaise. Depuis, dans les deux communautés, de l'activiste au racketteur, tous utilisent cette justice sommaire. Sont ainsi châtés les auteurs de vols, de démolitions ou de vols. Si, pour faire bonne mesure, les rackets et les mauvais payeurs.

Le procédé sert aussi pour régler quelques différends idéologiques entre factions. Depuis 1969, environ trois cent cinquante personnes — cent trente en 1975 — dont deux tiers de catholiques, ont connu cette douloureuse expérience. Mais elles estiment en être tirées à bon compte, puisque le châtiment suprême est une balle dans la nuque en bordure d'une décharge publique.

Pas de mise en scène pour ce numéro de Grand-Guignol. La victime est saisie par deux ou trois hommes, jetée à plat ventre et immobilisée, de préférence dans une rue sombre et déserte. Un des « bourreaux » tire alors une balle dans l'articulation d'un ou des deux genoux, laissant la victime dans une mare de sang. Ce sont les patrouilles de l'ar-

mée britannique qui, le plus souvent, se chargent de transporter le blessé à l'hôpital.

Jeans et cheveux longs

Si l'image de l'IRA a changé — ce n'est plus l'homme à l'imperméable mastic et à la casquette rabattue sur les yeux de Mouchard, mais l'adolescent en jeans et aux cheveux longs, — les procédés des républicains sont restés les mêmes. Le condamné est rarement présent lorsque le tribunal prononce la sentence qui est ordinairement réservée aux hommes. Il y a quelques semaines, pour la première fois, une jeune catholique de dix-huit ans a été retrouvée avec les deux genoux brisés. D'habitude, les femmes sont passées à tabac, on leur rase le crâne, puis on les couvre de peinture ou de goudron et de plumes.

Une certaine mythologie s'est développée autour de ce brutal châtiment corporel, pratiqué surtout dans les quartiers où la police ne tient guère à faire respecter la loi et l'ordre, et qui est pratiqué par ses partisans comme un moyen de maintenir l'ordre républicain ou l'ordre loyaliste. Une brève menace lancée anonymement au téléphone, ou peinte hâtivement sur un mur, évoque irrémédiablement des visions de membres déchiquetés, voire amputés, et invite à la prudence.

Cependant, la réalité est assez différente. Au Royal Victoria Hospital de Belfast, qui traite la plupart des knee-cappings de la capitale, le docteur Wilson, un des meilleurs chirurgiens en la matière, démontre, avec photos et

radiographies à l'appui, que le terme knee-capping est trompeur. « Ces coup-bye n'ont heureusement pas suivi des lésions d'ama-tomie. Dans l'ajoutement, la balle va parfois se loger aussi bien dans le fémur que dans le tibia. Il y a, bien sûr, quelques cas où la rotule et les tendons sont atteints, mais c'est assez rare. Cela arrive quand le revolver a été appliqué devant, sur le côté ou le derrière du genou. »

Les dégâts sont divers. Souvent, précise le Dr Wilson, le blessé se rétablit fort bien et marche à nouveau dans les trois mois qui suivent, en boitant légèrement. L'hôpital a mis au point une nouvelle technique : pour les fractures du fémur, on place un plâtre spécial, en forme de boîte rectangulaire, qui maintient la jambe sans atrophié le muscle. Trois semaines plus tard, le patient peut rentrer chez lui.

Le but du knee-capping, explique le Dr Wilson, était à l'origine, d'immobiliser une personne pour plusieurs mois, ce qui, dans les années 20, était facile, puisque l'infection et la gangrène étaient souvent inévitables. Aujourd'hui, au bout de quelques semaines, ce n'est plus qu'un douloureux souvenir. Mais un souvenir indélébile : cicatrices, claudication et, dans une dizaine d'années, l'arthrite.

Sans doute dégoûtés par les progrès de la médecine, les justiciers se sont reconvertis récemment dans l'elbow-capping : on tire dans le coude. En choisissant de préférence une arme comme le Magnum Special. L'articulation est alors réduite en bouillie.

RICHARD DEUTSCH.

RADIO-TELEVISION

UN DÉPOUSSIÉRAGE CONTESTÉ

La retransmission de « Faust »

La retransmission sur la deuxième chaîne, le 30 mars dernier, du *Faust* de Gounod dans la mise en scène de Jorge Lavelli a eu pour effet de faire rebondir et d'élargir à la province une querelle déclenchée en juin 1975, au moment de la création parisienne de ce spectacle. L'administration du palais Garnier avait alors reçu des centaines de lettres protestant contre la modernisation, jugée outrancière, de l'ouvrage par les décors et les costumes, et contre la suppression, au dernier acte, du ballet de la Nuit de Walpurgis. Les mêmes arguments reviennent dans le courrier consécutif au compte rendu de la retransmission télévisée, intitulé « Dépoussiérage de Faust » (Le Monde du 1^{er} avril). « La mise en scène de Lavelli s'accorde mal avec la musique et encore plus mal avec le texte », juge M. R. Daudet, de Limoges, qui exprime, comme le font beaucoup d'autres lecteurs, sa surprise d'avoir vu un « Götter en robe de chambre » remplacer « le vrai gentilhomme » traditionnel, avec « plume au chapeau et épée sur le côté » ; l'acte du jardin fait également l'objet de nombreuses critiques : « Marguerite peut évoquer le roi de Thulé derrière le linge étendu, la musique et les paroles restent faites pour le chant du rouet qui tourne au rythme de la romance et qui s'arrête lorsque vient l'évocation du beau jeune homme entrevu. En quoi le séchage du linge a-t-il quelque chose à faire là ? » Interroge M. Raoul Giffre, de Roquefort-les-Pins.

« A-t-on le droit de heurter et de saccager les souvenirs — respectables de toute une partie du public ? » questionne M. Henri Darnaud, de Paris. Sur le même thème, une ancienne danseuse de quadrille, Mme O. Bodin, de Baigneux-les-Juifs, écrit : « Je ne suis pas systématiquement contre cette mise en scène pleine de trouvailles, mais il était un ouvrage complet de Faust, du Moyen Âge mystique, où l'on croyait au démon, au malin et au péché mortel, le tout soutenu par ses grands airs qui coulaient de source, cette musique si magnifiquement harmonieuse, ses chœurs et ses danses — le tout formait un des joyaux de l'Opéra, la providence des directeurs, car toujours la salle était comble. (...) En aucun cas, on ne peut y trouver la critique d'une quelconque société ou de la condition féminine, par exemple. Toutes les héroïnes d'opéra sont des victimes. L'art lyrique est l'apothéose de la fiction. (...) Nous n'avons, hélas, plus que jamais la radio et la télé pour nous faire voir la triste réalité ».

Protectionnisme, appel au respect du contribuable, se mêlant dans une certaine mesure de lettres — les plus violentes — qui évoquent la nationalité de Jorge Lavelli et le déficit consécutif à l'administration du palais Garnier par M. Rolf Liebermann :

« Je vous invite à réfléchir sur le sort qui attend les nations qui déboulonnent leurs idoles et qui affectent de préférer la laideur à la beauté », écrit un lecteur anonyme. « N'y a-t-il donc pas des Français (à quoi sert le Conservatoire ?) susceptibles de tenir les grands rôles (tels Roger Soyer, excellent Méphisto) ? Faut-il penser que l'Opéra (ou les arts plastiques ou centre Pompidou) ne peuvent être dirigés que par des étrangers ? », renchérit M. Jean Clavier, de Boulogne-sur-Seine. « En cette période d'austérité, il aurait mieux valu utiliser les costumes, décors anciens, qui existent certainement toujours, que faire des dépenses nouvelles qui sont, en définitive, payées par les contribuables », regrette M. G. Copin, de Paris. M. Grandperrin, directeur de préfecture à Toulon, donne, quant à lui, « quelques suggestions pour les représentations à venir » : « Lorsque Marguerite est en prison pour avoir tué son enfant, je verrais très bien s'inscrire en lettres de feu dans le fond de la scène : « Si la loi sur l'avortement avait été votée plus tôt, Marguerite aurait échappé à la vindicte d'une société décadente ».

Enfin, M. Bernard LeJort, directeur du Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence « se range sans aucune réserve » à l'avis exprimé dans le Monde du 30 mars. « Peut-être, ajoute-t-il, serait-il juste d'associer ce remarquable résultat des Contes d'Hoffmann, de Patrice Chéreau. (...) En ce qui concerne les quatre représentations retransmises depuis le Festival d'Aix en 1974 et 1975, il est certain que le résultat n'aurait pas été le même. (...) Je suis persuadé que la retransmission de la Traviata qu'Antenne 2 enregistrera cet été contribuera de beaucoup à dépoussiérer le spectacle lyrique, et je regrette que, sous prétexte de la récente retransmission de Don Juan, de l'Opéra de Paris, aucune des trois chaînes de télévision n'ait été intéressée par la nôtre, car je crois que la mise en scène de Jean-Pierre Vincent contribuera beaucoup pour sa part à nous faire sortir de l'ornière. (...) Le Théâtre lyrique sera sauvé par les metteurs en scène venus du dramatique ».

« PREMIÈRE NEIGE »

Santelli met Maupassant dans le prisme Bergman

JEANNE a froid, pourquoi ? Elle fixe ses attentes sur un calorifère aperçu dans le catalogue de la manufacture d'armes et de cycles. Mais, manifestement, la réalisation de Claude Santelli — Première neige est le dernier film du cycle que l'homme de télévision consacre à Maupassant — indique le caractère transitionnel de ce froid cauchemardesque qui semble affecter l'héroïne. D'ailleurs, au pays de Caux, il fait plutôt humide que froid.

Donc, Jeanne (Martine Chevalier) paraît avoir froid. Le temps présent, au début du siècle, se situe dans un cinquième surplomb de la Méditerranée. Jeanne tient une lettre à la main, une lettre de là-bas, chez elle, non pas de chez elle — elle vient de Paris, — de chez son mari, Henry (Paul Barge), un hoboïsme normand qu'elle a quitté trois ans plus tôt. Un léger soleil d'hiver ne réchauffe rien. Le terrassier finit la terrasse. Le sentiment de la mort s'installe sur le bord de la mer.

Mais c'est une autre mer que Jeanne découvre, trois ans plus tôt, la Manche verte au pied des falaises craquelées. Une vie commence : une vie, puis il s'agit de Maupassant. Jeanne vient de se marier. Dans la journée, ils ont fait la route de Paris à Dieppe ; ils arrivent avant la date prévue, les volets du château sont clos, les cheminées éteintes et la poussière sur les meubles étaient les signes de l'abandon. On dirait donc aux communs, avec les vieux domestiques (Michel Robin, Denise Genes) dont l'ordinaire se symbolise dans la soupe et le vin, le pain qu'on signe de l'ancienne servante qui s'appelait Rose aussi ; de carnation saine, Rose, à la fois ouverte et butée, est une interrogation sur laquelle se posent les lumières du directeur de la photographie.

Jeanne investit son refus du changement, quitter Paris, sa famille, l'enfance, le siècle, dans ce froid, cette impression de froid qui se cristallise dans de petites crises, crises d'angoisse — au sens où on la sent qui se resserre sur soi, — crises d'hystérie, au sens chimique, crises de coquetterie, au sens romanesque. Le conte de Maupassant ne dure que quelques pages, le film de Santelli, nourri de petits faits significatifs, d'étalés en points de suspension, certains repris dans d'autres œuvres de l'auteur d'Une Vie, occupe l'écran une heure et demi. Autant dire que l'inspiration personnelle du réalisateur — qui se mêle des appareils réalistes et de la dramaturgie historique — y tient une place immense, plus grande que jamais, car on sent le discours à la première personne qui emporte tout, et projette un regard secouru sur le monde de Maupassant. Celui-ci est relégué dans les souvenirs de Jeanne, subjectivité, hanté par des comédiens que porte à la limite de leur artificieuse sincérité la direction d'un Santelli illuminé par Bergman.

Santelli, donc, ne rime plus avec pédagogie. Au sens laïc du terme. « Pour moi, dit-il, il ne s'est jamais agi d'illustration. En abordant Maupassant, je voulais d'abord questionner la littérature du siècle. (...) Hugo, Dickens étaient ma famille d'il y a dix ans le romanesque en images télévisées si on veut, le théâtre populaire du petit écran, le média du boulevard du Crime rue Cognac-Jay ; tout un itinéraire de transposition, de projection. Mais je n'en suis plus à m'interroger sur la fonction du médiateur ».

« J'ai donc abordé Maupassant après un film qui, pour moi, représente un échec relatif : Lancelot, qui était l'aboutissement d'une vaine romanesque. Dans Maupassant, que je redécouvrais — d'abord la troisième, la quatrième fois, après l'adolescence, — j'ai vu cinq à dix titres, et j'y ai perçu une école, disons un laboratoire d'épuration. Au lieu de travailler sur quatre mille pages où il fallait choisir, je parlais de quelques lignes. Dans la rudesse du récit s'inscrivaient des paysages, des personnages. Deux choses en outre commençaient à me passionner : l'écriture des dialogues et la direction des comédiens.

« Ce n'était pas nouveau. J'ai vécu jusqu'à dans une bonne tradition de faiseur de dialogues, mais je jetais des dialogues à l'eau. Désormais je recherchais un langage physique, abrupt, violent, qui permette aux personnages, des êtres démunis, de dire des choses nécessaires. Dans Première neige, je crois, le dialogue est un signe de la nécessité qui jaillit.

« De même pour les comédiens. Toute une époque, le Théâtre de la jeunesse, m'avait enseigné une conception de l'emploi, et je travaillais avec des familles de comédiens, de personnages, de l'empirisme. Soudain, il y a des êtres, et je montre des rapports entre ces êtres.

— Voici Bergman.

« Il y a plus qu'une influence. Je crois que c'est Bergman qui m'a fait comprendre Maupassant. Les personnages ne sont plus des incarnations d'idées, de sentiments, de caractères, mais représentent, en deça du langage, une vie sociale, intellectuelle, affective. Car, même quand Maupassant saisit des personnages d'apparence bourgeois, leur niveau de formation humaine, affective, est proche de l'analphabétisme.

« Pour en finir avec cette « révolution Maupassant », disons que j'y ai découvert le personnage féminin — le Théâtre de la jeunesse était un théâtre d'hommes ; — j'ai mis le temps, mais j'ai enfin compris que les personnages féminins m'intéressaient avant tout. Les six Maupassant étaient six portraits de femmes.

« Histoire vraie, d'abord, était pour moi un film de art, d'évidence : l'évidence catégorique de quelques gestes, de quelques instants de la vie.

« Et pourtant on y sentait de l'application. C'était le premier conte. Première neige, au contraire, est le non sentiment. Le moins bon texte de Maupassant, pour moi, celui que j'ai adapté, mais ce n'est ni une gageure, ni un exercice, non, une percée profonde dans un monde que je commençais à avoir exploré. Toute l'histoire se retrouve ailleurs dans Maupassant : vingt nuits de noces ratées, cinquante femmes condamnées au viol, et au centre de tout ça la solitude. D'une

femme frileuse à une femme frigide, le passage était clair.

« Le problème de Jeanne c'est qu'elle a froid quand il est chaud, plus généralement l'étrangeté d'une femme devant l'autre. Quelle que soit la révolution des mœurs, il ne peut y avoir de plus prodigieuse révolution que la révélation de l'autre, d'un corps, qui sera tyran ou amant, bourreau et protecteur, père et enfant. Oui, ce contact capital de deux êtres.

« Et vous pensez que les idées du temps ne commandaient pas le comportement de ces personnages ?

« Maupassant est un incroyable laborateur, dont ses personnages sont les cobayes. Jeanne est une petite fille de 1900 réduite à ses peurs, à ses sensations. En face d'elle, un homme qui n'a pour lui que sa puissance physique. Arrive ce qu'il arrive, c'est tout.

« Première neige est écrit musicalement, je veux dire sur un thème. Je crois qu'il ne faut pas regarder à distance, mais avoir en soi l'imprégnation du monde que l'on décrit : le film est constitué de quinze variations sur le froid et le chaud, sur le comportement de la peau d'une femme.

— La violence... en soi ?

« C'est un film de pur comportement, de cris, de gestes, de regards, de silences, où la peau est plus importante que la parole. Les écueils de Maupassant, que sont le costume, l'époque, l'atmosphère, attirent le propos. On échappe difficilement à un certain attendrissement. J'ai dû faire un grand effort pour déamorcer la complaisance esthétique, pour rendre compte de l'essentiel, ce que Maupassant appelle le caractère « cruel et tendre » de sa littérature. Pour moi, sa misogynie est une légende.

« Il ne s'agissait pas de misogynie, mais de regard sur une société.

« J'ai toujours été réticent à définir un personnage par son milieu, son éducation. Pour moi, l'important est ce qu'on peut appeler le degré zéro d'humanité qui permet — au-delà de l'apparence anecdotique, qui est datée — de montrer des êtres tellement nus que les vêtements d'époque n'attirent pas cette nudité. Il y a, dans n'importe quelle femme que nous connaissons, la source d'un thème profond de Maupassant : la myopie profonde d'un homme en face d'une femme. Le dialogue le plus important du film, c'est quand l'homme demande : « Dis-moi ce qui te manque, dis-moi des choses précises » ; et que, précisément, ce qui lui manque, ce ne sont pas des choses précises. Une femme est utilisable pour le terrorisme rationnel de l'homme ».

« Si l'on avait abordé Maupassant Santelli se serait tourné vers Proust. Maintenant, il prépare des films dont il serait l'auteur complet. Mais le regard ? « Pas de doute là-dessus, dit Claude Santelli, le regard est froid. Dans chacune des variations de Première Neige, le négatif et le positif des personnages apparaissent au bout de trente secondes. Ce n'est pas seulement un exercice de style : le regard suspendu réside dans le fait qu'à chaque instant il suffirait d'un geste. Et le destin se joue, au sens grec, dans les atomes non crochus de chacun de ces êtres ».

MARTIN EVEN.

★, Samedi 17 avril, A 2, 20 h. 30.

Une heure avec Armand Jammot

UNE MAITRESSE DE MAISON SUR ANTENNE 2

« VOUS dire qui je suis ? C'est plutôt dire comment les autres me voient. Un professionnel. Je fais un métier que j'ai choisi, qui est pour moi comme une colonne vertébrale. C'est à la fois mon métier et mes loisirs. Ce qui m'intéresse, c'est la création, quand elle est possible, pratique, efficace, rentable... » Voilà. On a l'impression qu'une machine s'est mise à tourner, précise, régulière, implacable. Bien sûr, tous disent la même chose, tiennent le même discours : que leur métier est toute leur vie, que la création, c'est ce qui les intéresse. Mais ici, c'est autre chose : la rengaine accompagne un homme qui nous fait pénétrer dans son empire.

Qu'on en juge. « Aujourd'hui, Madame » : « Y a un truc... » Les après-midi d'Antenne 2 : « Le palmarès des enfants » : « Les chiffres et les lettres » ; et les « Dossiers de l'écran ». Cela veut dire : tous les publics, à toutes les heures de la journée télévisée. Les après-midi d'Antenne 2 : les Jeux d'Antenne 2 ; une soirée d'Antenne 2 : le débat sur Antenne 2, et, bientôt, sans doute, une responsabilité officielle des programmes, en semaine. Les femmes, les enfants : les hommes et les femmes sur Antenne 2. Aux uns, on propose la télévision qu'elles font elles-mêmes. Aux seconds, s'ils sont exgés, on leur propose, comme à l'école, des bons points, des récompenses : aux derniers, de vastes problèmes, des discussions ouvertes, un dossier — objectif — Tout ça tourne rond ; oui, vraiment de belles machines. Plus de 50 % du temps d'antenne de la chaîne : un empire. C'est lui-même qui emploiera la métaphore des armes, entendez des armoiries : « Les armes prestigieuses, les armes Jammot, fondées dans les armes d'Antenne 2 ».

Comment s'est constitué ce tel ? Comme ce constituent les domaines : par armoiries successives. Armand Jammot vient du journalisme et suit la carrière de presque tous

les grands animateurs de télévision actuels. D'abord la presse écrite, puis la radio, enfin la télé. A raison de dix ans, en moyenne, par pratiques différentes : c'est une longue maturation sur le tas, c'est la généralité de « self-made men », qui fait des hommes pour qui les termes de « volonté », « travail personnel », « ténacité », etc., ont vraiment un sens. Du moins cela leur sert à eux pour rendre compte de leur propre succès, à la presse et à la radio, qu'il a appris « la manipulation de l'information », et « la technique ». Comme un grand nombre de figures connues de la radio actuelle, il a fait partie de la toute première équipe d'Europe 1 : passage essentiel qu'il définit comme étant celui du speaker — voix distancée, présence absente, information neutre — à celui du journaliste — voix présente, information — investie. Tous en ont gardé, semble-t-il, un mélange contradictoire d'individualisme et de désir d'objectivité. Relâcher les opinions de tous, ou toutes les opinions, d'ailleurs, il n'y en a pas de mauvaises — enfin, il y en a, mais alors, on n'en parle pas, mais pas du tout, — dit-il, vers d'une seule voix : il reste bien des traces de cette idéologie dans la structure des débats des « Dossiers de l'écran ».

En 1956, et visiblement c'est pour lui une date essentielle, il crée, à lui tout seul, le journal de Radio-Luxembourg. Quand il en parle, il s'anime, lui qui tient bien des fois d'une impassible placide, inamovible, il s'anime parce que « j'étais tout ». C'est là une jouissance qui reviendra sans cesse : celle d'être tout à la fois. Il dira plus tard, à propos de la multiplicité des émissions qui relèvent de lui : « Vous pouvez noter cela. Ce qui fait ma singularité — je tiens expressément à ce que cela soit dit, — c'est que toutes les idées que je signe de mon nom sont des idées à moi. C'est donc quelqu'un qui signe, qui marque et qui conçoit une équipe comme affectée de son nom : Jam-

mot. Alors, l'équipe, que fait-elle ? Quand le média d'œuvre, a su une idée, elle brasse autour, elle aménage, elle réalise, elle modifie. Mais les idées sont à lui : propriété privée.

Constituer un empire

Plus tard, après le journal de Radio-Luxembourg, il travaille avec Cayatte, écrivant des scénarios : le Passage du Rhin et les Riages du métier, il est, passagèrement, directeur de la revue Molière et Éclat ; et puis, il a des idées d'émission. Et d'abord des idées de jeux, qui ont fait fortune depuis, et dont on se souvient : « Avis aux amateurs », « l'Homme du vingtième siècle ». Il écrit plusieurs drames, et parle lui-même de son activité d'écrivain. Il est clair que ce n'est pas là un vain mot. Si bien même qu'il lui vient cette phrase étonnante : « Un jour, j'ai eu l'idée de renoncer à mon écriture personnelle. C'est là la plus curieuse de ses idées : choisir de constituer un empire, aux dépens de sa propre création. Les émissions s'accumulent en masse : c'est « La Bourse aux idées » ; le mot le plus long : en 1970, « Aujourd'hui, Madame », qui cherche, dit-il, à occuper cette tranche d'antenne faite par les téléspectateurs. La machine à produire ne s'arrêtera plus.

Il reste néanmoins que l'enfant chéri, l'émission qu'il signe de ses armes, ce sont les « Dossiers de l'écran ». L'heure passée avec lui est ponctuée de traces de « Dossiers » : les coups de téléphone pour préparer la prochaine, le télégramme qu'on apporte — un petit sourire, « Quand même ça fait plaisir. D'habitude les gens engueulent toujours au lieu de remercier. » — et ce qu'il en dit lui-même. Il s'identifie au téléspectateur moyen : « Moi, téléspectateur moyen, occupé à mon métier dans la journée, j'ai connaissance de quelques éléments, ça m'intéresse. Après la discussion et le film, l'en sera avec

une meilleure compréhension, et je suis de bonne foi. » Les téléspectateurs, il les évalue comme s'ils avaient son regard, ses désirs, ses intérêts, comme s'il pouvait passer d'un thème à l'autre, de l'écran, comme si tout le monde pouvait être un seul homme. C'est une pratique systématique de la projection subjective.

Mais autour des « Dossiers » et du secret dialogue qui lie l'individu Jammot aux destinataires de l'émission, il y a le monde réel. « On » demande l'équilibre politique, et c'est là la difficulté. Écoutez comme il dit cela. (Et, là encore, il invite à noter la métaphore, qu'il travaille avec amour.) « Faire les « Dossiers », c'est se trouver dans la situation d'une maîtresse de maison. Vous invitez à dîner des gens très différents, et puis, quand ils ont reçu l'invitation, ils commencent à discuter sur les autres invités, et, en plus, sur le menu. Et la maîtresse de maison a le droit et le devoir impérieux d'obtenir que cela se passe bien. Alors, il ne faut pas faire des tables mal organisées. Nous sommes dans un pays libéral, démocratique... »

Et les jeux, tous ces jeux ? C'est, dit-il, « parce que j'aime ça ». Bien sûr, il faut qu'il aime cela, sans quoi la machine ne serait plus alimentée. Non qu'il soit, au jeu, un flâneur ; mais il aime jouer, comme les médecins, les avocats, les professeurs libéraux, aime jouer au bridge. Ce sont encore des tables qu'on organise. Décidément, la métaphore était féconde et révélatrice. Ainsi donc, quand Armand Jammot produit des émissions, il invite le spectateur à venir jouer avec lui, discuter avec lui. On croit regarder la télévision ; mais non, on est reçu chez quelqu'un. Bien reçu : l'hospitalité est parfaite. Mais enfin, on n'est pas chez soi : on est tributaire des règles, des ordonnancements, des propositions de la maîtresse de maison.

CATHERINE B.-CLÉMENT.

L'ÉCHO DES POSTES

Jour de gloire

Il avait fait bien content de lui, mercredi soir à la télévision, Michel Durafour, ministre du travail. Le problème de l'emploi serait-il enfin résolu ainsi que celui du travail pluriel ? Non, mais Michel Durafour, également maire de Saint-Etienne, exultait parce que son équipe régionale de football, si elle n'avait marqué aucun but, n'avait pas non plus recu le ballon dans ses files. Zéro à zéro, c'est un jour de gloire pour la France. Et quand le ballon va, tout va.

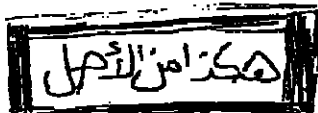
Reprise

On pourrait croire que le bon avouable et avoué d'un club devrait être de nous présenter des films importants ou curieux rarement projetés dans le circuit commercial. De qui se moque-t-on en présentant dans ce cycle Une femme disparue que la télévision se refuse de chaîner en chaîne depuis des années déjà ? Dans l'optique de cette politique d'économies forcées, on risque d'être condamné à un réseau d'une cinquantaine de films qu'on reverrait sans cesse, dans des « cycles diéna » différents.

Cinéma

La-on déjà remarqué ? Et surtout la-on déjà fait remarquer ? Pour empêcher de l'argent à « Monsieur Cinéma » il faut avant tout avoir une solide culture, pas tellement cinématographique, mais « savante » : la vraie culture, quoi.

JACQUES STERNBERG.



Vendredi 23 avril

12 h. 15 (C.I.). Jeu. Réponse à tout... 12 h. 30 (C.). Midi premier. 13 h. 35 (C.). Magazines artistiques régionaux; 14 h. 5, Emissions sociales; 18 h. 15, A la bonne heure, 18 h. 45, Pour les jeunes; 18 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Les Femmes pour les femmes; 19 h. 45, Alors, raconte.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : A arsenic et Vieilles Dentelles, d'après J. Kesselring; mise en scène F. Fassin, avec M. Barbaud, J. Duby, G. Doulier, G. Balthus.

21 h. La vie rangée et convenable de deux charmantes femmes filles et de leurs secrets... L'un est un homme qui a été libéré de la prison, et dont l'autre a prévu de prendre le président des Etats-Unis. Leur conception est particulièrement intéressante. C'est un classique de la scène du cinéma.

14 h. 15. Magazine régional : 14 h. 30. Aujourd'hui, madame (en direct de Hautvillers, un dossier sur la région Champagne-Ardenne);

11 h. 55 (C.), Philatélie club : 12 h. 30 (C.),
Midi premier : 12 h. 45 (C.), Jeunes pratique :
13 h. 50 (C.), Magazines artistiques régionaux :
14 h. 30 (C.), Magazines adultes : 15 h. 45 (C.),
(C.), Samedi) est à vous : 18 h. 35. Pour les
jeunes : 18 h. 40, Six minutes pour vous défendre
: 18 h. 50, Magazine auto-moto : 19 h. 45,
La vie des animaux.

20 h. 30, Variétés : Numéro na (Marcel
Aumont) : 21 h. 30, Série : Regan (N° 1).

La première de plusieurs enquêtes menées
par la « brigade des femmes », section de choc de
la police londonienne.

22 h. 50, Portrait : A bout portant (Philippe
Clay).

10 h. Emissions du C.N.A.M. ; 13 h. 35. Jour-

9 h 15 (C.). Emissions religieuses et philosophiques (12 h.).
12 h. 15 (C.). Je n'ai séjourné qu'à spectateur.
13 h. 15 (C.). Je n'ai séjourné qu'à spectateur.
14 h. 5 (C.). Les rendez-vous du dimanche.
15 h. 45 (C.). Sports : Direct à la une : 17 h. 35 (C.). Téléfilm : « Sans issue ».
18 h. 45 (R.). Feuilleté : Dans le berger : 19 h. 20. Les animaux du monde.
20 h. 30. Film : « Genesio, en balade ».
de 1970 (1970) avec L. de Funès, M. Calabrù, J. Lefèvre, Cl. Gensac.
La brando de Saint-Tropez a été mise à la

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans le Monde de l'éducation n° 18, daté avril 1976, qui les publie régulièrement.

10 h. 30 (C.), Emissions scolaires; 12 h. 15 (C.), Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30 (CJ), Midi-primière; 13 h. 35 (C.), Restez donc avec nous; 14 h. 40, Série : Joseph Balsamo; 18 h. 15, A la bonne heure; 18 h. 45, Pour les petits; 18 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Alors, raconte.

20 h. 30, La caméra du lundi (l'avenir du futur); - Danger, planète inconnue; de P. Parrish (1969); avec R. Thionnes, I. Henry, P. Wymark, L. Lorinc.

13 h. 35, Magazine régional ; 14 h. 30, Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30, Série : L'homme à la valise ; 16 h. 20, Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30, Fenêtre sur le professeur Minkovski ; 18 h. 25, Les belles histoires ; 18 h. 45, Les marmottes des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ya un truc ; 20 h. 30, Jeu : Le tête et les jambes ; 21 h. 45 (C), Documentaire : L'art sur le vif (Le cri des murs), de P. Breugnot ; réal. D. Chegaray. L'art populaire existe-t-il en Amérique ?

18 h. 45. Pour les jeunes: Des machines à produire; 19 h. 5. Emissions régionales; 19 h. 40. Tribune libre: Le philosophe Pierre Boutang; 20 h.. Les Jeux de 20 heures.

20 h. 30. Prestige du cinéma; - la Dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil - d. Litvak (1970); avec S. Eggar. O. Reed. St. Audran. J. McEnery.

Partie sur un coup de tête, vers le Midi.

tre ~~_____~~

Jeux publics est une sélection effectuée parmi les sujets de programmes régionaux que P.R.3 diffuse chaque soir du lundi au vendredi, ensuite en début d'après-midi sur les chaînes locales.

ALSACE — Mercredi 21 avril :
La vie des bédouins et à travers un couple de forains.

ANJOU — Mercredi 22 avril :
Les objets de l'histoire : le document et du huitième siècle, le médecin et la médecine, la vie de l'homme et l'immobilité possibilités de méditer pour les plantes.

BOURGOGNE, FRANC-CONTE, LORRAINE — Mercredi 22 avril :
Le OVN.

CHARENTAIS — Mercredi 22 avril :
Le monde de Saint-Exupéry et la vie d'un pays de l'atmosphère, les petits hommes.

BRETAGNE, PAYS DE LOIRE — Jeudi 22 avril :
a La culture collective en milieu ouvrier.
b La culture collective et la culture populaire même actuellement une compréhension de création collective en milieu ouvrier.
c La culture collective et la culture professionnelle du théâtre et de la musique, Catherine de Seynes et le théâtre.

LIÉGEOIS, POITOU-CHARENTAIS — Vendredi 23 avril :
a La bande dessinée.
b La bande dessinée est-elle une œuvre d'art ? Un art mineur réservé aux mineurs ? Ou troisième salon de la bande dessinée ?
c La bande dessinée est-elle une œuvre d'art ? Un art mineur réservé aux mineurs ? Ou troisième salon de la bande dessinée ?
d La bande dessinée est-elle une œuvre d'art ? Un art mineur réservé aux mineurs ? Ou troisième salon de la bande dessinée ?

CHAMPAGNE-AR.

DENVER, Jeudi 22 avril : « La Vannerie en Haute-Marnes ». Écrafiné dans un petit bourg de celle qui vivait habitants. Soupe-Foet!

MIDI-PYRENNES, LANGUEDOC-ROUSSILLON — Jeudi 22 avril : A Cliché d'U.

Où est-ce qu'on écrivait d'emblée ? Où est-ce qu'on écrivait l'un ou l'autre ? Quels sont les livres et les disques les plus vendus ces jours-ci ? Où est-ce que ça se passe ? Quelles questions, trois rubriques pour les jeunes.

NORD — PICARDIE — Mardi 20 avril : « L'équation d'Aer américain ».

Un boulevard qui relie les deux grandes villes du Nord : Lille, Roubaix et Tourcoing ; il roule encore.

© Des rencontres internationales consacrées à l'évolution des relations entre pays riches et nations en voie de développement réuniront les 13, 14 et 15 mai, au Théâtre de Radio - France, une centaine d'experts du monde politique ou économique. Les débats, auxquels participeront en particulier M. Gaston Thorez (président en exercice de l'Assemblée nationale) et J.-L. TOLLER, ministre des États-Unis à Paris), et M. Jean Sauvagnargues (ministère des affaires étrangères) se poursuivront par un dialogue avec la presse internationale. Une série d'émissions sur France-Cult.

perce patience et régularité : les qualités des gens du Nord.

PARIS, 12-14-DE-FRANCE. — Mardi 22 avril : Madame Martin a vu Mme Martin, coiffeuse, trouve Paris trop gris et souhaiterait la rétrograder en couture strict.

PROVENCE. CÔTE D'AZUR. CORSE. — Jeudi 23 avril : « Pour le moment, le projet Foulais à Saint-Tropez ».

Quelques réactions face au projet Foulais : « Ça va être un peu Saint-Tropez un ensemble de résidences secondaires ».

ALPES, AUVERGNE. — 22 avril : « L'esprit des clochers ».

Certains carillonneurs effectuent de la musique à l'occasion de la messe, ce lois qu'ils montent à leur carillon...

● Commentant sa décision de quitter à sa demande ses fonctions de directeur général de la radio d'Antenne 2 (le Monde du 18 avril), M. Jacques Sallebert, conseiller général (majorité) des Alpes-Maritimes, a déclaré : « Ce n'est pas moi qui aurais voulu continuer à cautionner les décisions prises en dehors de lui concernant les informations ou le Journal télévisé ».

M. Sallebert, qui quitte Antenne 2 pour rejoindre la programmation de « Samedi sans fauteuil » jusqu'au 1^{er} mai, a ajouté qu'il était impossible d'envisager une carrière politique tout en gardant des responsabilités sur une chaîne de télévision nationale.

Lundi 19 avril

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30, O Galliard; 20 h. 30, Sans issue, film de D. Mann.

TELE-MONTE-CARLO : 30 h. 15, Les hommes d'Alger, film de A. Livaik.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Le monde est si grand, film de J. Koffield.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les hommes d'Alger, film de A. Livaik; 21 h., L'empire, film d'A. Varda; 22 h., Michel Segrand; 23 h. 25, Premières visions.

Mardi 20 avril

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30, Vous qui peurs; 20 h. 30, La Valde à mystère, film de J. Leytes.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 15, L'Age au fleur; 21 h. Le Cheik rouge, film de P. Cachio.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, La Douce compagnie; 21 h. 10, Situation; 22 h. 15, Absurde d'est-à-

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Regan; 21 h. 5, Pouvoir politique, film B.B.C.; 21 h. 55, Jazz.

Mercredi 21 avril

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30, Au August; 20 h. 30, Le Parfum de la nuit, film de R. G. Cloutier; 21 h., Liberté; 21 h. 50, Autocopie.

TELE-MONTE-CARLO : 30 h. Cent et à mort; 21 h., Belphégor (I), film.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Les hommes d'Alger, film de A. Livaik; 21 h., Les hommes d'Alger, film de H.-G. Cloutier; 22 h., L'Empire, film de A. Varda; 23 h. 15, Les dernières dans le ville.

regard; 22 h. 50. Hockey sur glace.

Jeudi 22 avril

TEL-LEUXEMBOURG : 19 h. 30. Ranch 10; 20 h. 30. *Le Vie confusé*; 21 h. film d'A. Ceyrolle. Les mystères de l'Ouest; 21 h. Les mystères de Huston. L'ÉMISSION BELGE : 20 h. 15. Vous de choisir; 20 h. 50. *Le Coeur de Dana*; 21 h. 15. *Le Coeur de la carrousel* sur Immac. L'ÉMISSION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Les affaires de campagne; 22 h. 10. Antenne est à vous.

Vendredi 23 avril

TEL-LEUXEMBOURG : 19 h. 30. L'assistant; 20 h. 30. *Le Virginité*. film de G.S. Dahlin. L'ÉMISSION BELGE : 20 h. 15. Les cavaliers; 21 h. *Le confident* de M. D. film de M. Boyer. L'ÉMISSION BELGE : 20 h. 15. Les sentiers du monde; 21 h. 25. *Le Coeur de Dana*; 22 h. 10. 15. L'ÉMISSION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Tête d'affiche; folles d'avril; 22 h. 30. Hockey sur glace.

Samedi 24 avril

TEL-LEUXEMBOURG : 19 h. 30. Les secrets de la mer; 20 h. 30. *Un homme à Maugeux*, film de Chérasse. TEL-MONTE-CARLO : 20 h. 30. *Chaque jour*; 21 h. *Les Aventures de Don Quichotte*; 22 h. 10. L'ÉMISSION BELGE : 20 h. 15. Le grand extraordinaire; 20 h. 45. *Fantôme*, film d'A. Runebeke; 22 h. 20.

TELEVISION SUISSE ROMANDE :
20 h. 5. A vos lettres : 20 h. 20. Les
enquêtes du commissaire Maigret :
20 h. Les oiseaux de nuit : 22 h. 30.
Football.

Dimanche 23 avril

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30.
Hawaii 5-0 : 20 h. 30. Le Tzuzi, film de
D. de La Patellière.

TELE-ANTICARLO : 20 h.
Marcel Farnol (2) : 21 h. Le Tra-
film de J. Franckenthal.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20.
Les aventures du baron Von der
Trenck : 21 h. 15. Le 13 : le Porcu-
laccat : 22 h. 5. Débat.

TELEVISION SUISSE ROMANDE :
20 h. 5. Le Coiffeur aux chapeaux,
film de B. Wilder : 21 h. 30. Inten-
tions.

Lundi 26 avril

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30.
Jo Gallard : 20 h. 30. Une bonne
plaisanterie, film de T. Post.

TELE-ANTICARLO : 20 h. 30.
Programme non communiqué.

TELEVISION BELGE : programme
non communiqué.

TELEVISION SUISSE ROMANDE :
20 h. 15. La Télévision des Améri-
cains : 21 h. 55. Galeries Imaginaires.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-CULTURE : 2 h. 5
12 h. 30 19 h. 10 et 21 h. 5

**FRANCE INTER (sauf en ma-
ritime) :** 8 h. 20 et 19 h. 55.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-CULTURE : 2 h
12 h 30 19 h 30 et 23 h
FRANCE INTER (cette semaine)
19 h 30 et 23 h 55.

صبرنا من الامل

IDEES

LA GÉOGRAPHIE

par Maurice Le Lannou

UN PETIT LIVRE BLEU

J'ai mis trop pressé de présenter à mes lecteurs ce premier numéro du journal des géographes et historiens de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, où il était dit que la géographie n'avait que faire, ou si peu, ni de la promenade, ni du paysage, ni de la région, ni de la plupart des géographes en place, et qu'elle devait rejeter le pointillisme des lieux pour tirer d'une réflexion sur l'espace toutes les notions utiles à la conduite des peuples. Voici, en effet, que ces idées sont reprises et publiées par un maître connu, dans un petit livre... bien, qui en indignera beaucoup, mais ne lassera personne, tant il est de son vif, dégagé de toute convention et, sinon convaincant, du moins point ennuyeux pour un son (1).

Il n'est pas nécessaire d'exposer longuement la substance d'un ouvrage dont le titre parle assez net. Sans doute même pour suffire l'annonce des principaux arguments traités, qui est très proche de la table des matières, et que l'éditeur a, sans tard, imprimé en sommaire de couverture. On y aperçoit que notre vieille géographie, aujourd'hui critiquée dans l'école comme lourde et inutile, mais tenue pour « bon sens » et sans violence, est en réalité une discipline singulièrement dangereuse, multi-viée des États-majors, acquiescée à la recherche stratégique et constituée en un « redoutable outil de pouvoir ». C'est une arme qu'il convient d'arracher aux oligarques de la société bourgeoise pour l'utiliser en vue d'une autre politique. Entreprise malaisée : la chape traditionnelle qui pèse sur l'enseignement géographique est telle que les professeurs ne s'aperçoivent pas qu'ils sont en vérité des « mystificateurs », quand ils ne sont pas des « agents de renseignements ». Mais l'aube, nous dit-on, est en train de naître. Quand on aura persuadé le tyran que si, en dépit des efforts officiels pour la truffe, les sciences sociales plus exotiques, il en a « vu le bol de la glo », c'est qu'il ne distingue pas encore les vertus militantes de la spécialité, on aura fait le meilleur du chemin et démasqué une nouvelle hypocrisie du capital.

Ne croyant ni la société, ni l'État, ni même les États-majors ni machiavéliques, je ne puis suivre l'auteur dans l'essentiel de ses conclusions. Je regrette,

certes, de devoir rejeter cette alliance de gens bien intentionnés qui entendent sauver la géographie et obtenir qu'elle soit considérée et utile. Mais, même si j'admettais de faire avec eux, à cette fin, un peu de la route, cela ne saurait aller bien loin. Ils ont en vue un monde dialectiquement organisé que je ne parviens point à concevoir. Je réverrais plutôt, à propos de géographie, d'une réconciliation des hommes et des lieux telle que ceux-ci, exprimant la sagesse de ceux-là, ménagent en retour leur liberté.

Cette même position, beaucoup moins nostalgique qu'il ne paraît, est aussi celle d'un certain nombre d'auteurs dont les ouvrages, plus vite que n'est souhaité le chroniqueur, sont venus récemment en pile sur ma table. Ils ne sortent point tous de la même veine, tant s'en faut, mais précisément expriment, par leur diversité, le souci fondamental de ne pas laisser s'éteindre, sous le fallacieux prétexte du progrès, les vertus des traditions locales.

Je ne résumerai pas le recueil de Valentin Roussière, *A l'écoute de la Vendée*, qui est un assemblage de courts morceaux (2). Mais quelle saveur dans ces articles de journaliste curieux et sensible où se ramasse, à propos de la Vendée (un département, disait Jean Voie, devenu province), toute une éthique : « Le paysage est un livre ouvert pour celui qui veut le lire : il n'oppose pas les résumés, mais un humanisme personnel qui procure, au contact des personnes, parfois inconnues, qui font modèle et habitude, un équilibre intérieur, c'est-à-dire peut-être bien la vraie culture ».

Point de système, non plus, dans le livre d'Odou Vallet consacré au département des Hautes-Alpes sous le titre *Hommes et Nature en montagne* (3). L'auteur est pourtant plus près des sciences politiques — il les enseigne — que du journalisme, et il a le souci — c'est le titre d'un autre de ses ouvrages — de « l'administration de l'environnement ». Il voit parfaitement que les poli-

lutions de tous ordres sont le résultat d'invasions, de transferts, d'allongements divers, et que la haute montagne est impliquée dans ce drame d'une terre que des étrangers voudraient « figer » pour la plus aisément... consommer. Quel beau thème de géographie active ! Je noterais pourtant que notre défenseur de l'environnement montagnard ne fait guère confiance aux géographes de la jeune génération. Il leur reproche leur lourdeur imprécise et péroratoire, et l'on ne me croirait plus si je disais que je lui donne tout à fait tort. Soyons justes, pourtant. Quelles ressources dans les travaux de géographie, quelque éméphés qu'ils soient parfois dans les contraintes qu'impose... depuis 1968 plus que jamais — la loi universitaire ! Mais ce point de l'ajustement de la recherche, de l'expansion et de l'action reste bel et bien à régler.

Il est des géographes qui n'ont nul besoin que je les défende. Le petit volume que Louis Chabert — un « enseignant » — consacre à la Tarentaise, avec la collaboration non d'un vicar mais d'un curé savoyard, Lucien Chavoutier, me paraît remarquable à beaucoup d'égards (4). L'information est sûre, fine et actuelle. La doctrine — puisqu'il s'agit bien d'une réflexion sur la filiation d'un passé tenace et d'un présent tumultueux — est sans timidité, mais aussi sans armoirie. Il est simplement rappelé aux promoteurs que les dons de la nature ne sont ni inépuisables ni indifférents à la vie des habitants ; ainsi, des pelouses alpines, qui sont l'œuvre des hommes, du « fameux pin cembro sur lequel fiat fait actuellement même base pour ses magnifiques « auto-motiles », des eaux vives génératrices d'une énergie de « la catégorie la plus aristocratique », mais dont on soupaitrait qu'elle s'évaporait moins cyniquement. Chabert et Chavoutier ne sont en aucune façon des pamphlétaires. Ils voudraient que l'on cherchât mieux à concilier la loi du profit avec les exigences épiques du lien montagnard. Parmi ces exigences, il y a celles de l'histoire. « Le respect de l'héritage des vieilles générations apparaît comme la condition d'un

mariage heureux avec les temps modernes ».

Voici maintenant un ouvrage plus considérable et d'apparence plus savante... si tant est que ce ne soit pas être savant que de connaître et de célébrer son terroir. Mais ne nous y trompons pas : la thèse de Jean Renard sur « les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région cantaise » (il s'agit de la Loire-Atlantique, des bocages vendéens et des Mauges), n'est pas de celles qui noient sous l'appareil de la science la personnalité vivante des pays étudiés ; elle se lit dans la joie, tout autant que le petit livre de Valentin Roussière sur la Vendée, dont je disais plus haut l'agrément (5). Ce qui n'enlève rien, bien au contraire, à la finesse de ses analyses ni à la densité de ses conclusions. Ces régions méridionales du massif armoricain, pays bocagers « dominés par des structures sociales et hiérarchiques » sont longtemps restées en retard et en retrait. Elles sont aujourd'hui entraînées dans des transformations accélérées qui bousculent inégalement cet « archétype d'une société rurale figée ». En conséquence des bouleversements, on assiste à une différenciation progressive de ces bocages que caractérisaient, hier encore, leur unité et leur homogénéité. Et c'est la ville qui y préside, ce Nantes qui resta pendant plusieurs siècles « une ville de type insulaire n'irriguant guère l'espace régional » et prend maintenant les commandes d'une vaste étendue, tandis que « les citages sociaux et les espaces homogènes défont » selon des rythmes et des intensités qui diffèrent suivant les lieux et les hommes.

Sur ce point des chances inégales de l'innovation, Jean Renard a pu démontrer que la mise en mouvement, par l'ébranlement des structures économiques et foncières traditionnelles, a connu sa plus grande vigueur dans les pays qui se situaient proprement au cœur de ce bastion vendéen si fermement décrit, naguère, dans son monolithisme, par André Siegfried. Il ne s'en

étonne nullement. Ces pays robustes sont aussi « les régions de plus forte fécondité et de comportement socio-politiques les plus unanimes : le Haut-Bocage et ses marges nord-occidentales, le centre du Choletais, les communes au nord de Nantes et d'Ancenis... » C'est-à-dire des cantons que la jeunesse de leur population avait préservés de tout délabrement, et dont la cohésion permettait l'extension généralisée des transformations bénéfiques. L'auteur note la rôle considérable joué par l'initiative individuelle. Ce n'est pas la contradiction : les dynamismes singuliers sont d'autant plus efficaces que la société rurale d'alentour est plus solidement unie, fût-ce dans un « système archaïque ». Ailleurs, en milieu moins cohérent, il arrive souvent que l'initiative reste pionnière, sans vertu collective, et ne provoque qu'un faible mouvement de l'ensemble.

On devine la somme d'observations que ces diversifications d'un Ouest profond, naguère encore très uniforme, imposent, et qui imposent elles-mêmes le recours à une géographie de « perspective moderne », au carrefour de plusieurs sciences naturelles, humaines et sociales. L'ouvrage de Jean Renard ne décevra personne de ceux que la géographie conceptuelle suggérée par Marx n'a point encore tentée. Je lui souhaite bonne carrière.

- (1) Yves Lacoste : *La Géographie, ce sert, d'abord, à faire la guerre*, Ed. François Mouton, Paris, 1966, in-12, 127 pages, 12 F.
(2) Valentin Roussière : *A l'écoute de la Vendée*, La Roche-sur-Yon (chez l'auteur), 16, rue du Roc, 1975, in-8, 168 pages, 48 F.
(3) Odou Vallet : *Hommes et Nature en montagne*, Les Hautes-Alpes, Ed. Berger-Levrault, Paris, 1975, in-8, 200 pages, 48 F.
(4) Louis Chabert et Lucien Chavoutier : *Petite Géographie de la Tarentaise*, une vieille vallée depuis son étier, Ed. Berger-Levrault, Saint-Alban-Lesys, 1974, in-12, 190 pages, 21 F. Avec la collaboration d'Yves Brèche, Lucien Chavoutier avait précédemment publié une *Petite Histoire de la Tarentaise*, une vieille vallée racontée ses souvenirs, Ed. Xavier Miquet, Lyon, 1975, in-12, 136 pages, 18 F. Ces deux ouvrages sont en vente chez les libraires de Savoie ou chez l'un des auteurs (abbé L. Chavoutier, 72000 Aiguebelle).

(5) Jean Renard : *Les Évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région cantaise*, Ed. Le Cercle d'Or (18 F., in-12, 2500 Les Sablières d'Orléans), 1975, grand in-8, XV + 423 pages, 120 F.

HUMOUR

La loi de l'Ouest

Il y a bien longtemps qu'on l'a remarqué : dans la plupart des capitales d'Europe, les beaux quartiers, les quartiers chics, résidentiels, riches en un mot, sont à l'Ouest ; les quartiers populaires, laids, tristes et compactes sont à l'Est. A Paris, à Londres, à Berlin, enfin partout où presque, c'est ainsi. Les géographes, les urbanistes, les sociologues, les démographes, les gens les plus calés ont étudié le phénomène à fond. Ils l'ont mesuré, porté en noir et en couleurs sur cartes et graphiques, enstatistiqué dans les régies — mais l'explication ? Eh bien ! on n'en a pas donné, justement, d'explication. Enfin, aucune qui soit vraiment concluante. Dire que l'Ouest est plus huppé parce qu'on est tourné vers l'Amérique ou parce qu'on voit mieux et plus tard les couchers de soleil, tout de même, il faudrait être sérieux.

Non, l'explication, on l'aura largement attendue, mais la voici. C'est à cause du vent. En Europe occidentale, le régime dominant est celui des vents d'Ouest et, apparemment, l'Ouest-Ouest-Ouest-Nord-Ouest, Ouest-Sud-Ouest, etc.

Alors les riches sont allés se mettre du côté du vent, pour le recevoir les premiers, tout pur qu'il est à l'Ouest des villes : le vent, encore un peu salin sur les bords, tout frais et bien oxygéné d'avoir passé sur les campagnes et les forêts exclusivement. Ceux de la haute se sont installés là pour le respirer dans son intégralité originelle, le bon vent. Et, une fois qu'ils l'ont bien respiré, expiré, qu'ils ont commencé à l'user, à le détériorer, ils le laissent aller vers l'Est, où il y a plein de monde ordinaire, d'usure, de cheminées et toute sorte de cochonneries qui font de l'air quelque chose de défectueux, grisâtre, quasi irrespirable, tout juste bon pour les autres (on ne dit pas : pour les pauvres — cette opposition simpliste est bien dépassée, — mais enfin pour le tout venant, ce qui n'a pas droit aux produits d'origine).

Voilà pourquoi le Bois, Auteuil et Passy sont là où nous savons, le West-End du bon côté de Londres, Charlottenburg à Berlin tout ce qu'il y a de plus Ouest, Neoseden et Eszernau à gauche d'Oslo sur la carte, et ainsi de suite. Les exceptions sont là, comme ailleurs, bien entendues, pour confirmer la règle, et puis

attention, il faut chercher d'où vient le vent.

Et après ? Entends-je murmurer. — Quoi, et après ? Vous avez une loi, on vous apporte une belle loi toute neuve, et vous prenez des airs comme ci et comme ça ! M.M. Mariotte, Joule, Parkinson, Tutti et Quanti sont universellement célèbres pour avoir inventé des lois qui portent leur nom, on ne leur a pas demandé et après ? Une loi, une fois qu'on l'a, on l'applique, on la vérifie, on la fait servir, on en tire des tas de choses, c'est une autre boulot, ça fournit de l'ouvrage à quantité de gens.

Pardon ? Une formule ? Un énoncé bref, décisif, en forme de loi garantie ? A votre service, à l'instant, voici :

« L'Ouest des villes appartient à ceux qui ont su prendre le vent ».

Et maintenant, annotes vos encyclopédies, en attendant les rééditions.

JEAN GUICHARD-MEILL.

POINT DE VUE

La circoncision des femmes

J'AI lu récemment, au Kenya, un fait divers dont étaient victimes deux jeunes Anglaises. Elles essayaient de sortir des devises du pays, pour le compte d'un Hindou, moyennant une importante commission. Les deux filles furent arrêtées à l'aéroport de Nairobi. Le Kenya est chahuté par ces questions de devises. On jeta les deux Anglaises en prison, malgré les protestations du haut commissaire britannique qui faisait valoir leur très jeune âge. L'une n'avait que quatorze ans, l'autre seize. Que sait-on de la vie, lorsqu'on est à peine sorti de l'enfance, que l'on est tenté par des gains faciles, rapides, représentant une somme que jamais on ne toucherait même en travaillant d'arrache-pied pendant trois ans ?

On les relâcha au bout de quelques jours, dans l'attente de leur comparution devant la justice. En même temps, on fit clairement entendre que ces filles étaient loin d'être de bassesses tombées entre les griffes d'un trafiquant, mais des délinquantes qui avaient déjà

roulé leur bosse. Pourquoi ? Un examen médical avait établi qu'elles n'étaient plus vierges.

A partir de là, je n'ai plus suivi l'affaire, convaincue que non seulement l'argument majeur de leur défense — à savoir leur candeur — venait d'un seul coup d'être anéanti, mais qu'elles auraient certainement les juges contre elles. Il ne pourrait en être autrement, l'agression de petites dévergondées qui s'étaient déjà « envoyées en l'air ». A cet âge-là ! Si, au lieu de deux filles, il s'était agi de deux garçons, il aurait été impossible d'établir leur innocence à partir de leur vie sexuelle.

Je suis, peu après, tombée sur un autre fait divers, qui se passait cette fois en Italie. Dans une institution pour jeunes filles dévotement, tenue probablement par des religieuses, les mineures dont on savait qu'elles n'étaient plus vierges subissaient, de la part des surveillantes, d'humiliantes et incessantes brimades. Là encore, cela ne se serait pas produit s'il s'était agi de garçons. Les coureurs du cœur des ma-

gazines féminins nous renseignent abondamment sur la mentalité masculine à propos de la virginité.

Telle jeune fille ne put jamais surmonter le choc émotionnel infligé par son partenaire qui exigeait d'elle des aveux complets sur des faits qui ne concernaient qu'elle. Telle autre eut sa vie conjugale brisée, alors qu'elle venait à peine de l'enterrement, quand le mari constata la disparition de cette jeune brune tannée. Une troisième fille, séduite à un âge tendre, mais consentante, fut menée chez le médecin par son père pour constater son état, et aussitôt obligée d'épouser le garçon qui avait commis le « crime », alors qu'elle n'envisageait pas encore de se marier. Je passe sous silence d'autres épisodes qui se déroulent encore de nos jours dans des régions reculées et bien peuplées de Portugal, où des filles deviennent d'urgence des vierges en recourant à une habile chirurgie afin de ne pas manquer un époux avarié, mais intriguant sur le chapitre de la chasteté préma-

tiale. Et que dire des habitudes encore en vigueur dans la plupart des pays d'Afrique du Nord ou, au lendemain de la nuit de noces, la mariée est tenue de montrer à la belle-famille des draps tachés de sang, faute de quoi elle risquerait d'être renvoyée chez elle, sa réputation perdue à jamais ?

Que procure-t-elle, de nos jours, la virginité, sinon des ennuis ? On la dit, une valeur démodée, mais ces exemples, parmi d'autres, ne prouveraient-ils pas le contraire ?

Il est grand temps que le bistouir intervienne pour gommer toutes traces du premier rapport sexuel de la femme. Qu'on ôte cette membrane gênante, tout comme on enlève les amygdales. A l'âge de six ou de sept ans, par exemple. Ce serait plus radical et plus expéditif que d'essayer de convaincre les foules de renoncer à des préjugés farouchement enracinés.

Tout le monde y trouverait son avantage : les pères de famille, virilement obédés par la virginité de leurs filles ; les filles qui n'appréhenderaient plus cette « première fois », qui s'accompagne souvent de quelques douleurs. Est-ce que cela risquerait de pousser les filles à la débauche ? Non certes, car ce n'est pas cette membrane qui les retiendrait de se donner à un homme, puisque la pilule est là et qu'elles n'ont rien à craindre.

Il faut reléguer la virginité aux antiquités. Que ne l'a-t-on pas fait plus tôt ? Tant de choses, peut-être, auraient changé dans le cours de l'histoire. Le concile de Trente, par exemple, n'aurait pas eu à discuter et à soutenir une thèse difficile à admettre — celle de la Vierge et Mère, les deux termes étant impossibles à reconnaître, — ce qui eut pour effet de partager la chrétienté et donna naissance aux religions schismatiques du nord de l'Europe. La « Puella d'Orléans » n'aurait pas exercé la même fascination et peut-être ne serait-elle jamais passée à l'histoire.

De même, l'imagerie poétique et l'honnêteté ridicule des vierges folles et des vierges sages nous auraient été épargnées. L'année de la femme vient de se terminer. A mon grand étonnement, ce sujet n'a pas été abordé. Il serait temps d'y songer.

PIA PAOLI.

MENUS

La décadence de la « grande bouffe »

« L'A grande bouffe » : l'expression est passée dans le langage familier. A nous saumon fumé, foin gras, dinde, oie, gigot, bûche, pudding, glace, chocolat, marron glacé, spérif, vin, champagne, pousse-café... Comment un estomac moyen peut-il tolérer tout ce qu'on y enfourme. En période de fêtes, l'indigestion, la gueule de bois et autres maux aux cheveux sont garantis aux gourmands. Et pourtant la grande bouffe actuelle n'est rien à côté de celle du siècle dernier. Aucun menu de banquet d'aujourd'hui n'approche — et de loin — les repas officiels d'autrefois. Tel, par exemple, ce dîner, servi aux Tuileries le 6 janvier 1820 (1) et que nous ne saurions, de nos jours, offrir aucun régime politique : — Deux potages : printanier de santé ; brique d'écrevisses. — Quatre grosses pièces : faon de daim à la broche ; turbot sauce aux truffes ; carpe à la Régence ; casseroles aux ris Saint-Hubert. — Sautez entrées : flet glacé aux tomates ; sauté de filet de perdrix aux truffes ; grenadine de filets de lapereaux à la Toulouse ; côtelettes de chevreuil à la Souabe ; filets de côtes à la Villeroi sauce vénitienne ;

quenelles de volailles au consommé réduit ; hâtelets à la Bellevue à la gelée ; escalopes de levrauts au sang ; poularde à l'estragon ; cro-mauk au velouté ; blanquette de filets de poularde à la Cont ; perche à la valaisienne ; poulets à la reine à la Chivry ; petits pâtés à la béchamel ; filets d'agneaux aux pointes d'asperges ; purée de gibier à la polonaise.

— Quatre grosses pièces : bûisson d'écrevisses ; sultane à la Chantilly ; soufflé au fromage ; jambon de sautier glacé.

— Trois plats de rôtis : faisan de Bohême ; perdreau rouge ; bécasse du Morvan.

— Sautez entrées : asperges en branches ; chou-fleurs au persennet ; champignons à la provençale ; truffes au vin de Champagne ; salade à l'essence ; épinards au consommé ; sauté à la piémontaise ; concombre au consommé ; gelée d'oranges ; crème à l'anglaise ; panachés aux citrons confits ; œufs pochés au jus ; gâteaux soufflés ; macaroni à l'italienne ; pommes au beurre de Vanvres ; gâteaux à la flamande ; deux pombrières extra.

— Desserts.

Quittons les palais et passons aux maisons bourgeoises de la fin du siècle dernier. *Le Cuisinier cordon-bleu de la famille*, publiée en 1899, propose un menu-type pour un dîner d'hiver rassemblant dix à quinze convives :

PREMIER SERVICE
Potage : riz à la Crêpe ; potage aux nouilles. Hors-d'œuvre chauds : bouchées à la reine ; croquettes de volaille. Réserve : flet de brochet. Entrées : côtelettes jardinières ; porc aux choux ; canard aux olives ; ris de veau piqués à la chicorée.

DEUXIEME SERVICE
Rôt : chapon au créon. Entrées : bûisson d'écrevisses ; charlotte russe ; cardons au jus ; petits pois au sucre.

TROISIEME SERVICE
Desserts : assiette de fruits, compotes ; bûissons glacés ; meringues à la crème ; petits fours ; confitures ; baba.

Trois repas de mariage

Plus on descend vers l'époque actuelle, plus les estomacs rétré-

cissent. Témoins, ces trois menus servis respectivement en 1884, 1919 et 1950 pour les mariages de la grand-mère, de la mère et de la fille d'une même famille.

1884 : potages tapioques et Saint-Germain ; petites salades à la financière, filets de soles à la diable ; jambon York glacé Madère, canetons à la Rochefort, sautes d'agneau au chevreuil, timbale de homards à l'américaine ; marquises au champagne ; chapons de La Flèche, salade, aspic de foin gras truffé ; asperges en branches, suprême de fruits, glace Nélistko ; dessert.

1919 : bouchées financières ; filets de soles bonne femme ; œufs de perdreaux Périgueux ; sauté d'agneau Richelieu ; salade ; petits pois au beurre ; pudding de cabinet, petits fours glacés ; fruits.

1950 : soles normandes ; poularde rôtie pommes dauphines ; salade ; baba ; fraises au Grand-Marnier.

A quel auront droit les petites-filles et arrière-petites-filles ?

YVONNE KEBEYROL.

(1) Cité dans *l'Art culinaire français*, édité par Flammarion.

FAITS DIVERS

A la même heure, à Paris
**DEUX ATTENTATS A L'EXPLOSION
SONT COMMIS
DANS LE 8^e ET LE 16^e
ARRONDISSEMENTS**

Une violente explosion s'est produite au cours de la nuit du 16 au 17 avril, peu avant 0 h. 30 dans un immeuble situé 25, avenue Matignon à Paris-8. Un incendie s'est aussitôt déclaré, dévastant le rez-de-chaussée et le premier étage et endommageant les étages supérieurs. Lors de l'intervention des sapeurs-pompiers, une deuxième explosion, plus faible, a eu lieu, mais l'incendie a pu être maîtrisé une heure plus tard. Il semble qu'il s'agisse d'un attentat, mais les enquêteurs n'ont pas encore, samedi matin, déterminé les causes exactes de l'explosion. Dans ce bâtiment de cinq étages, de construction récente, propriété de l'Union des assurances parisiennes (U.A.P.), sont installés les bureaux de diverses sociétés commerciales.

Au même moment, un engin explosif, de plus faible puissance, a éclaté devant un immeuble d'habitation situé 5, square des Ecrivains - Combattants morts pour la France, près du boulevard Suchet, dans le 16^e arrondissement. La façade de cet immeuble, voisine de ceux des ambassades de Syrie et de Côte-d'Ivoire, a été endommagée. Les policiers ignorent s'il y a un rapport entre cet attentat et l'explosion de l'avenue Matignon.

Une charge de dynamite a été découverte le 16 avril à proximité des bâtiments du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis). L'engin était dissimulé dans un buisson. Les artificiers ont pu le désamorcer alors que le mouvement d'horlogerie était sur le point de déclencher la mise à feu. La veille, un autre engin explosif avait été découvert à l'intérieur du palais de justice de Versailles (le Monde du 17 avril).

POLICE

LE PLAN DE SÉCURITÉ DE M. PONIATOWSKI

« Il n'apparaît pas que de nouvelles dispositions légales soient nécessaires » estime l'Association nationale des avocats

Après l'adoption par le conseil des ministres du 7 avril de quatre projets de loi constituant le plan de sécurité proposé par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, le bureau de l'Association nationale des avocats a, « sous réserve d'une étude attentive des textes de ces projets et de leurs exposés des motifs », tenu à faire connaître dès à présent que « s'il est du devoir des pouvoirs publics d'assurer la protection de tous les citoyens sur la voie publique, il n'apparaît pas que de nouvelles dispositions légales soient nécessaires ni même utiles pour y parvenir. Les moyens dont disposent les forces de l'ordre pour procéder aux vérifications et contrôles qu'exigent la sécurité, leur ont jusqu'ici permis, et parfois dans des conditions singulièrement plus difficiles, de remplir leur mission. »

« Il serait donc particulièrement grave, ajoute l'A.N.A., d'instituer un régime de contrôles dont la nature et la durée pourraient être laissées à la seule appréciation des forces de l'ordre, et par

conséquent à leur discrétion. L'A.N.A. appelle donc toutes les associations professionnelles de magistrats, d'avocats et de la presse judiciaire, réunies au sein du comité « Justice pénale nouvelle », et tous les avocats dans leur ensemble, défenseurs traditionnels privilégiés de la liberté individuelle, à protester contre de tels projets et à agir pour demander et obtenir la suppression de toutes les dispositions contraires au strict respect de cette liberté. »

« En ce qui concerne, d'autre part, ceux des projets qui tendent à rendre plus sévères les conditions de réduction des peines ou de libération conditionnelle », l'A.N.A. rappelle « son attachement au principe de la personnalité des peines et de leur exécution, et elle s'oppose à la mise au point par les services de la chancellerie d'un projet qui est en contradiction avec la politique pénale et carcérale » de ces dernières années, et qui tend de surcroît à rendre incohérente ou illusoire l'institution du juge de l'application des peines. »

PRESSE

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a été une « vigoureuse protestation », dans un communiqué publié vendredi 16 avril, contre le matraquage dont avait été victime la veille un reporter photographique de l'agence Rapho, M. Patrick Guiz, blessé au visage sur le boulevard Raspail pendant la manifestation de étudiants à Paris.

Cette agression, que rien ne vient justifier, ajoute le communiqué, est intervenue alors que votre confrère « se trouvait en train de faire son métier et que la police n'était nullement menacée par les manifestants qui se trouvaient relativement loin. »

Ce même syndicat proteste contre le choix imposé par M. Robert Hersant aux journalistes du bureau parisien de Paris-Normandie d'« accepter des mutés à l'AGPI, une agence créée de toutes pièces, ou de s'en aller ». Le S.N.J.-C.G.T. estime qu'il s'agit, « en réalité, d'un pas de plus vers la liquidation de la rédaction de Paris-Normandie, qui s'accompagne de la participation de grandes signatures du Figaro dans le quotidien rouennais... »

« À l'heure où encore une fois les problèmes de l'emploi qui vont se poser, pour toutes les catégories, dans tous les journaux du groupe Hersant », conclut le communiqué.

JUSTICE

Après un différend sur la « surveillance » d'une famille

Des éducateurs sociaux de Sarcelles s'opposent à un juge pour enfants du tribunal de Pontoise

Les éducateurs sociaux de Sarcelles sont en conflit avec un juge des enfants de Pontoise qui, après un différend sur l'attitude à prendre à l'égard d'une famille, a décidé de ne plus leur confier de nouvelles mesures d'assistance éducative.

Le Parisien libéré (l'Oise-Matin) titrait à la une, le 22 février dernier : « Fillette martyre à Villiers-le-Bel ; Salima (dix-huit mois) mordue et brûlée par ses parents ». Le corps de l'arabesque Salima, âgée de dix-huit mois, était dans un état de « brûlures de cigarettes » et concluait : « L'enfant s'en sortira assurément. Les juges sont peut-être plus à plaindre, qui auront à statuer sur le cas de ses parents. »

Les faits sont loin d'être aussi clairs. M. Z., de nationalité algérienne, est arrivé en France il y a six ans. Il a été rejoint par sa femme trois ans plus tard. Ils se sont installés au début de l'année 1975 à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), où M. Z. avait trouvé un emploi dans une entreprise de travaux publics. Ils ont vécu jusqu'en décembre dernier dans une seule pièce, notablement insalubre. Le père gagnait 1 800 F par mois (moins en hiver), et, à cause du changement récent de département, les allocations familiales n'étaient pas versées.

Le 16 septembre, après un conflit familial particulièrement aigu, Mme Z. portait plainte contre son mari pour coups et blessures sur elle-même et sur son dernier enfant, Salima. Celle-ci, souffrant d'un traumatisme crânien, fut hospitalisée à Gonesse.

La direction départementale de l'action sanitaire et sociale confia le 2 décembre à un service d'éducateurs sociaux de Sarcelles, dépendant de la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Val-d'Oise — le soin de suivre cette famille. A la fin du mois, après des démarches entreprises depuis plusieurs mois par l'assistante sociale de la caisse d'allocations familiales et par l'assistante sociale de secteur, la famille

emménagea dans un F4 neuf, avec pour tout mobilier une petite table, deux chaises et des couvertures. Le 22 décembre, Mme Cécile Petit, juge des enfants à Pontoise, se substitua à la D.D.A.S. et confia à la Sauvegarde de Sarcelles une « mesure d'éducation en milieu ouvert ».

A cette époque, la situation semblait s'être assainie. Chaque semaine la mère conduisait ses enfants chez le médecin de la P.M.I. (protection maternelle et infantile) et, de plus, une infirmière de la P.M.I. intervenait régulièrement pour donner à la mère des conseils de nutrition et d'hygiène.

Trois semaines de prison pour les parents

Vers le milieu du mois de février dernier, M. Z., qui protestait contre le non-paiement de ses heures supplémentaires, quitta son chantier, ignorant sans doute qu'il perdait ainsi ses droits aux allocations de chômage. Mme Z., de son côté, de nouveau enceinte, tentait sans succès et contre l'avis de son mari de se faire avorter. Pendant une semaine la famille vécut de bons aliments et d'une allocation exceptionnelle de la D.D.A.S.

Dans la soirée du 23 février, Mme Z. alla se plaindre à la gendarmerie de son mari, qui, disait-elle, l'avait battue et mise à la porte. Les gendarmes intervinrent alors et emmenèrent la famille. Les parents furent incarcérés. Ils restèrent trois semaines en prison. Salima, qui portait plusieurs bleus, des traces de morsure et, semble-t-il, une brûlure pouvant être imputée à une cigarette, fut hospitalisée. L'expert mit cependant trois semaines avant d'examiner. Les deux enfants furent placés dans un établissement de la D.D.A.S. Le 24 février, sans demander à entendre son point de vue, le juge des enfants désigna la Sauvegarde de Sarcelles et l'informa qu'il ne lui confierait plus de nouvelle famille. Mme Petit fait saleté grief aux éducateurs de ne pas lui avoir signalé que la santé de l'enfant était en danger, ce qui, disait-elle, lui aurait « permis de prendre les mesures nécessaires ».

La crainte du gendarme

Trois jours plus tôt, un médecin de la P.M.I. avait vu Salima et avait constaté les traces de morsure mais elles étaient visiblement le fait de la bouche d'un enfant. Il avait alors demandé que le frère de Salima, Abdelhadi, âgé de quatre ans, soit admis à la cantine de l'école maternelle, sa mère ne pouvant le laisser seul avec les autres enfants. La plupart des travailleurs sociaux, qui sont intervenus auprès de la famille ont pu constater la jalousie agressive de ce petit garçon, qui frappait sa sœur et la pinçait aux joues.

Depuis lors, Salima a été placée dans une famille. Ses parents ignorent où elle se trouve. Les deux autres enfants sont toujours dans l'établissement de la D.D.A.S. Quand les parents ont demandé à les reprendre, à leur sortie de prison, le juge des enfants a envoyé la gendarmerie photographier leur appartement : l'absence de meubles suffisait à justifier un refus. M. Z. vient de retrouver un emploi (il craint des écarts), le rappel des allocations familiales est enfin annoncé et les parents vont pouvoir acheter des meubles.

Que la juge des enfants ait, selon les éducateurs, surtout tenu compte du point de vue de la gendarmerie révèle à leurs yeux un conflit de fond. Mme Petit, disent-ils, a exprimé à plusieurs reprises le désir de voir les éducateurs remplir avant tout leur devoir d'auxiliaires de la justice en exerçant une fonction de « surveillance » des milieux les plus déshérités. Ils ajoutent avoir hésité dans tel ou tel cas à informer le juge de ce qui pouvait se passer dans une famille car son réflexe est trop souvent, disent-ils, d'envoyer les gendarmes.

De son côté, Mme Petit, se retenant de déclarer le secret professionnel, s'est refusé à toute déclaration.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

La C.F.T. a porté plainte contre X... après l'attentat à l'explosif contre le local de la rue Saint-Marc à Paris (le Monde du 17 avril), local toujours loué par la C.F.T. mais utilisé à la fois par la C.F.T. et la tendance qui l'a quittée pour créer l'U.F.T. L'attentat aurait détruit des documents qui auraient pu servir à une plainte de la C.F.T. contre l'U.F.T. que dirige M. Stankovic.

SPORTS

Football

LE BAYERN MUNICH ÉMET DES RÉSERVES SUR LA DATE DE LA FINALE DE LA COUPE D'EUROPE

Le Bayern Munich, vainqueur des deux dernières coupes d'Europe des clubs champions, a émis une réserve relative à la date de la finale de la coupe 1976 qui opposera à Saint-Etienne le 12 mai à Glasgow, en Écosse. La direction du club de R.F.A. craint que la rencontre ne soit concurrencée, au double plan de la recette et de l'affluence, par le match Écosse-Angleterre qui doit avoir lieu trois jours plus tard à Glasgow. Pour tenter d'obtenir une autre date, le Bayern Munich a effectué deux démarches : l'une auprès de l'Union européenne (UEFA) afin d'attirer son attention à propos de cet éventuel préjudice, l'autre auprès de Saint-Etienne pour exposer le bien-fondé de son argumentation. En revanche, le club allemand a démenti avoir demandé que le lieu de la finale soit changé et qu'une ville du continent européen soit préférée à Glasgow.

DEUX JOUEURS DU STADE RENNAIS CONDAMNÉS POUR RUPTURE DE CONTRAT

(De notre correspondant.)

Rennes. — Le tribunal d'instance de Rennes, statuant en matière prud'homale, a condamné mercredi 14 avril, les joueurs de football professionnels Raymond Kérouzard et Loïc Kerbiriou à verser respectivement 115 500 F et 145 976 F au club le Stade Rennais.

Le tribunal a considéré que « la rupture des contrats de travail, en date du 22 et 18 juillet 1975, par lesquels Loïc Kerbiriou et Raymond Kérouzard se sont engagés à pratiquer le football en qualité de joueurs professionnels au Stade Rennais, pour une durée de quatre saisons, leur incombait ».

En juin 1975, les deux joueurs apprenant qu'ils étaient inscrits sur la liste des transferts, ont demandé au club de leur verser la somme de 10 millions de francs, ce qui leur permettait de quitter le club. Le tribunal a estimé que le Stade Rennais ne respectait pas leurs contrats de travail et avait quitté le club.

Le 18 septembre 1975, la commission juridique du groupement professionnel avait donné tort aux deux joueurs, qui avaient continué pendant leur éviction de l'équipe à percevoir leur salaire. Ayant porté l'affaire devant le tribunal d'instance, ils n'avaient pas interjeté appel de cette décision du groupement. En revanche, Raymond Kérouzard, qui évolue désormais dans les rangs de l'équipe de Laval, et Loïc Kerbiriou, qui porte les couleurs de Penmarch (Finistère), ont décidé d'interjeter appel de ce jugement du tribunal d'instance.

Tennis

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE REFUSE D'EXCLURE LA RHODÉSIE ET L'AFRIQUE DU SUD

Palma-de-Majorque (U.P.I.). — Le président de la Fédération internationale de tennis, M. Berek Hardwick, a rendu public le communiqué suivant, mercredi 15 avril, après la réunion des dirigeants de la fédération qui s'est tenue à Palma-de-Majorque : « Nous avons reçu une communication des Nations unies qui nous demandait d'exclure la Rhodésie. Nous les avons informés que nous sommes une organisation apolitique et que les Nations unies, qui n'appartiennent pas à notre organisation, n'ont aucun droit à diriger nos décisions. »

M. Hardwick a encore précisé que l'Union soviétique et la Bulgarie avaient déposé une demande d'exclusion visant l'Afrique du Sud, mais que la réponse de la Fédération avait été négative.

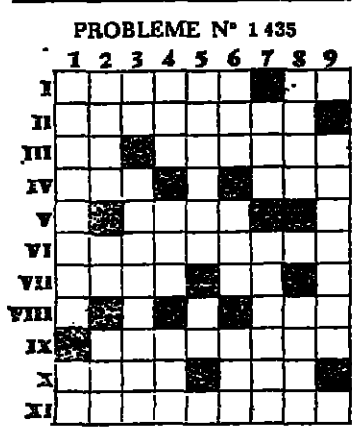
ATHLÉTISME. — Marie-Françoise Dubois, détentrice des records de France des 800 et 1 500 mètres, ne participera pas aux Jeux olympiques de Montréal.

Cette décision a été annoncée vendredi 16 avril après avoir été rendue médicale qui a permis de déclarer une fracture entaillée de la rotule du genou droit.

FOOTBALL. — Dans un match en retard de la trentième journée des championnats de France de première division, Lille a battu Bordeaux par 3 buts à 2.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Leurs regards livrent quelques-uns de leurs secrets ; Ne détaille jamais. — II. Une bonne note. — III. Appartient déjà au passé. — IV. Disparaît. — V. Sont destinées à être jetées ; A une gorge. — VI. Pleuse inscription. — VII. D'une douceur affective. — VIII. Pas acquis ; Points opposés. — IX. Que l'on peut réclamer. — X. Manquent de discrétion. — XI. Dans l'Orne ; Bronze d'Extrême-Orient. — XII. Supplément des corps gras.

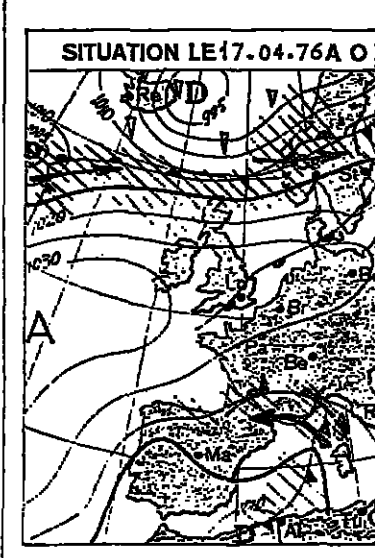
VERTICALEMENT
I. M. Partagé. Abréviations. — II. L'avis à l'attention. — III. Démontre. — IV. Est en « état de surveillance » ; Indique. — V. Cours étranger ; Sur une rose. — VI. Ne se laisse pas déborder ; Elle prise (épée). — VII. Vers des régions climatiques ; Exportation ancestrale ; Fonce dans un certain sens. — VIII. Se rend en soufflant, en tapant, en grattant ; Dont la charpente n'est pas apparente. — IX. Prénom féminin ; Recrute le dimanche. — X. Tendent donc moins de place.

Solution du problème n° 1434
Horizontalement
I. Diamantaire : Tas. — II. Ornes : Orés : Ap. — III. Réa : Tig. Paris. — IV. Un : Bahi : Cismas. — V. Réa : Corsetier. — VI. Polte : SR. — VII. Lits : Veto : Abbé. — VIII. Cans : Evian ; Elu (campagne électorale). — IX. Zéro : Essai. — X. Boule : Serinette. — XI. Solo : X. X. — XII. Bre : Ecosse. — XIII. La : Genou ; Alés. — XIV. Fessu : Relieur. — XV. Etal : Frousses.

Verticalement
I. Demure : Cervelle. — II. Irène : La. — III. A. : Ana : Epineuse. — IV. A. : Me : Ota : La. — V. As : Acis : Zélie. — VI. Thor : Enns. — VII. Toi : Revers : Coup. — VIII. Argus : Evos. — IX. Le : Senti : Rus ; Ra. — X. Réa : Nanian. — XI. Réra : Set. — XII. Tater : Bestiales. — XIII. Apis : Biets ; Eue. — XIV. Sis : Apuré ; Jara.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



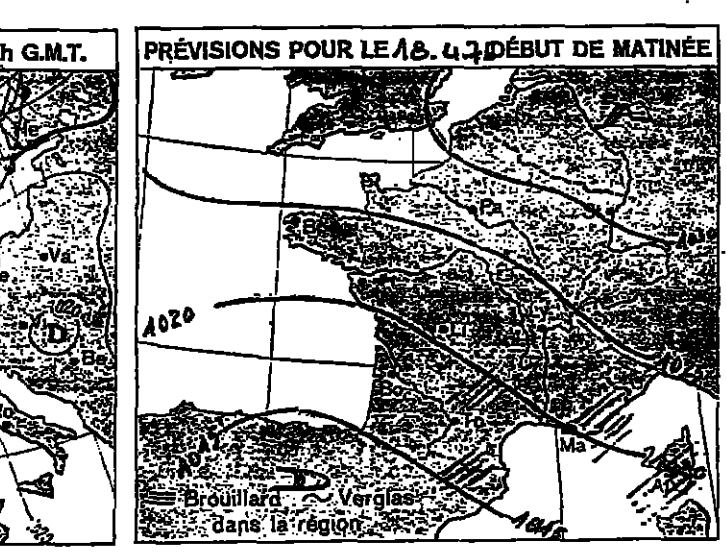
Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige ▼ aversees ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 17 avril à 9 heures et le dimanche 18 avril à 24 heures :
Les hautes pressions d'Europe occidentale prolongeront encore la France du courant de perturbations qui traverse le littoral de la nuit du 16 au 17 avril ; le ciel sera nuageux mais les masses d'air instable du Bassin méditerranéen maintiendront un temps orageux dans le Midi.

Dimanche, de la Corse et des Pyrénées aux Alpes du Sud et aux Charentes, le temps sera souvent très nuageux et il y aura encore des orages orageux. Les vents du sud-est seront modérés et irréguliers. Sur le reste de la France le temps sera généralement ensoleillé après la disparition des brumes matinales, mais les nuages seront plus nombreux, surtout le matin, près de la Manche et de la mer du Nord. Les vents de secteur est seront faibles ou modérés, les températures maximales s'élèveront un peu par rapport à celles de samedi.

Le Monde
Service des Abonnements
15427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4217-23
ABONNEMENTS
6 mois 6 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
S.C.O.M.M. (Sout Algérie)
90 F 160 F 232 F 360 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
141 F 270 F 408 F 530 F
ÉTRANGER
par mandats
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 408 F
II. - TUNISIE
125 F 221 F 337 F 440 F
Par voie aérienne
tous sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser l'indication de régler tous les noms propres en caractères d'imprimerie.



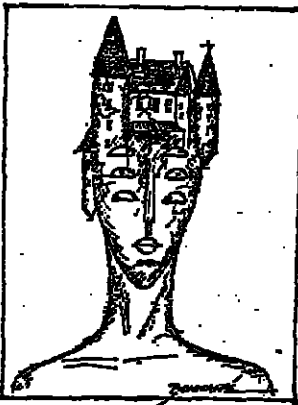
Evolution probable du temps en France entre le samedi 17 avril à 9 heures et le dimanche 18 avril à 24 heures :
Les hautes pressions d'Europe occidentale prolongeront encore la France du courant de perturbations qui traverse le littoral de la nuit du 16 au 17 avril ; le ciel sera nuageux mais les masses d'air instable du Bassin méditerranéen maintiendront un temps orageux dans le Midi.

Dimanche, de la Corse et des Pyrénées aux Alpes du Sud et aux Charentes, le temps sera souvent très nuageux et il y aura encore des orages orageux. Les vents du sud-est seront modérés et irréguliers. Sur le reste de la France le temps sera généralement ensoleillé après la disparition des brumes matinales, mais les nuages seront plus nombreux, surtout le matin, près de la Manche et de la mer du Nord. Les vents de secteur est seront faibles ou modérés, les températures maximales s'élèveront un peu par rapport à celles de samedi.

Températures, les premières citées indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 16 avril ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 avril ; le troisième, le minimum de la nuit du 17 au 18 avril ; le quatrième, le minimum de la nuit du 18 au 19 avril ; le cinquième, le minimum de la nuit du 19 au 20 avril ; le sixième, le minimum de la nuit du 20 au 21 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 avril ; le huitième, le minimum de la nuit du 22 au 23 avril ; le neuvième, le minimum de la nuit du 23 au 24 avril ; le dixième, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril ; le onzième, le minimum de la nuit du 25 au 26 avril ; le douzième, le minimum de la nuit du 26 au 27 avril ; le treizième, le minimum de la nuit du 27 au 28 avril ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 28 au 29 avril ; le quinzième, le minimum de la nuit du 29 au 30 avril ; le seizième, le minimum de la nuit du 30 au 1^{er} mai ; le dix-septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e mai ; le dix-huitième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e mai ; le dix-neuvième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e mai ; le vingtième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e mai ; le vingt-et-unième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e mai ; le vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e mai ; le vingt-troisième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e mai ; le vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e mai ; le vingt-cinquième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e mai ; le vingt-sixième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e mai ; le vingt-septième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e mai ; le vingt-huitième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e mai ; le vingt-neuvième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e mai ; le trentième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e mai ; le trente-et-unième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e mai ; le trente-deuxième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e mai ; le trente-troisième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e mai ; le trente-quatrième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e mai ; le trente-cinquième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e mai ; le trente-sixième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e mai ; le trente-septième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e mai ; le trente-huitième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e mai ; le trente-neuvième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e mai ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e mai ; le quarante-et-unième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e mai ; le quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e mai ; le quarante-troisième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e mai ; le quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e mai ; le quarante-cinquième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e mai ; le quarante-sixième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} juin ; le quarante-septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e juin ; le quarante-huitième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e juin ; le quarante-neuvième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e juin ; le cinquantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e juin ; le cinquante-et-unième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e juin ; le cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e juin ; le cinquante-troisième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e juin ; le cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e juin ; le cinquante-cinquième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e juin ; le cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e juin ; le cinquante-septième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e juin ; le cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e juin ; le cinquante-neuvième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e juin ; le sixtième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e juin ; le soixante-et-unième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e juin ; le soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e juin ; le soixante-troisième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e juin ; le soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e juin ; le soixante-cinquième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e juin ; le soixante-sixième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e juin ; le soixante-septième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e juin ; le soixante-huitième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e juin ; le soixante-neuvième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e juin ; le septième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e juillet ; le septième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} août ; le septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e août ; le septième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e septembre ; le septième, le minimum de la

ARTS ET SPECTACLES

Culture



Reims, sa charte et ses loisirs

Deuxième ville française pour l'équipement socio-culturel après Grenoble, Reims doit ce rang (établi par les statistiques officielles) à ses vingt gymnases, à ses huit complexes sportifs-écoles, à sa piscine-jardin, à son stade-velodrome, à son centre équestre, à sa future Maison des sports, à son hall des expositions, à son stade-velodrome, à ses quatre Maisons des jeunes et de la culture, à ses musées, à sa bibliothèque... et à sa Maison de la culture, qui a été créée en 1971 par le maire, Robert Hoessein. Une grande maison s'élève cette année par une subvention municipale de 444 millions. Mais pour certains, un établissement de prestige, dont la santé nuit à celle d'autres institutions plus « sociales », et qui dépend trop étroitement de la présence d'un homme de théâtre et de son équipe. Que se passera-t-il si Robert Hoessein — il en est question — va renouer à Paris les liens de ses relations rémoises ?

Bilans et controverses : quatre étudiants de troisième année à l'Institut des relations publiques (I.R.P.C.S.) avaient invité pour un soir à la même table Jean-Louis Schneider, adjoint de M. Jean Taittinger, Alain Lavador, président de la fédération régionale des M.J.C., Christian Brui, sociologue, Robert Fay, du quotidien local « l'Union », et le directeur des relations publiques de la compagnie Robert Hoessein. L'appartenance de ce dernier justifiait sans doute, en partie, la brièveté des débats relatifs à la « cathédrale » culturelle régionale. Mais un chiffre l'espérait mieux encore : 88 % des ouvriers rémois n'ont jamais pénétré la porte de la Maison André Malraux ; 25,7 % des cadres supérieurs et des professions libérales la fréquentent ; singulière remise en place et en perspective du « phénomène Robert Hoessein » (une fréquentation à 100 %, une percée unique en province). Salles comblées ne signifient pas forcément adoption unanime.

Ces chiffres ressortaient d'un sondage effectué par les quatre étudiants de l'I.R.P.C.S. au cours de trois mois, auprès de trois mille habitants de Reims et de sa périphérie, selon l'échantillonnage établi par l'INSEE en 1968. Trois cents réponses, deux cent cinquante retenues, sur la façon dont les différentes catégories socio-professionnelles occupent leurs loisirs, si elles en ont.

Une charte avait été signée, le jour même, par MM. Jean Taittinger et Michel Guy. Les principaux chapitres du document concernent les musées, l'architecture, la musique (théâtre à Reims, six mois par an, de l'orchestre de chambre Jean-François Paillard), le théâtre populaire (auquel devraient être fournis les moyens de devenir centre dramatique national), la bibliothèque, les archives et l'archéologie. L'élaboration de ces projets, en principe cofinancés par le secrétariat d'Etat et la ville, venait malheureusement à la suite des doléances répétées du représentant des M.J.C. déplorant le désengagement progressif de l'Etat (qui n'assure plus, actuellement, qu'à 0,1 % le budget de fonctionnement de ce genre d'établissement). « Le système des chartes est quand même un moyen d'attacher l'Etat à s'engager », a long terme dans une politique culturelle régionale », a dit l'adjoint au maire de Reims. Un « quand même » qui en dit long.

ANNE REY.

Théâtre

« L'ÉVEIL DU PRINTEMPS » à l'Odéon

« Comment les enfants découvrent-ils la sexualité normale ? » Ainsi Freud définit-il en 1907 l'argument de la pièce de Frank Wedekind, « L'Éveil du printemps », créée en 1906 à Berlin. Freud précise, parlant de cette pièce : « Ce n'est pas une grande œuvre d'art, mais elle restera comme un document. »

L'Éveil du printemps est une longue suite de longs dialogues théoriques où Frank Wedekind étudie l'opposition des enfants aux parents et aux professeurs. Petites filles et petits garçons ont des leçons à apprendre, des devoirs à faire, des examens à préparer, mais trouvent plus urgent de s'informer sur les réalités sexuelles et d'en pratiquer à l'aveuglette quelques-unes. L'aspect contestataire et « sexologique » de cette pièce incite aujourd'hui de jeunes metteurs en scène à essayer de donner une vie scénique à ce « document » d'époque. Il y a un an et demi, Brigitte Jacques avait présenté L'Éveil du printemps au Théâtre Récamier, où était au programme du Festival d'automne. Pierre Romans reprend la pièce à l'Odéon avec la troupe du Jeune Théâtre national. Cette seconde épreuve confirme que L'Éveil du printemps n'est pas un bon texte de théâtre. Nous avons tort de confondre érudition, théorie en vogue, présentement historique et théâtre. Mettre en scène en 1976 cette œuvre de Wedekind, c'est céder à un premier mouvement et privilégier les

aspects circonstanciels d'un texte qui, une fois sur scène, mène à l'impasse.

Il faudrait voir d'ailleurs le visage qu'aurait cette pièce si ces « enfants », comme les appelle Freud et comme les appelle Pierre Romans à deux reprises dans le court texte du programme, si ces « enfants » étaient interprétés sur scène vraiment par des enfants. On entendrait par exemple une vraie petite fille demander à sa mère comment on fait un enfant, ou deux vrais petits garçons discuter de ce que l'on ressent quand on enlève sa chemise. Mais, naguère au théâtre Récamier, comme aujourd'hui à l'Odéon, les acteurs qui discutent ainsi timidement de ces choses ont entre vingt-cinq et trente ans et, quels que soient notre bonne volonté et notre pouvoir de décalage, la pièce est difficile et le public n'y comprend rien.

Pierre Romans a cru se tirer d'affaire en inclinant la chose vers la féerie et l'opéra. Musique wagnérienne de Karol Graw, décors stylés auvergnats de Pierre-Yves Laprince. Un déluge de jolies ramures, de jolis ciels orange, turquoise, de jolis costumes blancs évoluant dans la pénombre. Toute cela aggrave plutôt le caprice de l'entreprise. La troupe du Jeune Théâtre national compte plusieurs actrices admirables et grandes dans le rôle, mais inamovibles, et par l'obéissance plate à des principes dogmatiques.

Abordés plutôt le théâtre comme vous abordez la vie, avec la fièvre et les risques qu'un futur inconnu implique. Alors, vous jouerez vraiment, vous aimerez ça, nous aussi.

Michel Cournot.

Odéon, 20 h. 30.

Festivals

« LA PASSION SELON SAINT JEAN », à Lourdes

La Passion selon saint Jean a inauguré le huitième festival de musique sacrée de Fêtes à Lourdes, en ce vendredi saint humide et gris, où le soleil couchant derrière une longue bande de nuages nous figurait comme une promesse de résurrection. L'œuvre de Jean-Sébastien Bach prend tout son relief en ce jour de recueillement, au milieu de ces foules de toutes les nations qui reviennent après l'hiver les abords de la grotte de Massabielle, comme jadis ceux du Temple de Jérusalem à l'approche de la pâque.

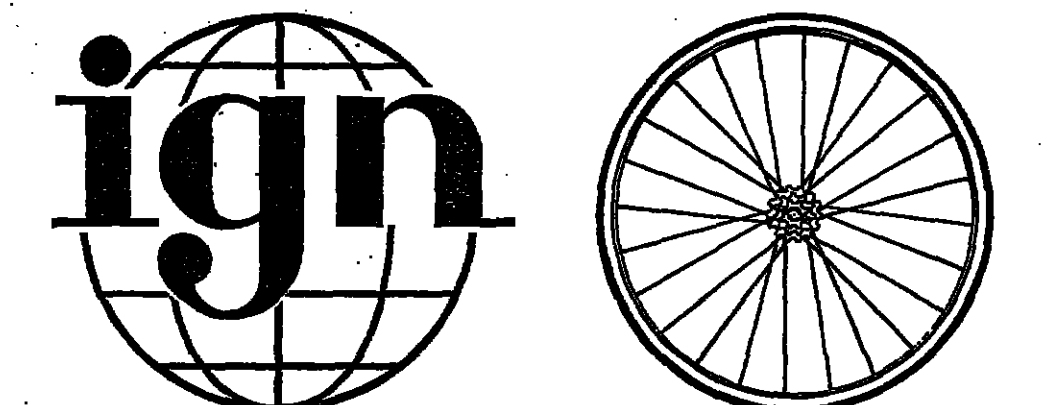
Le caractère très dramatique du récit si dépouillé de saint Jean comme l'intense pléiade méditative des chœurs et des airs de solistes ont été particulièrement mis en valeur par l'interprétation de Rodolphe, qui officie à Lourdes, comme chaque année, avec l'orchestre Pro Arte de Munich. Sans doute est-ce à dessein qu'il a rendu aussi après et hautes les interventions du chœur figurant la cruauté, la haine, les finasseries juridiques de la foule, des pharisiens et des princes des prêtres, qui atteignent à un saisissant relief : toutefois, le chœur des maîtres-chanteurs de Nuremberg ainsi bondulé semblait un peu à court de virtuosité ou de répétitions pour toujours maîtriser la difficile écriture contrapuntique de Bach qui donne toute sa valeur à cette représentation dramatique. Et fallait-il par ailleurs concéder à ce point les vocalises du sublime chœur d'entrée qui célèbre la gloire du Christ transcendant toutes choses, fin-ce et le plus grand accomplissement ? En revanche, tous les chœurs qui jalonnent le drame de stances méditatives si touchantes où l'homme confronte sa propre vie au drame qui s'est joué sur le Golgotha, revêtaient une profonde beauté.

Il y avait surtout de grands solistes, quasi inconnus en France, qui donnaient à cette interprétation toute sa grandeur lyrique ; de même que le génie d'un peintre élève la signification de l'histoire qu'il représente, les airs de Bach développent la vibration infinie de l'amour du Christ dans le cœur du croyant qui ne se laisse pas d'en contempler les effluences en lui-même au long de toutes ces vocalises extatiques, de ces ornements d'un texte sans cesse repris. La voix vigoureuse, au rayonnement idéal, de Margaret Marshall (soprano),

le timbre riche et intense d'Ingeborg Russ (alto), le phrasé bouillonnant de Robert Holl, basse admirable et grande dans le rôle, et le ténor Franz Semann, plus émouvant dans ses airs que dans les réchats de l'évangélisme d'un pathétique un peu extérieur, s'y alliaient avec la très belle voix d'Arnst Olshofka, qui tenait le rôle du Christ.

JACQUES LONCHAMPT.

RECHERCHES. — L'œuvre de Forner interprétée au cours de l'ouverture du Printemps musical de Paris s'intitule *Bercesse royale* et non *Princesse royale*, comme cela est écrit dans le Monde du 18 avril.



LA TÊTE ET LES JAMBES

C'est le printemps ! La période idéale pour faire travailler vos muscles. Alors enfoncez votre vélo ou votre cheval, à moins que vous ne préférez la marche à pied, et allez vous oxygéner là où bon vous semble. Bon courage, bonnes jambes. *Mens sana in corpore sano !* Pour tirer le maximum de votre week-end, suivez le guide : munissez-vous des cartes de l'Institut Géographique National. Nous vous recommandons en particulier trois séries, destinées à tous ceux qui ne passent pas leur dimanche devant leur poste de télévision. La série des îles (et pour les amateurs de montagne, la série violette avec en particulier le Massif du Mont-Blanc et le Massif du Sancy).

- La série verte 74 cartes couvrant toute la France. Vous y repêchez la fameuse île que vous rêvez d'acquiescer prochainement, le sentier muletier qui y mène, le petit bois à droite, les broussailles et les vignes tout autour. Tout cela, indiqué avec des couleurs gaies et des signes conventionnels faciles à comprendre.

- La série des Parcs naturels et des Forêts Le sentier balisé, les zones de silence, la rivière poissonneuse, l'arbre centenaire, le petit coin baignade ou le chemin équestre, tout est prévu dans cette série pour agrémenter vos balades, vos chevauchées, vos parties de golf, et exalter votre amour de la nature. Rien à voir avec les anciennes cartes d'état-major. Tout y a été simplifié, clarifié avec des couleurs et des tracés faciles à déchiffrer. Même sans boussole, mais avec un peu d'esprit d'observation vous ne pourriez pas vous perdre.

- La série des Îles Une carte pour chacune des îles de France et d'Outre-Mer. Dans cette série également, le souci du détail est de rigueur. Par exemple, vous saurez où trouver un mécanicien, un médecin, un pharmacien, ou à quel endroit chercher des crabes ou des bigorneaux. Une carte pour chaque usage ! C'est la conception de l'Institut Géographique National. Sa gamme, la plus complète, va du guide pour automobiliste pressé aux séries des îles, parcs, forêts, sans oublier l'ensemble des 4.400 cartes à plat (topographiques) au 1 : 25.000 qui couvrent toute la France. Invitation à découvrir les charmes secrets d'un pays et d'une nature plus méconnus que vous ne croyez.

L'Institut Géographique National rend service aux Français.

Cinéma

« UNE FEMME SOUS INFLUENCE »

de John Cassavetes

Un homme, une femme, trois enfants. D'origine italienne, Nick est chef de chantier dans une entreprise de construction. Mabel s'occupe de son ménage. Les gosses sont pareils à tous les gosses : gentils, turbulents, vulnérables. Des gens qui devraient être heureux.

De Mabel, les voisins disent qu'elle est un peu dingée. Elle a des idées et des idées bizarres. Nick, qui adore sa femme, a quelquefois du mal à supporter ses extravagances. Pourquoi, par exemple, Mabel embrasse-t-elle à bouche-clos-tu les copains qu'il invite à manger des spaghetti ? Pourquoi se met-elle à danser le *Lac des cygnes* devant un visiteur étranger ? Pourquoi laisse-t-elle les enfants courir nus dans la maison ? Pourquoi fait-elle un drame d'incidents ridicules ? Pourquoi ces terreurs, ces angos, ces coups de cafard inexplicables ?

Le film de John Cassavetes ne raconte pas ce qu'il est convenu d'appeler une « histoire ». Il ne défend pas de thèse et ignore les sentiments d'édification de la psychologie classique. Autrefois on aurait parlé de « tranche de vie ». Aujourd'hui, on est plutôt tenté de prononcer le mot « psychodrame ». Disons que ce film est un film de pur comportement. Que toute « distanciation » s'y trouve abolie. Qu'il nous plonge, tête la première, dans une réalité vécue.

Mabel, bien sûr, n'est pas vraiment folle. Détraquée tout au plus. Mal

dans sa peau. Aimée, moins aimée ? Aimant, aimant moins ? Le problème est ailleurs. Inconsciemment, Mabel cherche à se libérer des « influences » qui l'étrouent. Nick et les « autres » s'acharnent à l'enfermer dans son rôle de petite poupée dévouée, de mère exemplaire, de femme sans histoire. Or, ce rôle, elle ne peut plus l'assumer. Cette image stéréotypée avec laquelle on la confond, elle la refuse. Mabel se sait, se sent différente. En dehors de Nick et des enfants, elle existe, elle est « elle ». Et comme, de cela, personne ne semble se douter, elle se débat, elle cherche — maladroitement — à se faire « reconnaître ».

A la suite d'une crise plus violente que les autres, Mabel est envoyée dans un asile psychiatrique. Six mois d'absence : un vide immense dans la maison. Le jour de son retour, toute la famille est réunie pour l'attendre. Elle apparaît, calme, apaisée, bien convenable, sage comme une photo de magazine. Voilà la famille rassurée. Nick et les enfants, eux, seraient plutôt troublés. Cette Mabel-là, ce n'est plus leur Mabel. La femme, la mère, qu'ils aiment et dont ils ont besoin. Il y a quelque chose qui cloche. Soudain, d'ailleurs, Mabel se déchaîne. Une scène encore plus grave que d'habitude. Nick s'effrite, les enfants hurlent, c'est la panique. Puis le calme revient. « Je ne sais pas ce qui m'a pris », dit Mabel. Nick alors regarde sa femme comme jamais il ne l'avait regardée, comme si brusquement il venait de comprendre son secret. Ensemble ils couchent les gosses, remettent de l'ordre dans la maison. « Un terrible mardi », conclut Mabel en souriant. De ce « mardi », côté à côté, ils finiront peut-être par sortir.

Cinéma-vérité ? Non, car on devine un découpage, des dialogues élaborés (le Monde du 15 avril), mais, au sens le plus fort du terme, cinéma de la vérité. La vie dans son tumulte et son incohérence, avec ses cris et ses fureurs, ses rires, ses obsessions, ses échappées incontrôlables. Ce n'est pas un conflit conjugal que décrit Cassavetes. C'est un mal plus pernicieux, le mal d'un couple miné par les routines et les conventions de l'amour. Egoïsme, aveuglement de Nick, et, chez Mabel, ces brutales poussées de fièvre qui nous ont révélées dans de longues scènes filmées en continu, au cours desquelles une caméra extraordinairement mobile traque les personnages, leur colle aux trousses comme une ombre, enregistre leurs moindres gestes, capte leurs réactions les plus fugitives. Tourbillon des images, crépitements des dialogues, vibrations, variations incessantes des sentiments : c'est au creux de ces tempêtes que nous voyons s'approfondir la « filière » de Mabel et que naît l'émotion du film.

Après *Faces*, *Husbands*, *Minnie and Moskowitz*, John Cassavetes poursuit son investigation sur les rapports du couple dans la société américaine et, plus précisément ici, dans cette fraction de la petite bourgeoisie qui est proche de la classe ouvrière. Ni psychanalyste, ni moraliste, l'auteur n'explique pas, ne juge pas. Il se contente de déceler, de mettre à nu des tensions et des pulsions. Le document qu'il nous propose est si complet, si étroit, qu'il en est étouffant. On sort moulu, les nerfs à vif, de ces deux heures et demie de projection. Mais on en sort aussi avec l'impression d'avoir été un peu plus loin, un peu plus profond, dans l'exploration des cavernes et des gouffres de l'amour conjugal.

Sur le visage intelligent, sensible, de Gene Rowlands (elle est, dans la vie, la femme de John Cassavetes) passent en vagues successives les reflets de tous les sentiments qui, de la joie la plus simple, conduisent Mabel à l'anxiété et au désespoir. Peter Falk (le Colombo de la télévision) est un Nick désorienté, déboussolé, hésitant constamment entre la gentillesse et le coup de gueule pour sauver son bonheur. Deux comédiens-complices pour un film qui met au premier plan un grand cinéaste américain.

JEAN DE BARONCELLI.

* Cinéma, Hautecombe, Gennevilliers, Champigny, Marly (V.), Garmont-Opéra, Marville, Carville, Montparnasse-St. Germain-Convent, Nation (V.).

■ L'actrice italienne Nora Blee, qui avait été l'épouse de Vittorio Gassman et qui avait tourné aux côtés d'Anna Magnani dans *« Bellissima »* de Visconti, vient de mourir à Rome des suites d'une affection hépatique. Elle était âgée de cinquante et un ans.

■ Enus joue « Les Trois Cents Dernières », le 23 avril, au Théâtre Romain-Bolland de Villejuif, à 20 h. 30, et le 24 avril à la même heure, à la salle des conférences d'Ivry.

CARNET

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Mariages

— Le colonel (a.r.) et Madame Jean-Louis sont heureux de faire part du mariage de leurs fils, Bertrand et Sabine.

Mlle Dominique Brunet et de leur fille, Sabine.

M. Alain Jambou.

La messe de mariage a été célébrée dans l'intimité familiale, le samedi 20 mars 1976, en la chapelle de Valenciennes.

Ville de la Bassée, 344, boulevard du Suroest, 53700, Saint-Raphaël.

Décès

GUY RESSE

Nous apprenons la mort de Guy RESSE, directeur de l'art.

Il avait été élu à la présidence de l'Union d'Art, à Châtillon-sur-Loire en 1971. Il avait étudié à l'école des arts décoratifs à Paris. Il fut peintre et a été nommé directeur de l'enseignement des arts décoratifs à Valenciennes. Ses œuvres ont été exposées au Salon des Réalités nouvelles.

Sa petite galerie de la rue Grégoire-de-Tours, ouverte en 1953, avait été deux décennies, lieu de rencontres d'artistes et de collectionneurs. Elle était pour eux un tremplin. Guy Resse avait pas la bosse du commerce, mais seulement l'amour de l'art. Il lui importait surtout de montrer des artistes en lesquels il croyait sincèrement. Un marchand qui était d'abord un amateur.

Il avait été élu à la présidence de l'Union d'Art, à Châtillon-sur-Loire en 1971. Il avait étudié à l'école des arts décoratifs à Paris. Il fut peintre et a été nommé directeur de l'enseignement des arts décoratifs à Valenciennes. Ses œuvres ont été exposées au Salon des Réalités nouvelles.

Sa petite galerie de la rue Grégoire-de-Tours, ouverte en 1953, avait été deux décennies, lieu de rencontres d'artistes et de collectionneurs. Elle était pour eux un tremplin. Guy Resse avait pas la bosse du commerce, mais seulement l'amour de l'art. Il lui importait surtout de montrer des artistes en lesquels il croyait sincèrement. Un marchand qui était d'abord un amateur.

MÉDECINE

M. CHIRAC A REÇU UNE DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS DE FRANCE

Une délégation de la Fédération des médecins de France (F.M.F.), conduite par son président, le docteur Pierre Belot, a été reçue par le premier ministre, M. Jacques Chirac, vendredi 16 avril. L'entretien, qui a duré une heure et s'est déroulé en présence de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, et de M. Michel Durieux, ministre du Travail, a été consacré à la situation de la médecine libérale. Le premier ministre a reçu la délégation de la Fédération des médecins de France (F.M.F.), conduite par son président, le docteur Pierre Belot, a été reçue par le premier ministre, M. Jacques Chirac, vendredi 16 avril. L'entretien, qui a duré une heure et s'est déroulé en présence de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, et de M. Michel Durieux, ministre du Travail, a été consacré à la situation de la médecine libérale. Le premier ministre a reçu la délégation de la Fédération des médecins de France (F.M.F.), conduite par son président, le docteur Pierre Belot, a été reçue par le premier ministre, M. Jacques Chirac, vendredi 16 avril. L'entretien, qui a duré une heure et s'est déroulé en présence de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, et de M. Michel Durieux, ministre du Travail, a été consacré à la situation de la médecine libérale.

HAUSSE DE 10,40 % DU PRIX DES JOURNÉES DANS LES CLINIQUES PRIVÉES

L'Union hospitalière privée (U.H.P.) a annoncé, vendredi 16 avril, qu'elle avait été informée officiellement de la décision gouvernementale de revaloriser de 10,40 % le prix de journées dans les établissements hospitaliers privés. Cette hausse, qui est applicable à compter du 1^{er} avril, porte le prix de journées national moyen dans les cliniques à 145,15 francs.

Les internes en chirurgie des hôpitaux de Paris ont décidé d'observer une grève du sile et une grève des actes administratifs à partir du 20 avril prochain. Réunis en assemblée générale, mercredi 14 avril, ils ont menacé d'autre part de déclencher une grève des soins le 29 avril, avec l'ensemble des internes de France, si aucune de leurs revendications n'est satisfaite. Ils réclament notamment pour Paris, la création de cinquante postes de chefs de clinique. D'autre part, les internes des hôpitaux de Lyon ont cessé, vendredi 16 avril, le mouvement de grève qu'ils avaient commencé le 12 avril (le Monde du 13 avril).

Rhône-Alpes

A ANNECY

La culture et le commerce feront-ils bon ménage au centre Bonlieu ?

De notre correspondant

Annecy. — Le secrétariat d'Etat à la culture a accordé une subvention de 9 millions de francs à la ville d'Annecy pour la réalisation du centre d'animation culturelle, dont la facture s'élève à 20 millions de francs. Le centre Bonlieu sera construit au cœur de la ville, face au lac. Il comprendra un théâtre de mille places et deux salles de trois cents et quatre-vingts places.

Le centre d'animation culturelle n'occupera qu'une partie du bâtiment. Le complexe Bonlieu accueillera en outre une bibliothèque de cent cinquante mille ouvrages, une quarantaine de magasins, une brasserie, des bureaux et des logements. Le coût global de l'opération est estimé à 28 millions d'anciens francs. Les travaux débuteront à la fin de cette année pour s'achever en 1980.

« Démursé », « grandiose », « inutile », le centre Bonlieu a été décrié : cinq mille Annéciens ont signé une pétition « pour sauver les arbres du cios ». Mais il y a aussi l'opinion des sceptiques : « Le projet est ambigu, affirmé-il. Faire cohabiter dans un même milieu culture et commerce relève de l'utopie. Il y a enfin ceux qui, autour de l'ancien maire, M. Charles Bosson, estiment que Bonlieu sera le nouveau centre de la ville : « Un point privilégié d'échanges et de rencontres ».

L'opération Bonlieu s'inscrit dans le « nouveau centre » d'Annecy. A la place de l'ancienne manufacture — source principale d'emplois des travailleurs annéciens pendant tout le dix-neuvième siècle — doit débiter dans quelques semaines la construction d'un ensemble immobilier et commercial (80 logements, 1 hôtel de 80 chambres, 1 cinéma et des magasins). Objectif : rénover la rue Sainte-Claire et l'ensemble des vieux quartiers, certains des endroits les plus pittoresques de la ville. Une voie piétonne, longue de 500 mètres, permettra de relier l'îlot de la manufacture au cios Bonlieu.

A Bonlieu, on trouvera les équipements habituellement dispersés : théâtres, bureaux, bibliothèques, logements, brasserie, maison du tourisme, commerces, le tout « alignement » par un parking souterrain. « Une galerie marchande est vitrine culturelle », déclarent les adversaires du projet. « Entre commerçants et animateurs, on risque de ne pas parler le même langage ».

Deux reproches que rejette M. Daniel Sonzini, le directeur d'Annecy Action culturelle qui regroupe soixante-dix collectivités, associations ou comités d'entreprises. Il sera chargé de la gestion du centre d'animation culturelle. Selon lui, « intégrer les équipements culturels à la vie réelle est une nécessité afin que ne se constituent pas, comme dans certaines villes, un ghetto réservé à l'unique satisfaction d'une élite ».

Les membres d'A.A.C. ont remis, à la mairie, un document de réflexion dans lequel ils insistent pour que soit défini un cahier des charges très précis quant à l'utilisation des locaux commerciaux. « On n'y trouve pas d'importants commerces, mais les magasins soient le prolongement naturel de ce qui sera donné par la C.A.C. ».

« Ni poissonnerie, ni boucherie, ni épicerie de quartier », a déjà répondu l'ancien maire d'Annecy, M. Charles Bosson, qui garde la haute main sur les affaires municipales.

Le centre Bonlieu sera un centre commercial comme les autres. La tout est de savoir si la culture remplacera l'effet attractif du supermarché, d'interroger un commerçant installé rue Royale et qui hésite à ouvrir sa nouvelle boutique de prêt-à-porter au centre Bonlieu. Si les commerçants locaux font défaut, le maire d'Annecy, maître d'ouvrage de toute l'opération, fera appel à une société de promotion spécialisée dans les centres commerciaux. Celle-ci achètera les murs bruts, les aménagera, puis les commercialisera.

« Au niveau d'atmosphère, nous ne voulons pas la culture à Annecy, il était impensable d'accueillir une animation culturelle avec une animation commerciale populaire style supermarché », déclare M. Georges Gaudin, le responsable du C.A.C. d'Annecy, l'une des associations les plus dynamiques de la ville et qui a refusé d'entrer dans Annecy Action culturelle. Le C.A.C. a pris nettement position contre la politique culturelle de la municipalité qui souhaite « intégrer la culture dans les murs », aimait à dire Gabriel Monnet lorsqu'il animait le Groupe d'action théâtrale (GAT). Certains pensent qu'il serait préférable de privilégier les équipements de quartier au lieu d'englober pendant plusieurs années une grande partie du budget culturel de la ville dans ce centre.

De son côté, mais pour une toute autre raison, le député républicain indépendant de la Haute-Savoie, M. Jean Brocard, a combattu très

Provence - Côte d'Azur

Des dimensions plus modestes pour le centre de commerce international de Marseille

De notre correspondant

Marseille. — Prévu initialement pour dominer de ses quelque trente-huit étages le centre directionnel de Marseille dont l'aménagement doit transformer le quartier de la Bourse et les pentes de la colline Saint-Charles, le projet de construction du centre méditerranéen de commerce international (C.M.C.I.) qui devait abriter 35 000 m² de bureaux n'en comprendra plus que 19 000. Un nouveau parti architectural vient d'être soumis au conseil d'administration.

En juin 1975, la société SIEPRL, à qui a été délégué le rôle de maître d'ouvrage, s'est vu refuser le permis de construire pour la tour imaginée à l'époque où l'engouement pour les immeubles de grande hauteur était à son comble. Depuis, une récession générale dans le marché des bureaux s'est produite, et surtout, un net changement de mentalité vis-à-vis de ces « tours » qui bouleversent irrémédiablement la physionomie des villes.

Le nouvel ensemble se compose de quatre bâtiments en forme de croix, reliés entre eux. Leur hauteur décroît, du nord vers le sud, de huit niveaux pour le plus haut à deux pour le plus bas. L'ouvrage épouse la pente naturelle du terrain qui va de la gare Saint-Charles vers la porte d'Aix. Les bureaux donneront sur de vastes patios eux-mêmes ouverts sur les perspectives de l'arc de triomphe et du jardin de la porte d'Aix.

Un parc de stationnement de trois cent cinquante places est prévu ainsi que des commerces, un restaurant, des services informatiques, des salles de réunions et un centre de loisirs. La mise en service est prévue pour 1979.

P.T.T.

M. NORBERT SEGARD DEMANDE UNE AUGMENTATION DE 35 % DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

Le conseil supérieur des P.T.T. s'est réuni le 16 avril pour entendre M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., lui présenter le projet de budget 1977 que ses services discutent avec le ministère de l'Economie et des Finances.

Les P.T.T. proposent de fixer à un peu plus de 50 milliards de francs les recettes (+ 20 % par rapport au budget 1976) et à 59,5 milliards les dépenses ordinaires. Le budget de fonctionnement serait donc en déficit de 350 millions de francs.

Le chapitre des investissements, les autorisations de programme s'élèveraient à 24 500 millions de francs pour les télécommunications et à 3 400 millions de francs pour les postes, soit au total une croissance de 33 % par rapport aux dépenses en capital de l'année 1976.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui demandent la création de cinquante mille emplois dans les P.T.T., ont jugé insuffisantes les seize mille huit cents postes nouveaux demandés par le secrétaire d'Etat.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03	L'IMMOBILIER		
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	Achat-Vente-Location	26,00	30,35
DÉCLARATIONS D'EMPLOI	8,00	9,18	EXCLUSIVITES		
CAPITAUX AU COMMERCE	65,00	75,89	AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
			(chaque mercredi et chaque vendredi)		

L'immobilier

appartements vente

Paris rive droite

M. MICHEL-BIZOT

Immobilier P. de T. ravalé, 2 PETITES PIÈCES, ent., cuis., s. de bain, mar. bois, cuisine, PRIX INTERESSANT. Sur rue, 25, avenue Daumesnil, 121-122, 123-124, 125-126, 127-128, 129-130, 131-132, 133-134, 135-136, 137-138, 139-140, 141-142, 143-144, 145-146, 147-148, 149-150, 151-152, 153-154, 155-156, 157-158, 159-160, 161-162, 163-164, 165-166, 167-168, 169-170, 171-172, 173-174, 175-176, 177-178, 179-180, 181-182, 183-184, 185-186, 187-188, 189-190, 191-192, 193-194, 195-196, 197-198, 199-200, 201-202, 203-204, 205-206, 207-208, 209-210, 211-212, 213-214, 215-216, 217-218, 219-220, 221-222, 223-224, 225-226, 227-228, 229-230, 231-232, 233-234, 235-236, 237-238, 239-240, 241-242, 243-244, 245-246, 247-248, 249-250, 251-252, 253-254, 255-256, 257-258, 259-260, 261-262, 263-264, 265-266, 267-268, 269-270, 271-272, 273-274, 275-276, 277-278, 279-280, 281-282, 283-284, 285-286, 287-288, 289-290, 291-292, 293-294, 295-296, 297-298, 299-300, 301-302, 303-304, 305-306, 307-308, 309-310, 311-312, 313-314, 315-316, 317-318, 319-320, 321-322, 323-324, 325-326, 327-328, 329-330, 331-332, 333-334, 335-336, 337-338, 339-340, 341-342, 343-344, 345-346, 347-348, 349-350, 351-352, 353-354, 355-356, 357-358, 359-360, 361-362, 363-364, 365-366, 367-368, 369-370, 371-372, 373-374, 375-376, 377-378, 379-380, 381-382, 383-384, 385-386, 387-388, 389-390, 391-392, 393-394, 395-396, 397-398, 399-400, 401-402, 403-404, 405-406, 407-408, 409-410, 411-412, 413-414, 415-416, 417-418, 419-420, 421-422, 423-424, 425-426, 427-428, 429-430, 431-432, 433-434, 435-436, 437-438, 439-440, 441-442, 443-444, 445-446, 447-448, 449-450, 451-452, 453-454, 455-456, 457-458, 459-460, 461-462, 463-464, 465-466, 467-468, 469-470, 471-472, 473-474, 475-476, 477-478, 479-480, 481-482, 483-484, 485-486, 487-488, 489-490, 491-492, 493-494, 495-496, 497-498, 499-500, 501-502, 503-504, 505-506, 507-508, 509-510, 511-512, 513-514, 515-516, 517-518, 519-520, 521-522, 523-524, 525-526, 527-528, 529-530, 531-532, 533-534, 535-536, 537-538, 539-540, 541-542, 543-544, 545-546, 547-548, 549-550, 551-552, 553-554, 555-556, 557-558, 559-560, 561-562, 563-564, 565-566, 567-568, 569-570, 571-572, 573-574, 575-576, 577-578, 579-580, 581-582, 583-584, 585-586, 587-588, 589-590, 591-592, 593-594, 595-596, 597-598, 599-600, 601-602, 603-604, 605-606, 607-608, 609-610, 611-612, 613-614, 615-616, 617-618, 619-620, 621-622, 623-624, 625-626, 627-628, 629-630, 631-632, 633-634, 635-636, 637-638, 639-640, 641-642, 643-644, 645-646, 647-648, 649-650, 651-652, 653-654, 655-656, 657-658, 659-660, 661-662, 663-664, 665-666, 667-668, 669-670, 671-672, 673-674, 675-676, 677-678, 679-680, 681-682, 683-684, 685-686, 687-688, 689-690, 691-692, 693-694, 695-696, 697-698, 699-700, 701-702, 703-704, 705-706, 707-708, 709-710, 711-712, 713-714, 715-716, 717-718, 719-720, 721-722, 723-724, 725-726, 727-728, 729-730, 731-732, 733-734, 735-736, 737-738, 739-740, 741-742, 743-744, 745-746, 747-748, 749-750, 751-752, 753-754, 755-756, 757-758, 759-760, 761-762, 763-764, 765-766, 767-768, 769-770, 771-772, 773-774, 775-776, 777-778, 779-780, 781-782, 783-784, 785-786, 787-788, 789-790, 791-792, 793-794, 795-796, 797-798, 799-800, 801-802, 803-804, 805-806, 807-808, 809-810, 811-812, 813-814, 815-816, 817-818, 819-820, 821-822, 823-824, 825-826, 827-828, 829-830, 831-832, 833-834, 835-836, 837-838, 839-840, 841-842, 843-844, 845-846, 847-848, 849-850, 851-852, 853-854, 855-856, 857-858, 859-860, 861-862, 863-864, 865-866, 867-868, 869-870, 871-872, 873-874, 875-876, 877-878, 879-880, 881-882, 883-884, 885-886, 887-888, 889-890, 891-892, 893-894, 895-896, 897-898, 899-900, 901-902, 903-904, 905-906, 907-908, 909-910, 911-912, 913-914, 915-916, 917-918, 919-920, 921-922, 923-924, 925-926, 927-928, 929-930, 931-932, 933-934, 935-936, 937-938, 939-940, 941-942, 943-944, 945-946, 947-948, 949-950, 951-952, 953-954, 955-956, 957-958, 959-960, 961-962, 963-964, 965-966, 967-968, 969-970, 971-972, 973-974, 975-976, 977-978, 979-980, 981-982, 983-984, 985-986, 987-988, 989-990, 991-992, 993-994, 995-996, 997-998, 999-1000, 1001-1002, 1003-1004, 1005-1006, 1007-1008, 1009-1010, 1011-1012, 1013-1014, 1015-1016, 1017-1018, 1019-1020, 1021-1022, 1023-1024, 1025-1026, 1027-1028, 1029-1030, 1031-1032, 1033-1034, 1035-1036, 1037-1038, 1039-1040, 1041-1042, 1043-1044, 1045-1046, 1047-1048, 1049-1050, 1051-1052, 1053-1054, 1055-1056, 1057-1058, 1059-1060, 1061-1062, 1063-1064, 1065-1066, 1067-1068, 1069-1070, 1071-1072, 1073-1074, 1075-1076, 1077-1078, 1079-1080, 1081-1082, 1083-1084, 1085-1086, 1087-1088, 1089-1090, 1091-1092, 1093-1094, 1095-1096, 1097-1098, 1099-1100, 1101-1102, 1103-1104, 1105-1106, 1107-1108, 1109-1110, 1111-1112, 1113-1114, 1115-1116, 1117-1118, 1119-1120, 1121-1122, 1123-1124, 1125-1126, 1127-1128, 1129-1130, 1131-1132, 1133-1134, 1135-1136, 1137-1138, 1139-1140, 1141-1142, 1143-1144, 1145-1146, 1147-1148, 1149-1150, 1151-1152, 1153-1154, 1155-1156, 1157-1158, 1159-1160, 1161-1162, 1163-1164, 1165-1166, 1167-1168, 1169-1170, 1171-1172, 1173-1174, 1175-1176, 1177-1178, 1179-1180, 1181-1182, 1183-1184, 1185-1186, 1187-1188, 1189-1190, 1191-1192, 1193-1194, 1195-1196, 1197-1198, 1199-1200, 1201-1202, 1203-1204, 1205-1206, 1207-1208, 1209-1210, 1211-1212, 1213-1214, 1215-1216, 1217-1218, 1219-1220, 1221-1222, 1223-1224, 1225-1226, 1227-1228, 1229-1230, 1231-1232, 1233-1234, 1235-1236, 1237-1238, 1239-1240, 1241-1242, 1243-1244, 1245-1246, 1247-1248, 1249-1250, 1251-1252, 1253-1254, 1255-1256, 1257-1258, 1259-1260, 1261-1262, 1263-1264, 1265-1266, 1267-1268, 1269-1270, 1271-1272, 1273-1274, 1275-1276, 1277-1278, 1279-1280, 1281-1282, 1283-1284, 1285-1286, 1287-1288, 1289-1290, 1291-1292, 1293-1294, 1295-1296, 1297-1298, 1299-1300, 1301-1302, 1303-1304, 1305-1306, 1307-1308, 1309-1310, 1311-1312, 1313-1314, 1315-1316, 1317-1318, 1319-1320, 1321-1322, 1323-1324, 1325-1326, 1327-1328, 1329-1330, 1331-1332, 1333-1334, 1335-1336, 1337-1338, 1339-1340, 1341-1342, 1343-1344, 1345-1346, 1347-1348, 1349-1350, 1351-1352, 1353-1354, 1355-1356, 1357-1358, 1359-1360, 1361-1362, 1363-1364, 1365-1366, 1367-1368, 1369-1370, 1371-1372, 1373-1374, 1375-1376, 1377-1378, 1379-1380, 1381-1382, 1383-1384, 1385-1386, 1387-1388, 1389-1390, 1391-1392, 1393-1394, 1395-1396, 1397-1398, 1399-1400, 1401-1402, 1403-1404, 1405-1406, 1407-1408, 1409-1410, 1411-1412, 1413-1414, 1415-1416, 1417-1418, 1419-1420, 1421-1422, 1423-1424, 1425-1426, 1427-1428, 1429-1430, 1431-1432, 1433-1434, 1435-1436, 1437-1438, 1439-1440, 1441-1442, 1443-1444, 1445-1446, 1447-1448, 1449-1450, 1451-1452, 1453-1454, 1455-1456, 1457-1458, 1459-1460, 1461-1462, 1463-1464, 1465-1466, 1467-1468, 1469-1470, 1471-1472, 1473-1474, 1475-1476, 1477-1478, 1479-1480, 1481-1482, 1483-1484, 1485-1486, 1487-1488, 1489-1490, 1491-1492, 1493-1494, 1495-1496, 1497-1498, 1499-1500, 1501-1502, 1503-1504, 1505-1506, 1507-1508, 1509-1510, 1511-1512, 1513-1514, 1515-1516, 1517-1518, 1519-1520, 1521-1522, 1523-1524, 1525-1526, 1527-1528, 1529-1530, 1531-1532, 1533-1534, 1535-1536, 1537-1538, 1539-1540, 1541-1542, 1543-1544, 1545-1546, 1547-1548, 1549-1550, 1551-1552, 1553-1554, 1555-1556, 1557-1558, 1559-1560, 1561-1562, 1563-1564, 1565-1566, 1567-1568, 1569-1570, 1571-1572, 1573-1574, 1575-1576, 1577-1578, 1579-1580, 1581-1582, 1583-1584, 1585-1586, 1587-1588, 1589-1590, 1591-1592, 1593-1594, 1595-1596, 1597-1598, 1599-1600, 1601-1602, 1603-1604, 1605-1606, 1607-1608, 1609-1610, 1611-1612, 1613-1614, 1615-1616, 1617-1618, 1619-1620, 1621-1622, 1623-1624, 1625-1626, 1627-1628, 1629-1630, 1631-1632, 1633-1634, 1635-1636, 1637-1638, 1639-1640, 1641-1642, 1643-1644, 1645-1646, 1647-1648, 1649-1650, 1651-1652, 1653-1654, 1655-1656, 1657-1658, 1659-1660, 1661-1662, 1663-1664, 1665-1666, 1667-1668, 1669-1670, 1671-1672, 1673-1674, 1675-1676, 1677-1678, 1679-1680, 1681-1682, 1683-1684, 1685-1686, 1687-1688, 1689-1690, 1691-1692, 1693-1694, 1695-1696, 1697-1698, 1699-1700, 1701-1702, 1703-1704, 1705-1706, 1707-1708, 1

صبرنا من الامل

سوق المال

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

REDRESSEMENT DE LA LIRE ET DE LA LIVRE

Redressement de la LIRE et de la LIVRE, tassement du FRANC FRANÇAIS, irrégularité du DOLLAR, tenue du FRANC SUISSE : tels ont été les faits marquants d'une semaine réduite pratiquement à quatre séances, la plupart des marchés des changes ayant fermé leurs portes vendredi. Amorcé lundi des l'ouverture, le redressement de la LIRE s'est poursuivi pendant toute la semaine, la devise britannique progressant finalement vis-à-vis de toutes les monnaies. Des considérations techniques expliquent pour l'essentiel la reprise du STERLING. Tout laisse à penser, en effet, que des dénouements d'engagements spéculatifs pris à la baisse sur la LIVRE ont été à l'origine du retournement de tendance intervenu ces derniers jours. Le mouvement ayant été, semble-t-il, accentué par des achats effectués pour régier des importations de pétrole, et les interventions de la Banque d'Angleterre. On ne saurait cependant négliger les effets bénéfiques qu'ont eus sur le marché l'annonce du net ralentissement de l'inflation en mars et l'amélioration spectaculaire de la balance des paiements courants pendant cette même période. En outre, l'absence d'une reprise plus durable du STERLING ? Le rejet par les syndicats des propositions du chancelier de l'Echiquier incite à la prudence.

La LIRE s'est également redressée. La semaine avait pourtant mal commencé pour la monnaie italienne, dont les cours tombaient mardi à leur plus bas niveau : 915 lire pour un dollar. L'ampleur de cette baisse appelait une correction technique et, de fait, mardi en clôture, les interventions de la Banque d'Italie aidant, un redressement s'amorçait et devait se poursuivre pendant les deux semaines suivantes. Le bilan de cette semaine est finalement très favorable à la LIRE, qui a progressé vis-à-vis de toutes les devises, sauf la LIVRE. Les spécialistes, qui ont enregistré sans trop de surprise cette prise technique, restent cependant sceptiques sur sa solidité à moyen terme, en raison des incertitudes

que les dénouements des engagements pris à la baisse du FRANC avant sa mise en flottement tirent à leur fin, ce qui rend la devise française plus vulnérable. L'instabilité britannique, l'absence de la Banque d'Angleterre, qui publie régulièrement des études sur l'évolution des monnaies à moyen terme, estime que la dépréciation du FRANC s'accentuera de 6 % environ d'ici le milieu de 1977. Le cours de la devise française pourrait ainsi tomber à 4,88 francs pour un dollar et à 1,97 franc pour un DOLLAR SUISSE, prévient l'Institut.

Le FRANC SUISSE est resté la monnaie la plus recherchée. La spéculation à la hausse a été telle que la Banque nationale suisse a dû intervenir à défendre la parité de 1 Franc Suisse pour 1 Deutsche Mark. Cette nouvelle flamme a relancé les rumeurs selon lesquelles les autorités helvétiques s'opposeraient désormais aux importations de billets. Cette mesure, on le sait, est à l'étude (le Monde daté 18-19 avril), mais aucune décision n'a encore été définitivement arrêtée.

Le DOLLAR enfin est resté hésitant, s'efforçant sur la plupart des marchés de défendre la parité de 36 francs pour 1 dollar. Sur le marché de l'or, les cours ont été très peu variés, le prix de l'once de métal précieux s'établissant finalement à 127,25 dollars à Londres, contre 127,70 dollars le 5 avril.

PHILIPPE LABARDE.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 12 AVRIL AU 15 AVRIL

Au plus bas

Réduite à quatre séances en raison des fêtes pascuales, la semaine boursière s'est révélée à nouveau fort négative pour les valeurs françaises.

De fait, les indices calculés tant par l'INSEE que par la Chambre syndicale des agents de change montrent que les cours sont tombés cette semaine à leurs plus bas niveaux depuis le début de l'année.

La quasi-totalité des pertes ont été acquises lors de la première séance de la semaine, les valeurs françaises perdant en moyenne 2 % ce jour-là. Le léger redressement intervenu le lendemain n'a certes pas été suffisant pour renverser la tendance, et, par la suite, les cours reprénaient leur lent mouvement d'affaiblissement.

Ce fléchissement continu s'effectue en dépit de la vigueur de la reprise économique française, l'enquête mensuelle de l'INSEE auprès des chefs d'entreprises indiquant qu'ils s'attendent à une poursuite de la croissance, ce qui devrait stimuler le marché. Mais les opérateurs n'ont d'eux et d'oreilles que pour le projet de taxation des plus-values, qui empêche tout au moins dans l'immédiat. Autour de la corbeille, on estime que ce projet vise essentiellement les détenteurs de valeurs mobilières. C'est en tout cas l'avis personnel de M. Floreny, syndic de la Compagnie des agents de change, qui s'en est ouvert mercredi à l'Agence Reuter.

Cette amertume s'atténue peut-être un peu la semaine prochaine, lorsque M. Fourcade présentera l'ensemble de son projet, mardi, à l'opinion. Il reste que celui-ci ne sera pas définitif, des amendements, des contre-projets, lui seront, n'en doutons pas, opposés avant et pendant, sa discussion devant le Parlement.

En outre, la présentation télévisée, par M. Giscard d'Estaing, du projet de la réforme de l'entreprise prévoyant notamment la cooptation facultative dans les sociétés de plus de deux mille employés, a jeté une froid.

Enfin, les manifestations étudiantes contre la réforme universitaire ont suscité quelques inquiétudes, d'autant qu'à l'intérieur du palais de la Bourse lui-même, tout ne va pas pour le mieux.

Ainsi, les manifestations déclenchées à l'occasion des négociations salariales en cours ont-elles largement perturbé le déroulement des séances. Les syndicats ayant donné des consignes précises à leurs mandataires, les cotations ont débuté avec une demi-heure de retard lundi et mercredi. Finalement, après des débats houleux lors d'un vote organisé en milieu de semaine, le personnel de la Bourse, pour la première fois depuis longtemps, s'est prononcé, à une légère majorité, contre la poursuite de tels mouvements. Peut-être la fermeté des propos de M. Floreny, avertissant publiquement qu'en cas de suspension des cotations les salaires des employés seraient réduits au prorata, a-t-elle incité à la prudence.

Aut valeurs étrangères, les mines d'or se sont peu écarter de leurs niveaux de la semaine précédente, et les américaines ont fléchi. Les pétroles internationaux ont été diversement traités, les allemands enregistrant une légère hausse. Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 10 francs à 19 480 francs et le napoléon 1,90 franc à 230 francs. Le volume des transactions quotidiennes est resté peu étoffé à environ 8 millions de francs.

PATRICE CLAUDE.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Au gré des changes

L'annonce de détente enregistrée la semaine précédente sur le marché monétaire de Paris ne s'est pas confirmée de défiance le franc, un peu plus faible ces jours derniers, a contraint la Banque de France à intervenir sur le marché des changes et à baisser le franc. La semaine d'avril pour le franc, qui a débuté à 127,25 dollars à Londres, s'est terminée à 127,70 dollars le 5 avril.

L'approche de la fin de période

LES MATIÈRES PREMIÈRES

SENSIBLE HAUSSE DU CUIVRE ET DU CACAO

MÉTALUX. — Nouvelle agence des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Pour la seconde fois en l'espace d'un mois, les principaux producteurs américains de métal raffiné viennent de majorer leur prix, porté à 70 cents la livre, en augmentation de 4 cents. Le nouveau prix américain est légèrement supérieur aux cours pratiqués sur le marché, car il équivaut à 640 francs par tonne. Les stocks britanniques ont légèrement fléchi cette semaine en recevant 4 000 tonnes de métal brut. Quant à l'utilisation de métal en Grande-Bretagne, elle a diminué de 12,5 % durant les deux premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de l'année précédente. En revanche, dans d'autres pays, la demande donne actuellement des signes manifestes d'amélioration.

La hausse se poursuit sur les cours du plomb à Londres. Un important producteur américain vient de relever le prix de son métal de 2 cents par livre pour le porter à 23 cents, soit l'équivalent de 272 francs par tonne. La demande pour le métal est estimée à 1 500 000 tonnes, légèrement inférieure à celle de 1974-1975. Elle dépasserait de 10 %, seulement la consommation mondiale prévue pour l'année en cours.

La flambée des prix du café a été facilement consolidée à Londres. La récolte mondiale de la saison en cours est évaluée à 7,5 millions de sacs. Des productions plus abondantes en Côte d'Ivoire, au Mexique et en Ethiopie compenseraient la diminution de celles de l'Angola et du Salvador.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 15 avril 1976

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par once troy) : cuivre, comptant, 32,50 (32,50) ; à trois mois, 35,50 (35,50) ; à six mois, 38,50 (38,50) ; à douze mois, 41,50 (41,50) ; plomb, comptant, 24,50 (24,50) ; à trois mois, 27,50 (27,50) ; à six mois, 30,50 (30,50) ; à douze mois, 33,50 (33,50) ; zinc, comptant, 22,50 (22,50) ; à trois mois, 25,50 (25,50) ; à six mois, 28,50 (28,50) ; à douze mois, 31,50 (31,50) ; nickel, comptant, 18,50 (18,50) ; à trois mois, 21,50 (21,50) ; à six mois, 24,50 (24,50) ; à douze mois, 27,50 (27,50) ; aluminium, comptant, 15,50 (15,50) ; à trois mois, 18,50 (18,50) ; à six mois, 21,50 (21,50) ; à douze mois, 24,50 (24,50) ; étain, comptant, 12,50 (12,50) ; à trois mois, 15,50 (15,50) ; à six mois, 18,50 (18,50) ; à douze mois, 21,50 (21,50) ; argent, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; or, comptant, 375,00 (375,00) ; à trois mois, 378,00 (378,00) ; à six mois, 381,00 (381,00) ; à douze mois, 384,00 (384,00) ; pétrole, comptant, 12,50 (12,50) ; à trois mois, 13,50 (13,50) ; à six mois, 14,50 (14,50) ; à douze mois, 15,50 (15,50) ; gaz, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; sucre, comptant, 12,50 (12,50) ; à trois mois, 13,50 (13,50) ; à six mois, 14,50 (14,50) ; à douze mois, 15,50 (15,50) ; café, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; cacao, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; blé, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; maïs, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; soja, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; coton, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; laine, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; jute, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; caoutchouc, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; charbon, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; minerai, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; métaux divers, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits chimiques, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; engrais, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits agricoles, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits industriels, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits miniers, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits métallurgiques, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits pharmaceutiques, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits alimentaires, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits textiles, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du textile, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du cuir, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du bois, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60) ; à douze mois, 1,65 (1,65) ; produits du papier, comptant, 1,50 (1,50) ; à trois mois, 1,55 (1,55) ; à six mois, 1,60 (1,60

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. ASIE

3. AMERIQUES

3. EUROPE

— **PORTUGAL** : deux mille personnes ont assisté aux obsèques de l'ouvrier tué par la police à Beja.

— **ESPAGNE** : la préparation du référendum divise le gouvernement.

4. PROCHE-ORIENT

— **LIBAN** : la mission de M. Gassé à Beyrouth.

— **TRIBUNAL INTERNATIONAL** : « En Cisjordanie, des élections libres malgré l'occupation », par A. Rozanski.

4. DIPLOMATIE

— M. Kissinger va se rendre en Afrique noire.

4. AFRIQUE

— La fin du séjour à Paris du premier ministre sénégalais.

5. DEFENSE

— Les républicains indépendants envisagent une manifestation de soutien à M. Giscard d'Estaing.

5. POLITIQUE

— Des écrivains catholiques s'opposent.

5. RELIGION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. EDUCATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. CULTURE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. SPORTS

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. SOCIÉTÉ

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ÉCONOMIE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ENVIRONNEMENT

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. SANTÉ

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ÉNERGIE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. TRANSPORTS

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. COMMUNICATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. SCIENCE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. TECHNOLOGIE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. MÉTIERS

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. LOISIRS

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. CULTURE POPULAIRE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ÉDUCATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. FORMATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. RECHERCHE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. DÉVELOPPEMENT

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. COOPÉRATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ÉCHANGE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. PARTENARIAT

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ALLIANCE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. COOPÉRATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ÉCHANGE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. PARTENARIAT

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. ALLIANCE

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

5. COOPÉRATION

— Les mouvements de protestations autour de la réforme du deuxième cycle universitaire.

L'expulsion d'une quinzaine de dirigeants de travailleurs immigrés soulève de nombreuses protestations

L'importante opération de police, organisée le vendredi 16 avril dans les foyers d'immigrés de la Sonacotra (« le Monde » du 17 avril), s'est soldée par l'expulsion d'une quinzaine de délégués de résidents, qui ont été refoulés séance tenante, par avion, dans leur pays d'origine. Tablant peut-être, à la veille de Pâques, sur une faible riposte des organisations de défense des travailleurs étrangers, le ministère de l'Intérieur a choisi le jour du vendredi saint pour faire investir une dizaine de foyers situés en Seine-Saint-Denis.

Pour cette rafle collective, les forces de l'ordre ont renoué avec une tradition que l'on croyait presque oubliée depuis la guerre d'Algérie : dès l'aube, des policiers sont entrés par surprise, revolver au poing, dans divers foyers. On a vu de nouveau des portes défoncées à coups de pied, des travailleurs étrangers réveillés brusquement, malmenés, obligés de s'allonger, debout, les mains à plat contre un mur.

L'opération « coup de poing » qui avait débuté vendredi vers 6 heures du matin s'est terminée moins d'une heure plus tard par l'arrestation d'une quinzaine de délégués, expulsés de France dans la matinée. Ce sont, pour le foyer Roméo-Rolland, de Saint-Denis : trois Algériens, MM. Hocine Gasse, Amor Cami, Amor Aoulche ; pour le foyer de la rue des Sorbiers, à Nanterre : un Algérien, M. Abdelmajid Milla ; trois Marocains, MM. Ahmed Amouch, Mohamed Saoud et Sakid Soussai ; pour Bagnot : MM. Ahmed Soca, Algérien, et Ahmed Dialo, Sénégalais ; deux délégués ont été appréhendés également à Pierrefitte, et d'autres encore dans les foyers de Garges, Ganneville, Sevran et Bobigny.

D'autre part, un étudiant en sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

pellé, à la résidence universitaire, en raison « du soutien actif qu'il ap-
portait à l'agitation dans un foyer de la Sonacotra. Les circonstances de son élargissement vers la Tunisie sont pour le moins curieuses.

M. Kouya, qui était absent de sa chambre au moment où se présen-
taient les policiers, fut averti de leur présence et tenta de s'enfuir dans les étages de l'immeuble. Selon une version officielle, il serait tombé d'une corniche ou d'un appui de fenêtre, sur deuxième étage du bâtiment. Relevé le visage en sang, il aurait, selon la police locale, refusé de se laisser conduire à l'hôpital et aurait ensuite été dirigé vers l'aéroport d'Orly. Selon le commissariat de Nanterre, un mandat d'expulsion à son encontre avait été reçu la nuit même.

Le 17 avril, un étudiant en

sciences économiques de Nanterre,

M. Ridha Kouya, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, a été inter-

A Nanterre, un étudiant tunisien — pourchassé pour le soutien qu'il apportait à la cause de ses camarades immigrés, est tombé du deuxième étage de la résidence universitaire. Il n'en a pas moins été conduit à Orly et embarqué de force dans un avion de ligne.

Par ces méthodes, les autorités espèrent sans doute casser la grève des foyers qui affecte, depuis des mois, la gestion des foyers de la Sonacotra. Le secret relatif qui entoure l'opération, la brutalité de la procédure d'urgence utilisée au nom de l'ordre public, seront-elles payantes ? D'ores et déjà, de nombreuses réactions sont enregistrées dans les partis de gauche, les syndicats et les groupements d'immigrés, qui organisent pour la semaine qui vient, diverses manifestations. L'évêque de Saint-Denis et diverses personnalités, dont M. Jean-Paul Sartre, ont joint leur voix à ces protestations.

Le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève qui demande l'ouverture « de véritables négociations » et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers

Sonacotra en grève qui demande

l'ouverture « de véritables négociations »

et « l'arrêt de toute forme de répression ».

Le comité de coordination des foyers